

Évaluation finale du projet Ressources éducatives : composante 3 mise en œuvre par l'Institut français (2022-2025)

JANVIER 2026



Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Institut français et n'engagent en aucune façon l'Institut français.

Réalisé par : Technopolis group (Kenza Delclaux, Manon Berny, Camille Hennion)

technopolis
group 

Table des matières

Acronymes	4
1 Introduction	4
2 Contexte et justification de l'évaluation	5
2.1 Contexte de l'évaluation	5
2.1.1 Le rôle de la lecture dans les défis éducatifs en Afrique subsaharienne	5
2.1.2 Les défis d'accès à la littérature de jeunesse en Afrique subsaharienne	6
2.1.3 La littérature de jeunesse : un marché en expansion en Afrique subsaharienne	7
2.2 Présentation de la composante 3 du projet Ressources Éducatives	7
2.2.1 Le projet Ressources Éducatives	7
2.2.2 La composante 3 – Lire pour apprendre	8
2.3 Objectifs de l'évaluation	9
3 Méthodologie et limites de l'évaluation	10
3.1 Principes méthodologiques	10
3.2 Phasage et étapes clés de l'évaluation	10
3.3 Limites de l'évaluation	11
4 Constats de l'évaluation	12
4.1 Un projet innovant et ambitieux, tant dans sa thématique que dans ses modalités de mise en œuvre (Pertinence)	12
4.1.1 <i>Le projet a soutenu une thématique ciblée, peu traitée en Afrique francophone</i>	12
4.1.2 <i>Une logique d'intervention pertinente mais ambitieuse</i>	13
4.1.3 Une pertinence globale des pays locomotives choisis et des activités qui y ont été mises en œuvre	16
4.2 Un programme efficace grâce à une approche participative et contextualisée (Efficacité)	17
4.3 Le programme a généré des effets significatifs en matière de structuration de la chaîne du livre et de sensibilisation à la lecture, mais plus limités sur l'intégration de la littérature jeunesse dans les politiques publiques (Effets)	20
4.3.1 Des effets visibles de structuration des acteurs de la chaîne du livre, en particulier dans les pays locomotives	20
4.3.2 Des effets importants sur la sensibilisation à la lecture	22
4.3.3 Des effets plus timides sur la prise en compte de la littérature jeunesse dans les politiques publiques	23
4.4 Des signes de continuité visibles dans les pays locomotives, plus incertains dans les autres pays (Durabilité)	24
4.4.1 Une durabilité pensée dès le départ et des signes de continuité visibles dans les pays locomotives	24
4.4.2 La durabilité a été peu prise en compte dans la conception et le suivi des projets financés par AAP	25



4.5	Le programme a été conduit de manière efficiente mais présente quelques faiblesses au niveau de la gouvernance multi pays et du suivi global (Efficience)	26
4.5.1	L'implication des équipes mobilisées dans le projet était pertinente et a été appréciée, bien que certaines difficultés aient émergé au niveau local	26
4.5.2	La mise en œuvre opérationnelle a permis de respecter le calendrier et le budget prévu malgré quelques freins administratifs et logistiques observés	28
4.6	Le positionnement spécifique du projet assure une cohérence globale avec les initiatives existantes, bien que des synergies auraient pu être davantage exploitées (Cohérence)	30
4.6.1	La cohérence externe du projet a été assurée, notamment du fait du positionnement particulier du projet	30
4.6.2	Une forte complémentarité des composantes du projet RE, mais des synergies à renforcer	31
5	Conclusions et leçons apprises	31
6	Recommandations	32
Annexe A	Bibliographie	36
Annexe B	Liste des personnes rencontrées en entretien	37
Annexe C	Matrice d'évaluation	39
Annexe D	Diagramme logique d'intervention de la composante 3 du projet RE	42
Annexe E	État d'avancement du projet	44
E.1	Un soutien financier aux 3 pays locomotives	44
E.1.1	Bénin	44
E.1.2	Madagascar	48
E.1.3	Guinée (Conakry)	51
E.2	Un soutien financier aux autres pays du projet via le lancement d'Appels à Projets	54
E.2.1	Appel à projets 2023	55
E.2.3	Appel à projets 2024	56
E.2.4	Appel à projets 2025	57
D.2.5	Résultats des AAP dans les pays ciblés	58
E.3	Des activités de communication, sensibilisation à la littérature jeunesse et de diffusion des outputs du projet	61
E.3.1	Communication autour du projet et de la composante Lire pour apprendre	61
E.3.2	Développement de contenus sur la plateforme « Réseau d'experts des ressources éducatives »	62
E.3.3	Mise à jour et diffusion du catalogue/corpus « Littérature de jeunesse en Afrique subsaharienne »	62
E.3.4	Lancement d'une campagne de communication sur les bienfaits de la lecture	64
Annexe F	Cadre logique d'intervention rempli	65
F.1	Méthodologie	65
F.2	Cadre logique	66
Annexe G	Liste des projets soutenus dans le cadre des AAP	73

Tableaux

Tableau 1 Comparaison des dépenses prévues initialement et des dépenses prévisionnelles actuelles	29
Tableau 2 Référentiel d'évaluation	39
Tableau 3 Répartition du montant par composante	55
Tableau 4 Répartition du montant par composante	56
Tableau 5 Répartition du montant par composante	57
Tableau 6 Nombre de professionnels du livre formés par pays	59
Tableau 7 Résultats concernant les réseaux sociaux spécifiques des pays locomotives	62

Figures

Figure 1 Présentation des objectifs de l'évaluation	9
Figure 2 Synthèse des phases de l'évaluation	11
Figure 3 Niveau d'atteinte des indicateurs de réalisation du cadre logique de la composante 3	17
Figure 4 Montant total accordé et nombre de projets par pays pour l'AAP 2023	56
Figure 5 Montant total accordé et nombre de projets par pays pour l'AAP 2024	57
Figure 6 Montant total accordé et nombre de projets par pays pour l'AAP 2025	58
Figure 7 Évolution du type de porteurs de projets soutenus entre les AAP 2023, 2024 et 2025	58
Figure 8 Infographie présentant les principales données chiffrées relatives aux AAP	60
Figure 9 Résultats des actions de communication sur les différents réseaux sociaux entre 2023 et 2024	61
Figure 10 Exemple d'un titre présenté dans le corpus	63



Acronymes

Acronyme	Définition
AAP	Appel à projet
AFD CLAC	Agence Française de Développement Centre de lecture et d'animation culturelle
COCAC	Conseillers de coopération et d'action culturelle
COFIL CTS	Comité de Pilotage Comité technique et de suivi
DLI	Diagramme logique d'intervention
ICC	Industries Culturelles et Créatives
IF	Institut français
ODD	Objectif de Développement Durable
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
RARE	Rencontres africaines pour les ressources éducatives
RE	Ressources Éducatives
SCAC	Service de coopération et d'action culturelle
SILA	Salon international du livre d'Abidjan
SLAP	Salon du Livre Africain de Paris
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

1 Introduction

Ce document constitue **le rapport d'évaluation final des composantes du projet Ressources Éducatives mises en œuvre par l'Institut français (Livrable 4)**. Il présente les principaux constats issus de l'évaluation, les conclusions et leçons apprises et des recommandations stratégiques et opérationnelles. Il repose sur une collecte de données menée entre le 1^{er} septembre 2025 et le 31 octobre 2025. Dans le cadre de cette collecte de données, les investigations suivantes ont été menées :



- Entretiens individuels auprès des acteurs de la mise en œuvre du projet et de quelques bénéficiaires ;
- Entretiens collectifs auprès des bénéficiaires du projet ;
- Une analyse approfondie des documents du projet.

Le rapport final présente les éléments suivants :

- Contexte et justification de l'évaluation ;
- Rappel de la méthodologie et présentation des limites rencontrées ;
- Constats de l'évaluation ;
- Conclusions et leçons apprises ;
- Recommandations.

Les éléments suivants sont disponibles en Annexe du rapport :

- Bibliographie ;
- Liste des personnes rencontrées en entretien (individuels et collectifs)
- Matrice d'évaluation ;
- Diagramme logique d'intervention de la composante 3 du projet RE ;
- État d'avancement du projet ;
- Cadre logique d'intervention rempli ;
- Liste des projets soutenus dans le cadre des AAP.

2 Contexte et justification de l'évaluation

2.1 Contexte de l'évaluation

2.1.1 *Le rôle de la lecture dans les défis éducatifs en Afrique subsaharienne*

Les pays d'Afrique subsaharienne francophone font face à de nombreux défis éducatifs, tels que le **manque d'infrastructures éducatives, le faible niveau de formation des enseignants, des taux d'analphabétisme élevés et le manque d'accès à des ressources éducatives de qualité**. Malgré les progrès significatifs réalisés en matière d'accès à l'éducation ces dernières décennies, la qualité de l'enseignement et l'efficacité des systèmes éducatifs en matière de rétention et de formation des élèves diffèrent fortement selon les pays. Ces limites sont d'autant plus préoccupantes que **près de la moitié de la population de la région a moins de 20 ans¹**, faisant de l'Objectif de Développement Durable 4 « *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* » un enjeu primordial pour ces pays.

Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne est confrontée à une importante **crise de l'apprentissage** : 90% des enfants ne parviennent pas à acquérir des compétences de lecture et de compréhension de base avant l'âge de 10 ans². Cette crise s'explique notamment par les

¹ Termes de référence

² [The Silent Crisis: Exposing the Tragic Effects of Learning Poverty in Africa - PACT](#)

limites des capacités de recrutement et de formation des personnels enseignants dans un contexte d'accroissement rapide des effectifs, conjuguées à des conditions d'apprentissage souvent très difficiles (manque de matériel et d'infrastructures, insécurité, pauvreté...), affectant lourdement la qualité de l'éducation et l'acquisition des compétences des élèves³.

La crise de l'apprentissage est exacerbée par l'insuffisance de la maîtrise de la lecture chez les enfants. En effet, la lecture est un vecteur essentiel de développement cognitif et social. Elle permet de renforcer le vocabulaire, la capacité à raisonner et à communiquer, et la compréhension du monde. Le livre de jeunesse, en particulier, joue un rôle crucial dans ce processus : en intégrant des valeurs humaines et culturelles, il contribue à la socialisation et à l'éducation des jeunes générations⁴. Par ailleurs, les difficultés généralisées en lecture et compréhension de l'écrit observées chez les élèves dans les pays d'Afrique subsaharienne compromettent l'accès aux apprentissages dans toutes les disciplines, la lecture étant une compétence transversale clé pour la réussite scolaire. Ainsi, les livres et particulièrement les livres de jeunesse restent des outils fondamentaux pour l'éducation, l'émancipation des individus et la construction de sociétés démocratiques résilientes.⁵

2.1.2 Les défis d'accès à la littérature de jeunesse en Afrique subsaharienne

Dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, l'accès à la littérature de jeunesse demeure limité. Le développement de la littérature de jeunesse fait face à la faiblesse ou à l'absence de politiques publiques du livre dans les pays de la région, ainsi qu'à un manque de structuration des acteurs de la chaîne du livre, ne permettant pas une bonne diffusion et circulation des ouvrages⁶. Les livres sont souvent inexistantes ou difficilement accessibles en raison de coûts élevés, de chaînes de distribution inefficaces et de l'absence d'édition locale⁷.

Dans un premier temps, la littérature de jeunesse fait face à des considérations économiques. En effet, le faible pouvoir d'achat des familles et des établissements scolaires de la région les amène à orienter leurs priorités vers les besoins essentiels dont l'achat de littérature de jeunesse ne fait pas partie. En parallèle, le coût des ouvrages de jeunesse est généralement conséquent, en raison du coût de production (les volumes de production faibles empêchent l'amortissement des coûts) ou de l'importation des livres depuis l'étranger⁸.

Par ailleurs, l'offre éditoriale est encore limitée et inégale : la production locale est faible et souvent localisée dans les capitales, avec peu d'accès dans les zones rurales ou secondaires. Une dominance de l'offre étrangère est observée (le livre africain - tous secteurs confondus - représenterait seulement 5 à 10 % du chiffre d'affaires des libraires africains⁹), bien qu'elle soit onéreuse du fait du coût de l'importation.

Finalement, les réseaux de bibliothèques sont encore peu développés. Les bibliothèques scolaires et publiques en particulier sont peu nombreuses (1 pour 189 000 personnes selon un rapport récent de l'UNESCO¹⁰). A titre de comparaison, ce ratio oscille plutôt entre 1

³ [The Silent Crisis: Exposing the Tragic Effects of Learning Poverty in Africa - PACT](#)

⁴ Johri, M. (2024, juin). Impact of Reading on the Enhancement of Cognitive Skills and Creativity in Children. *Voice of Research*,

Wasik, Barbara A., et al. « Book reading and vocabulary development: A systematic review ». *Early Childhood Research Quarterly*, vol. 37, octobre 2016, p. 39-57. *ScienceDirect*,

⁵ [TDR cartographie du secteur du livre et de l'édition en Afrique.pdf](#)

⁶ Luc Pinhas (2019). Les politiques publiques du livre en Afrique subsaharienne et à Madagascar

⁷ Cacou, Emma. « La littérature de jeunesse d'Afrique noire francophone en Afrique ». Billet. *Monde du Livre*,

⁸ *En Afrique, l'essor de l'édition passe par le numérique*. 14 mars 2024. *Le Monde*,

⁹ [La littérature de jeunesse d'Afrique noire francophone en Afrique – Monde du Livre](#)

¹⁰ [L'industrie du livre en Afrique : tendances, défis & opportunités de croissance - UNESCO Bibliothèque Numérique](#)



bibliothèque pour 10 000 personnes et 1 bibliothèque pour 20 000 personnes dans les pays occidentaux¹¹), peu remplies et souffrent de sous-financement. Un manque de valorisation de la lecture « plaisir » est également observé, la lecture étant souvent perçue comme une activité strictement scolaire.

2.1.3 *La littérature de jeunesse : un marché en expansion en Afrique subsaharienne*

En Afrique subsaharienne, l'influence de la littérature de jeunesse dans le secteur du livre devient de plus en plus importante. Il s'agit en effet d'un marché en expansion, qui devrait atteindre un taux de croissance annuel moyen de 5,5% à l'échelle mondiale entre 2018 et 2028¹². Cette popularité croissante s'inscrit dans un marché du livre longtemps dominé par l'édition scolaire (elle représente encore 70% de la production du secteur dans certaines régions africaines¹³). L'influence croissante de la littérature jeunesse en Afrique s'observe également par la naissance de nouveaux salons qui lui sont dédiés (Salon du Livre Jeunesse de Lomé lancé en 2024, Salon du Livre de Jeunesse de Libreville organisé pour la première fois en 2023)⁵.

De manière plus générale, les industries culturelles et créatives (ICC), dont l'édition fait partie, se développent rapidement sur le continent africain depuis les années 2010. Couvrant un large éventail de secteurs, les ICC se nourrissent notamment des diversités culturelles, de la jeunesse démographique ainsi que des dynamiques diasporiques du continent. Le potentiel économique qui en découle et le rôle dans le développement social qui lui est attribué expliquent l'intérêt croissant pour ces industries en Afrique. En effet, les ICC sont aujourd'hui un **levier important de développement économique, d'innovation, d'inclusion sociale et de rayonnement culturel**. Le secteur représenterait aujourd'hui 58 milliards de dollars en Afrique, avec un **potentiel estimé à 4 % du PIB africain et 20 millions d'emplois d'ici 2030**¹⁴. L'édition, bien que représentant une part plus limitée au sein des ICC, participe à ce mouvement, notamment au travers de la diffusion des savoirs et des imaginaires. Néanmoins, le potentiel des ICC est aujourd'hui entravé par le manque de structuration du secteur, un accès limité aux financements, et une faible reconnaissance institutionnelle.

2.2 Présentation de la composante 3 du projet Ressources Éducatives

2.2.1 *Le projet Ressources Éducatives*

Le projet Ressources éducatives (RE), initié en 2020, est **financé par l'AFD à hauteur de 9,8M€** et mis en œuvre par l'**UNESCO** et l'**Institut français**. Il est né du constat selon lequel l'accès à des ressources éducatives diversifiées et de qualité ainsi que le renforcement de l'environnement lettré sont des facteurs essentiels dans l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Le projet RE a donc pour objectif de renforcer l'accès des élèves du primaire et du secondaire à un ensemble de ressources éducatives de qualité afin d'améliorer les résultats d'apprentissage dans ces contextes. Couvrant 13 pays¹⁵, le programme se concentre sur des activités de renforcement des capacités, d'apport d'expertise et de soutien au dialogue de

¹¹ Stepanov, V.K. Current Trends in the Evolution of Public Libraries Based on Global Library Statistics (2025)

¹² [L'industrie du livre en Afrique : tendances, défis & opportunités de croissance - UNESCO Bibliothèque Numérique](#)

¹³ [L'industrie du livre en Afrique : tendances, défis & opportunités de croissance - UNESCO Bibliothèque Numérique](#)

¹⁴ <https://www.theafricaceforum.com/en/ressources/africas-creative-industries-unleashing-economic-growth/>

¹⁵ Bénin, Burundi, Comores, Djibouti, Guinée, Madagascar, Mauritanie, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo. Initialement, le programme couvrait également le Mali, le Burkina Faso et Niger, mais la participation de ces pays a été arrêtée en 2024 en raison de l'évolution du contexte politique et sécuritaire.



politique publique. Il est organisé en deux phases : la phase 1 « expérimentale » de 2020 à décembre 2022 et la phase 2 d'exécution du programme, de 2022 à 2026, et divisé en quatre composantes principales :

- **Agir pour l'avenir** : renforcement des politiques et stratégies nationales de développement et de diversification des ressources éducatives mise en œuvre par **l'UNESCO**
- **Produire pour apprendre** : améliorer l'environnement de conception, production et diffusion des ressources éducatives mise en œuvre par **l'UNESCO**
- **Lire pour apprendre** : promouvoir le développement d'un environnement lettré en langue française dans les zones de faible pénétration de l'écrit mise en œuvre par **l'Institut français**
- **Coordination et gestion du projet** : mise en œuvre du projet (RH, audit, évaluation...)

2.2.2 La composante 3 – Lire pour apprendre

La composante *Lire pour apprendre* a été initiée sur la base des recommandations prioritaires des États généraux du livre en langue française dans le monde, organisés à Tunis en septembre 2021¹⁶. Elle vise à renforcer les politiques publiques, les compétences des professionnels et la médiation autour de la **littérature de jeunesse**. Dédiée au développement et à la promotion de la littérature de jeunesse au service de la maîtrise de la langue et des apprentissages, elle s'adresse notamment aux acteurs publics (ministères de la culture et de l'éducation) et aux professionnels de la chaîne du livre (éditeurs, libraires, auteurs) au travers d'études, de plaidoyers, d'activités de mise en réseau (organisation d'évènements et financement de mobilités) ; mais également d'appels à projets portant sur l'appui à la professionnalisation et sur la formation des professionnels de la chaîne du livre.

Son objectif principal est de renforcer l'accessibilité et la qualité de la littérature à destination des enfants, en développant le secteur économique du livre de jeunesse pour davantage de production et de diversité ; et en améliorant le plaidoyer. Pour l'atteindre, la composante 3 du projet Ressources Éducatives se divise en **quatre types d'actions** :

- Actions transversales : renforcement de l'environnement lettré au service des apprentissages
- Axe 1 : Renforcement des politiques publiques en faveur du livre et de la lecture
- Axe 2 : Renforcement de la chaîne du livre
- Axe 3 : Sensibilisation et exposition des jeunes à la littérature de jeunesse

La première phase du projet (de 2020 à 2022) a été déployée dans six pays pilotes d'Afrique francophone : le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, Madagascar, le Mali et le Sénégal. Cette phase d'amorçage visait à dresser un état des lieux de la littérature de jeunesse dans ces pays, choisis parce qu'ils disposaient déjà d'un environnement relativement favorable à son développement. L'objectif était ensuite de sélectionner trois d'entre eux pour jouer le rôle de pays « locomotives »¹⁷ en phase 2 : en concentrant une part importante des fonds du projet sur ces trois pays, il devenait possible d'y mener des actions plus complètes et ambitieuses, afin qu'ils servent de moteurs de changement et d'inspiration pour les autres pays du projet, dans une logique de mise à l'échelle. Par ailleurs, l'objectif était également qu'ils expérimentent des approches innovantes en matière de politiques du livre, capitalisent et documentent les

¹⁶ Convention de financement du projet entre l'AFD et l'IF

¹⁷ Dans cette note méthodologique, les pays « pilotes » désignent les 6 pays de la phase 1, et les pays « locomotives » désignent les 3 pays choisis pour l'approfondissement du programme dans la phase 2 (Bénin, Madagascar, Guinée). Ce choix est motivé par la mention suivante extraite de la Convention de financement avec l'AFD : « La première mobilisera les 3 pays « pilotes » de la phase 1 (le Bénin, la Guinée et Madagascar) pour qu'ils deviennent des « locomotives » sous régionales. »

bonnes pratiques, assurent une fonction de diffusion et de partage auprès des autres pays, et impulsent une dynamique régionale. A l'issue de cette phase, le Bénin, la Guinée et Madagascar ont été choisis comme pays locomotives du projet.

La phase 2 de la composante 3 du projet Ressources Éducatives s'étend de **novembre 2022 à décembre 2025**, et bénéficie d'une subvention totale de **3 500 000€**. Plusieurs types d'activités ont été mises en place dans le cadre de cette phase :

- Un soutien financier aux 3 pays locomotives via la mise en place de sous-projets contextualisés et adaptés en fonction des besoins des pays. Dans ce cadre, une convention a été signée entre l'IF Paris et les IF de ces pays pour déléguer des fonds spécifiques à la mise en place de ces projets (600k€ par pays).
- Un soutien financier aux autres pays du projet via le lancement d'Appels à Projets (AAP) pour soutenir une variété d'actions « sur mesure » en fonction des contextes.
- Des activités de communication, sensibilisation à la littérature jeunesse et de diffusion des outputs du projet

Le Diagramme Logique d'Intervention¹⁸ de la phase 2 de la composante 3, reconstitué pour les besoins de cette évaluation, est présenté en Annexe D de ce document. Par ailleurs, une présentation détaillée des activités menées dans le cadre du projet et de ses réalisations est disponible en Annexe E.

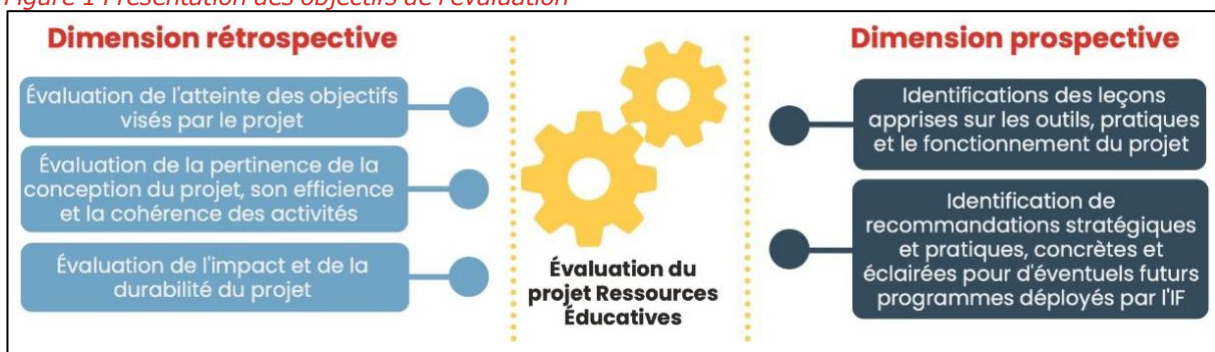
2.3 Objectifs de l'évaluation

La présente évaluation s'intéresse à la 3^{ème} composante du programme Ressources éducatives « Lire pour apprendre » ainsi qu'à la 4^{ème} composante intitulée « coordination et gestion de projet » mises en œuvre par **l'Institut français**.

- D'un point de vue **rétrospectif**, il s'agissait d'évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité et la cohérence des activités des composantes 3 et 4 et l'atteinte des indicateurs du cadre logique ;
- Dans sa dimension **prospective**, l'évaluation devait permettre de questionner certains outils, pratiques et fonctionnements, afin de tirer des enseignements utiles et d'améliorer d'éventuels futurs programmes déployés par l'Institut français.

La figure suivante résume les objectifs présentés ci-dessus.

Figure 1 Présentation des objectifs de l'évaluation



¹⁸ Représentation structurée et hiérarchisée de la logique du projet : il décrit les relations de cause à effet entre les différents niveaux de résultats attendus et les moyens mobilisés.



Le **périmètre de l'évaluation** couvre toutes les activités mises en œuvre par l'Institut français dans le cadre de la phase 2 du projet Ressources éducatives (septembre 2022 à décembre 2025¹⁹).

Le référentiel d'évaluation qui présente les questions évaluatives traitées est présenté en Annexe C du rapport.

3 Méthodologie et limites de l'évaluation

3.1 Principes méthodologiques

L'évaluation repose sur une **approche méthodologique mixte**, combinant l'analyse des données quantitatives déjà collectées par le projet (notamment les indicateurs de suivi relatifs aux réalisations et résultats) et des outils qualitatifs (entretiens, analyse documentaire) visant à approfondir la compréhension des dynamiques en jeu.

Par ailleurs, **la démarche évaluative a été guidée par la théorie du changement du projet**. Le Diagramme Logique d'Intervention et les hypothèses sous-jacentes du projet, élaborés en phase de cadrage, ont servi de cadre d'analyse et ont été réexaminés à la lumière des investigations menées. Cette approche permet d'évaluer non seulement les résultats obtenus, mais aussi la pertinence et la robustesse des mécanismes de changement visés.

3.2 Phasage et étapes clés de l'évaluation

L'évaluation a été menée en 4 phases :

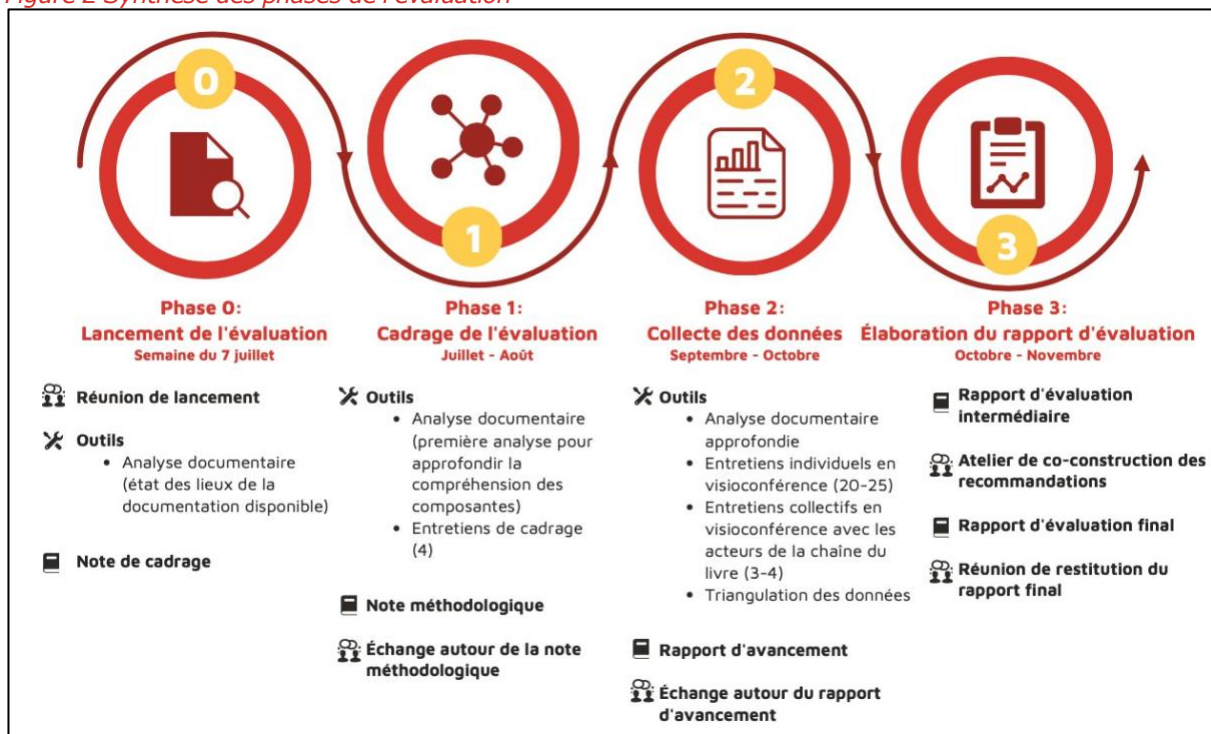
- **La phase 0 correspondait au lancement de l'évaluation.** Un premier échange entre l'IF et la cheffe de projet a été mené pour s'accorder sur les besoins de l'évaluation, discuter des interlocuteurs et de la documentation disponibles. Un premier état des lieux de la documentation a été réalisé. Ces premières investigations ont abouti à la production d'une **note de cadrage (Livrable 0)**.
- **La phase 1 correspondait au cadrage de l'évaluation.** Une analyse documentaire et 4 entretiens de cadrage ont été menés pour approfondir la compréhension du projet et les attentes liées à l'évaluation. À l'issue de ces investigations, **une note méthodologique** a été produite pour présenter les investigations qui seraient menées en phase suivante (**Livrable 1**).
- **La phase 2 correspondait à la collecte des données.** Plusieurs outils ont été mobilisés pour collecter les informations nécessaires pour répondre aux questions d'évaluation :
 - **18 entretiens individuels à distance ont été menés**, notamment avec les acteurs de la mise en œuvre du projet (IF, consultants mobilisés dans le projet, ambassades, ...), mais également avec des partenaires du projet et certains bénéficiaires. La liste des entretiens individuels menés dans le cadre du projet est présentée en Annexe B du rapport;
 - **3 focus groups à distance ont été réalisés avec des bénéficiaires du projet.** Les focus groups ont été organisés par activité du projet, pour constituer des groupes d'acteurs relativement homogènes, tout en intégrant une diversité de points de vue liées à leurs origines nationales.
 - Le 1^{er} focus group était lié au renforcement de la chaîne du livre (bénéficiaires des AAP de l'axe 2 du projet). Il a réuni 5 participants.

¹⁹ Date correspondant à la fin de la mise en œuvre des activités de l'Institut français.

- Le 2^{ème} focus group était lié à la sensibilisation à la lecture (bénéficiaires des AAP de l'axe 3 du projet). Il a réuni 5 participants.
- Le 3^{ème} focus group était lié à la mise en réseau des acteurs (bénéficiaires de mobilités dans le cadre du projet). Il a réuni 6 participants.
- **Une analyse approfondie des documents du projet a été réalisée.** Celle-ci a notamment permis de renseigner les indicateurs du cadre logique du projet disponible en Annexe F. Elle a également permis de rédiger un **rapport d'avancement du projet (Livrabale 2)** qui présentait de manière exhaustive les réalisations du projet.
- **La phase 3 correspond à l'élaboration du rapport d'évaluation.** Elle consistait à trianguler l'ensemble des données collectées en phase 2 afin d'établir les constats de l'évaluation et des recommandations pour de prochains projets menés par l'IF. Au cours de cette phase, un atelier a également été mené avec l'Institut français pour affiner les constats et recommandations de l'équipe d'évaluation. Elle s'achève avec la remise du rapport final d'évaluation présenté au cours d'une réunion de restitution.

La figure suivante résume les quatre phases de cette évaluation.

Figure 2 Synthèse des phases de l'évaluation



3.3 Limites de l'évaluation

De manière globale, aucune limite majeure n'a été rencontrée dans le cadre de cette évaluation. La documentation disponible s'est révélée abondante et de qualité, et la plupart des interlocuteurs sollicités ont fait preuve d'une grande disponibilité et réactivité. En particulier, malgré le contexte actuel à Madagascar, il est à souligner que nous avons obtenu de nombreux retours de la part des acteurs malgaches, tant du côté des équipes de mise en œuvre que des bénéficiaires du projet.

Nous notons tout de même les limites suivantes :

- Les données relatives aux réalisations des AAP proviennent exclusivement d'une enquête conduite par l'IF auprès des bénéficiaires, fondée sur leurs propres déclarations. Cette source peut présenter un biais d'objectivité.

- La majorité des entretiens ont été menés avec des acteurs issus des pays locomotives, ce qui se justifie par l'importance des activités menées dans ces pays, mais limite l'analyse dans les autres pays bénéficiaires.
- Enfin, le programme venant tout juste de s'achever, il demeure difficile d'évaluer pleinement les effets et la durabilité des actions entreprises, le recul temporel étant encore limité.

4 Constats de l'évaluation

4.1 Un projet innovant et ambitieux, tant dans sa thématique que dans ses modalités de mise en œuvre (Pertinence)

4.1.1 Le projet a soutenu une thématique ciblée, peu traitée en Afrique francophone

Dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, l'accès à des ressources éducatives de qualité, et notamment à une littérature de jeunesse pertinente et nationale demeure limité. Le développement de la littérature de jeunesse fait face à un manque de structuration des acteurs de la chaîne du livre, ne permettant pas une bonne diffusion et circulation des ouvrages²⁰. Les livres sont souvent inexistantes ou difficilement accessibles en raison des coûts élevés, de chaînes de distribution inefficaces et de l'absence d'édition locale²¹. Par ailleurs, le sujet est faiblement traité par les acteurs nationaux et les partenaires de la coopération internationale.

- Les ministères de l'Éducation traitent peu de la question des ressources éducatives : dans les plans sectoriels de l'éducation, elle n'occupe qu'une place marginale, voire n'est pas mentionnée.
- De leur côté, les ministères de la culture abordent peu la littérature jeunesse : ils mettent davantage l'accent sur le patrimoine, les arts ou la promotion linguistique que sur la production et la diffusion d'ouvrages destinés à la jeunesse. Selon l'UNESCO, près de 90% des pays africains ne disposent pas de législation spécifique pour soutenir l'industrie du livre, au-delà du droit d'auteur et du dépôt légal²².
- Les partenaires techniques et financiers sont également peu investis sur cette thématique. L'UNESCO, la Banque Mondiale ou l'AFD concentrent leur action sur les manuels scolaires, tandis que l'OIF y contribue surtout dans le cadre plus large de la promotion de la littérature francophone.

Dans ce contexte, **la composante 3 du projet Ressources éducatives apparaît à la fois pertinente et innovante, en s'inscrivant dans un domaine encore peu exploré, mais où les besoins sont considérables**. En particulier, les acteurs soulignent le besoin de structuration de la chaîne du livre, un objectif clé du projet qui s'est révélé particulièrement pertinent.

« Ce programme était intéressant car il a placé au centre la structuration et le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne du livre : il a apporté des outils qu'on utilise ailleurs. On est sur un programme responsabilisant pour les éditeurs. »
Acteur de la mise en œuvre.

« Ce type de projet est très important dans des pays comme le Bénin où le français est une langue officielle mais reste connotée historiquement. Cela permet de renforcer les

²⁰ Luc Pinhas (2019). Les politiques publiques du livre en Afrique subsaharienne et à Madagascar

²¹ Cacou, Emma. « La littérature de jeunesse d'Afrique noire francophone en Afrique ». Billet. *Monde du Livre*,

²² UNESCO, The African Book Industry: Trends, Challenges & Opportunities for Growth, 2023



compétences d'acteurs qui vont ensuite avoir plus confiance en eux et vont développer une autre vision du français. Ça permet d'engager un dialogue plus large qui est très important » Acteur de la mise en œuvre.

Le choix d'aborder cette thématique en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés, à la fois les institutions publiques pour renforcer la sensibilisation et le plaidoyer, et les acteurs de la chaîne du livre pour soutenir leur structuration, **était particulièrement pertinent et a été largement salué par les parties prenantes.**

4.1.2 Une logique d'intervention pertinente mais ambitieuse

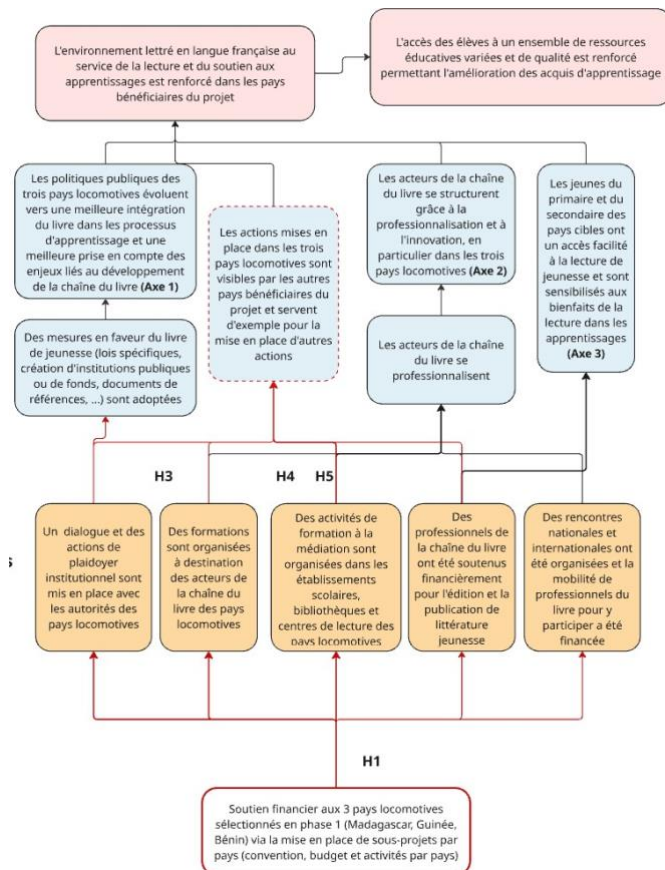
La composante 3 du projet RE présentait une structuration et des modalités ambitieuses. Elle couvrait treize pays et un périmètre particulièrement large au regard des ressources disponibles (à la fois en termes de ressources humaines, budgétaires ou temporelles).

Afin de proposer une offre cohérente tout en assurant l'impact du projet sans trop disperser les ressources, une double modalité d'intervention a été mise en place dans le projet :

- Trois pays locomotives (Guinée, Madagascar et Bénin) ont bénéficié d'un appui renforcé à travers des projets nationaux dotés d'un budget de 600 000 euros chacun lors de la seconde phase. Ces projets étaient portés par des Comités techniques et de suivi (CTS) nationaux, avec l'appui des instituts français locaux.
- Les autres pays du projet ont bénéficié d'appels à projets (AAP) qui ont permis de financer des initiatives ciblées de structuration de l'activité ou de promotion de la lecture. Ils ont également bénéficié de mobilités (financement pour leur permettre de se former ou de réseauter via leur participation à des événements majeurs du livre jeunesse) et de financements pour des manifestations importantes du livre jeunesse.

Cette approche se retranscrit dans la logique d'intervention du projet (voir le DLI du projet en Annexe D) qui présente de nombreuses réalisations prévues pour atteindre les résultats et impacts visés. Nous analysons ci-dessous la faisabilité des liens logiques prévus initialement dans le projet.

Le soutien financier aux pays locomotives

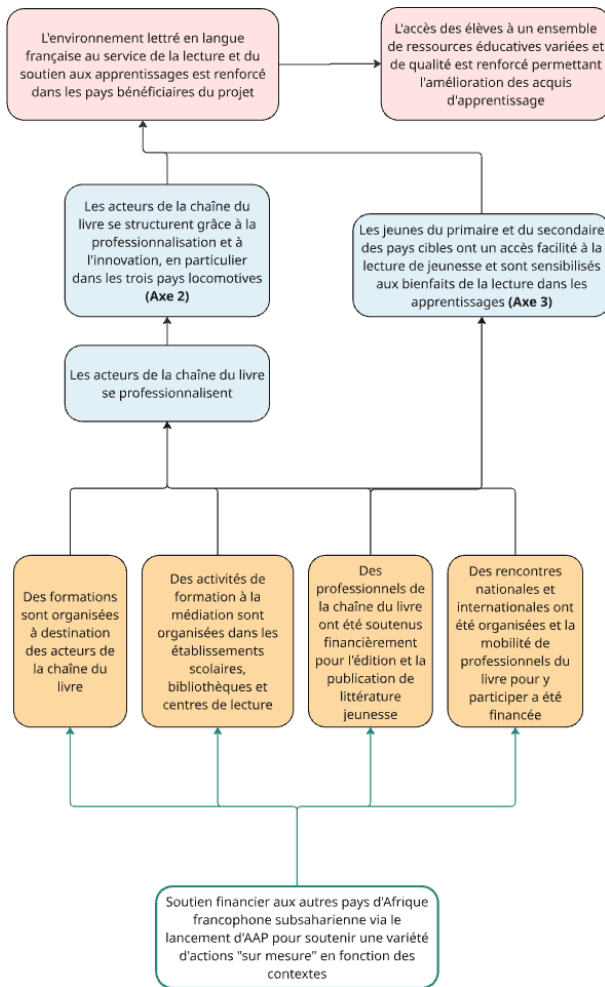


Via le soutien financier aux pays locomotives, le projet visait à la fois à la structuration des acteurs de la chaîne du livre, mais également à initier un dialogue institutionnel avec les autorités des pays sur le livre jeunesse pour qu'à terme, les politiques publiques des trois pays locomotives évoluent vers une meilleure intégration du livre.

Si de nombreuses activités étaient bien prévues pour mener à la structuration des acteurs de la chaîne du livre et à la sensibilisation à la lecture (mobilités à des rencontres nationales et internationales, soutien à l'édition et la publication de littérature jeunesse, formation à la médiation et au renforcement de capacités, ...), seules des actions de dialogue et de plaidoyer étaient envisagées **pour atteindre les résultats d'une meilleure intégration du livre jeunesse dans les politiques publiques des pays locomotives**, ce qui était très ambitieux pour atteindre les objectifs fixés.

Par ailleurs, le soutien apporté aux pays locomotives visait également à en faire des modèles pour inciter les autres pays à adopter, à leur tour, des mesures similaires, contribuant ainsi à renforcer globalement l'environnement lettré en langue française dans les pays bénéficiaires du projet. **Si les rencontres internationales, notamment les Rencontres Africaines pour les Ressources Éducatives (RARE), pouvaient jouer ce rôle de mise en valeur, il existait toutefois peu d'autres activités permettant de diffuser ou de valoriser les acquis de ces pays.** Dès lors, l'atteinte de cet objectif dépendait largement de la participation effective des pays à ces événements internationaux et de la qualité des présentations réalisées par les pays locomotives lors de ces occasions.

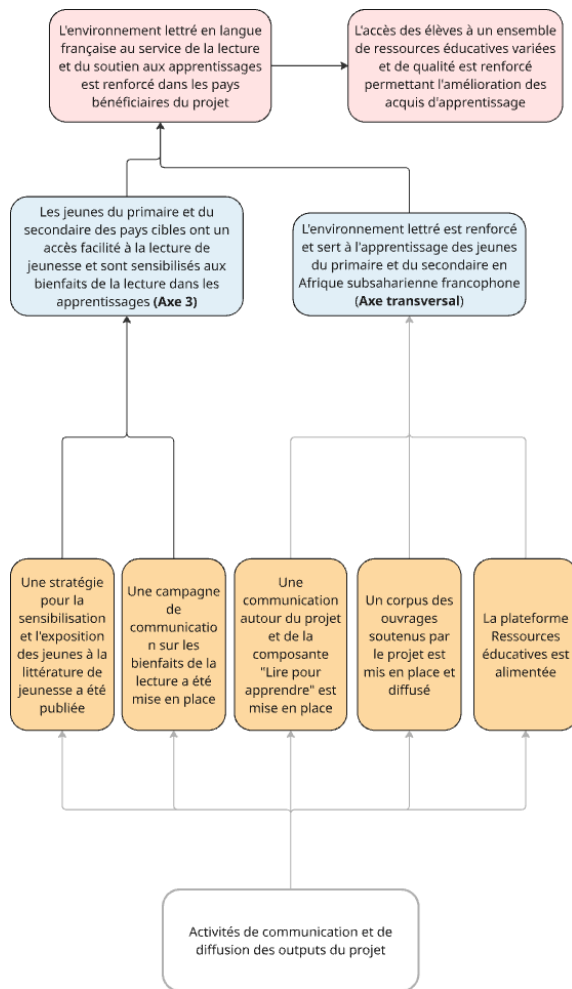
Le soutien financier aux autres pays via AAP



Dans les pays non locomotives, **de nombreuses activités étaient également prévues afin de soutenir la structuration de l'action des acteurs de la chaîne du livre et la sensibilisation à la lecture** (mobilités, formations, etc.). Cependant, les moyens mobilisés à l'échelle nationale y étaient plus limités, ce qui ne permettait pas d'engager une structuration globale du secteur. **Cette approche était cohérente avec les intentions initiales du projet, qui reconnaissait cette limite et visait plutôt une structuration à l'échelle individuelle dans ces contextes.**

Cette orientation ne pouvait donc contribuer que de façon limitée à renforcer l'environnement lettré en langue française.

Activités de communication et de diffusion des outputs du projet



De nombreuses activités de communication et de diffusion des résultats du projet étaient prévues : élaboration d'une stratégie de sensibilisation des jeunes, campagne de communication sur les bienfaits de la lecture et sur le projet, constitution d'un corpus d'ouvrages et mise à disposition de ressources via la plateforme du projet. **Le choix d'articuler les actions de valorisation des ressources produites et les initiatives de sensibilisation à la lecture avec des activités de communication d'envergure apparaissait très pertinent, dans la mesure où il favorisait à la fois l'utilisation effective des ressources et une sensibilisation à large échelle dans les pays bénéficiaires.**

4.1.3 Une pertinence globale des pays locomotives choisis et des activités qui y ont été mises en œuvre

Les acteurs interrogés ont souligné la pertinence du choix des trois pays locomotives, dont les marchés présentaient déjà une certaine maturité. Selon eux, concentrer les efforts sur ces contextes plus favorables était stratégique : il aurait été peu efficace de lancer des projets ambitieux dans des environnements insuffisamment structurés, au risque de créer des initiatives éphémères, sans effets durables. Le projet a également veillé à ne pas se limiter aux capitales dans les pays locomotives, ce qui a été unanimement salué. À Madagascar, par exemple, quatre provinces ont été ciblées, tandis qu'en Guinée, le dispositif d'appels à projets prévoyait explicitement un soutien à des initiatives hors de Conakry. Cette attention à la décentralisation a renforcé la portée et la légitimité du projet.

Par ailleurs, les acteurs interrogés ont globalement **souligné la pertinence des plans d'actions déployés dans les pays locomotives**. Des débats ont pu émerger concernant certains choix de ciblage (notamment au Bénin), mais l'ensemble des acteurs interrogés reconnaît la pertinence d'une approche ciblée plutôt que la dispersion des actions dans des programmes trop éclatés. Les Comités techniques et de suivi ont joué un rôle important dans l'orientation stratégique des projets, en définissant des priorités thématiques ou géographiques afin de cibler les financements et d'assurer un impact mesurable des interventions.

- **À Madagascar, le choix a été fait de concentrer les activités sur quatre provinces, plutôt que de les déployer sur l'ensemble du territoire.** Ce ciblage géographique a été jugé très pertinent par les acteurs locaux, car il a permis de mener un accompagnement plus approfondi de l'ensemble des acteurs de la chaîne du livre. Les bénéficiaires expriment désormais une forte volonté de voir le projet étendu à d'autres provinces, estimant que la dynamique amorcée a démontré son efficacité.
- **En Guinée, le projet a été orienté vers le développement et la structuration des réseaux de bibliothèques** (formations de bibliothécaires, mise en place d'initiatives telles que des bibliothèques numériques...). Cette orientation a été considérée comme pertinente et cohérente par les parties prenantes, compte tenu des besoins du pays. Toutefois, certains acteurs ont pu questionner ce choix, estimant qu'il traduisait une forme d'entre-soi, les orientations ayant été influencées par les domaines d'expertise et les intérêts professionnels des membres du Comité technique et de suivi, eux-mêmes très investis dans le secteur des bibliothèques.
- **Au Bénin, les activités ont été centrées sur la bande dessinée (BD).** Ce choix, motivé par la volonté de soutenir un segment culturel émergent, n'a toutefois pas fait consensus. Certains experts ont souligné que la BD constituait un secteur en pleine expansion, ce qui confortait la pertinence de cette orientation. D'autres ont néanmoins estimé que le Bénin n'était pas historiquement positionné comme un acteur majeur de la BD et que d'autres secteurs auraient pu être visés comme l'album par exemple.

4.2 Un programme efficace grâce à une approche participative et contextualisée (Efficacité)

La composante 3 du projet Ressources Éducatives a été globalement efficace, avec un très grand nombre d'activité menées notamment pour la structuration de l'écosystème du livre et la sensibilisation à la lecture. L'ensemble des activités menées dans le cadre du projet est présenté en Annexe E.

Les indicateurs de réalisation du cadre logique ont dans la majorité été atteints. Le tableau ci-dessous présente les 5 indicateurs de réalisation du cadre logique, leur valeur cible et atteinte à date de rédaction du rapport.

Figure 3 Niveau d'atteinte des indicateurs de réalisation du cadre logique de la composante 3

Indicateur	Valeur cible	Valeur atteinte
Nombre d'acteurs de la filière du livre formés sur la littérature de jeunesse dans les pays cibles du projet (désagrégation par sexe et pays)	560 professionnels du livre formés et/ou accompagnés dans le développement de leur activité (dont 50% de femmes)	715 acteurs de la filière du livre formés sur la littérature de jeunesse
Nombre de médiateurs (enseignants, bibliothécaires et/ou animateurs culturels) du livre de jeunesse formés dans les pays cibles du projet (désagrégation par sexe et pays)	1800 médiateurs formés dont 50% de femmes	5 369 médiateurs du livre jeunesse formés
Nombre d'initiatives à haute visibilité appuyées dans les pays ciblés par année (salons du livre, prix pour l'auteur du livre de jeunesse ou autre événement)	45 initiatives soutenues en phase 2	45 initiatives à haute visibilité appuyées en phase 2 ²³

²³ La liste des initiatives à haute visibilité est détaillée dans le cadre logique présent en Annexe F.

d'envergure nationale autour de la lecture du type « caravane du livre », etc.)		
Nombre d'évènements de plaidoyer/capitalisation entrepris visant à renforcer le lien entre l'éducation et le livre	10 ateliers de plaidoyer nationaux et 6 rencontres internationales	7 évènements de plaidoyer nationaux ²⁴ ont été réalisés en phase 2 (1 en 2023, 5 en 2024, données non consolidées pour 2025, mais existence d'au moins un évènement de plaidoyer en Guinée) 20 rencontres régionales et internationales ont été organisées (données non consolidées pour 2025, mais existence d'au moins un évènement internationale – les RARE à Lomé ; 14 en 2024 ; et 5 en 2023)
Nombre de pays ciblés par le projet dotés de cadre de dialogue formalisés	9 (soit 6 comités créés en plus des 3)	3 A noter : En plus des 3 comités de suivi nationaux mis en place au Bénin, en Guinée et à Madagascar, la Guinée a mis en place 4 groupes de travail thématiques (production de livres, distribution de livres, livre à l'école et livre en bibliothèques)

Légende : rouge : cible non atteinte ; orange : cible presque atteinte ; vert : cible atteinte ou dépassée

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, de très nombreuses formations ont été organisées dans le cadre du projet, à destination de l'ensemble des acteurs de la chaîne du livre (auteurs, éditeurs, libraires) : au total, ce sont **plus de 700 acteurs de la filière du livre qui ont été formés sur la littérature jeunesse**. La médiation culturelle a également occupé une place importante dans le programme, menant à la **formation de plus de 5000 médiateurs du livre jeunesse** (enseignants, bibliothécaires). En tout, **plus de 500 actions de médiation ont été mises en place dans des écoles et des bibliothèques** : au Bénin, une tournée de médiation dans 10 écoles a été organisée, avec des animations autour du livre jeunesse dans 60 centres de lecture et 12 CLAC ; en Guinée, plus de 100 animations de médiation ont été mises en place ; à Madagascar, 8 micro-projets de promotion de la lecture ont été mis en place dans les 4 régions du pays ; via les AAP, 497 actions de médiation ont été organisées dans les écoles et les bibliothèques.

Par ailleurs, **de nombreuses activités de plaidoyer ont été menées et des évènements d'envergure ont été organisés** tels que les RARE qui ont permis à l'ensemble des participants de se retrouver pendant le projet. En revanche, hormis les pays locomotives, aucun autre pays n'a bénéficié de la mise en place d'un cadre de dialogue formalisé. L'approche par AAP ne permettait pas, en effet, d'atteindre cet indicateur, les activités financées n'étant pas conçues dans une logique multi-acteurs. Cette situation interroge donc davantage la pertinence de l'indicateur retenu que l'efficacité du programme en elle-même.

²⁴ Un atelier mené en décembre 2022 à Brazzaville en marge du Bilili BD Festival ; quatre ateliers menés en mars 2024 au Bénin lors des rencontres internationales de la BD et en novembre 2024 au Bénin lors du Salon national du livre ; un atelier en 2024 en Guinée auprès des ministères de l'Éducation et de la Culture (d'après les rapports d'exécution 2023 et 2024).

Par ailleurs, **l'ensemble des activités de communication et de sensibilisation à l'échelle globale ont bien été mises en place** : si la campagne de communication sur les bienfaits de la lecture et la stratégie pour la sensibilisation ont pris du retard (cf. Partie Efficience), elles sont aujourd'hui en cours. Le corpus des ouvrages soutenus par le projet a bien été mis en place avec le soutien de la BnF et la plateforme Ressources éducatives est alimentée avec les différentes productions du projet. Par ailleurs, une communication autour des activités a bien été mise en œuvre tout au long du projet par la société ALBG, sous la supervision directe de l'IF en lien avec l'UNESCO.

Ces résultats positifs s'expliquent tout d'abord par **l'approche participative** adoptée dans le cadre du programme qui a permis la co-construction des activités avec les parties prenantes. Cela a renforcé l'implication des bénéficiaires dans le projet, nourrissant leur volonté de mettre en place un grand nombre d'activités et de s'approprier le projet dans sa globalité.

Ensuite, **la forte adéquation des activités proposées aux réalités locales** est également un des facteurs principaux de la réussite du programme. En effet, la plupart des activités mises en place dans le cadre du programme RE étaient adaptées au contexte local des pays, favorisant une forte participation des bénéficiaires et une appropriation rapide des outils.

- Par exemple, les formations proposées dans le cadre du programme étaient contextualisées et basées sur les besoins des bénéficiaires, grâce à une co-construction des modules impliquant les acteurs locaux.

« On a été associés à tout, c'est selon nos besoins que les formations ont été construites. Ce n'est pas un programme qui est venu s'imposer à nous, c'est nous qui avons choisi les modules » - Bénéficiaire

- De même, la campagne de sensibilisation aux bienfaits de la lecture menée actuellement par ALBG est fondée sur une approche différenciée en fonction des caractéristiques sociales et culturelles des pays ciblés. Les actions mises en œuvre ont ainsi été définies selon des zones géographiques partageant des réalités culturelles - Sénégal et Mauritanie d'un côté, Madagascar, les Comores et Djibouti d'un autre par exemple - afin que le message soit plus approprié et ait davantage d'impact sur la population.
- Les bibliothèques mobiles étaient également bien ancrées dans les réalités locales : les malles étaient remplies d'ouvrages locaux, écrits par des auteurs locaux et traitant des réalités quotidiennes du pays, auxquelles les lecteurs peuvent s'identifier.

« Les bibliothèques mobiles ont fonctionné parce qu'elles ont ciblé des ouvrages qui s'adressent directement aux concernés. Les ouvrages parlent des réalités de la société congolaise, cela permet aux enfants de s'identifier. » - Bénéficiaire

On note que de rares activités ont été jugées moins efficaces car insuffisamment ancrées dans les réalités locales. Par exemple, il a été relevé que les ressources proposées dans les bibliothèques numériques en Guinée manquaient de contextualisation et qu'au départ, la majorité d'entre elles n'étaient pas d'origine nationale. Cette situation a ensuite été corrigée grâce à l'intégration de ressources davantage contextualisées.

Un autre facteur de succès du projet tient à **l'accompagnement des acteurs dans l'appropriation des outils**, garantissant leur utilisation durable. Par exemple, la mise en place des bibliothèques mobiles était accompagnée de formations et d'ateliers afin de préparer les enseignants et les bibliothèques à leur utilisation, renforçant ainsi l'efficacité du dispositif.

Finalement, le programme doit également son efficacité à **la mobilisation de l'équipe du projet**, qui a été saluée par l'ensemble des parties prenantes. L'IF Paris s'est grandement impliqué dans la mise en œuvre du programme, en apportant des ressources et un accompagnement aux bénéficiaires quand cela était nécessaire. Elle a su mobiliser des experts pertinents, disposant à la fois d'une expertise thématique sur la littérature jeunesse et

d'une connaissance fine des contextes locaux, ce qui a fortement contribué à la bonne réalisation des activités prévues dans le cadre du programme.

4.3 Le programme a généré des effets significatifs en matière de structuration de la chaîne du livre et de sensibilisation à la lecture, mais plus limités sur l'intégration de la littérature jeunesse dans les politiques publiques (Effets)

4.3.1 Des effets visibles de structuration des acteurs de la chaîne du livre, en particulier dans les pays locomotives

Les analyses montrent que **les activités mises en œuvre ont largement participé au renforcement des capacités et à la structuration des pratiques des bénéficiaires**. Les acteurs de la chaîne du livre (éditeurs, libraires, etc.) rencontrés soulignent unanimement la pertinence et l'utilité des formations proposées par le programme, dont les acquis sont désormais intégrés dans leurs pratiques quotidiennes. Les équipes de mise en œuvre confirment cette observation, estimant que ces formations ont généré des changements notables et permis à plusieurs acteurs de se professionnaliser.

« À Madagascar, les formations ont permis à des maisons d'édition de naître : on nous a appris la nécessité d'être enregistré avec un compte ISBN, à avoir un compte bancaire au nom de la maison d'édition, etc. C'était très important. On a aussi beaucoup travaillé sur la qualité des livres à publier. Les exigences étaient hautes et ça nous a appris beaucoup et nous a permis d'être meilleurs. » Bénéficiaire

« Les formations étaient très adaptées au contexte togolais. Elles ont permis d'avoir des éléments à la fois théoriques mais aussi très pratiques que l'on a pu exploiter directement. On a aussi mieux compris le rôle de chacun des membres de la chaîne du livre ». Bénéficiaire

Par ailleurs, le soutien apporté à des initiatives à forte visibilité (salons régionaux et internationaux, forums) ainsi que le financement de la participation d'acteurs de la chaîne du livre à ces événements ont eu des effets importants sur leur activité professionnelle. **Ces mobilités ont favorisé à la fois le développement de réseaux de collaboration et la circulation accrue des ouvrages, notamment à travers la vente de titres de littérature jeunesse**. Les bénéficiaires ayant participé à ces salons grâce au soutien de RE soulignent avoir eu l'opportunité de rencontrer de nombreux acteurs issus de différents pays d'Afrique francophone, d'échanger sur leurs pratiques et de faire connaître leur travail à un public élargi. Ces dynamiques contribuent également à une **meilleure structuration à l'échelle régionale**, grâce au partage de bonnes pratiques, à la consolidation de réseaux professionnels et à l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux.

« Grâce à la mobilité, on a pu rencontrer des gens qui ont des plateformes de livres numériques. On a pu signer des contrats avec des gens qui ont ces plateformes, pour mettre le livre à la disposition du public. » - Bénéficiaire

« Le projet m'a apporté beaucoup de visibilité. Je suis maintenant en collaboration avec une libraire de Madagascar. J'ai aussi été à Madagascar où j'ai rencontré une libraire avec qui j'ai pu éditer des livres. » - Bénéficiaire

« Je suis fière de dire qu'aujourd'hui j'ai un réseau grâce à RE. » - Bénéficiaire

« J'ai pu céder des droits pour deux livres à l'occasion du dernier Salon du Livre Jeunesse de Lomé. Ils sont maintenant publiés au Keyna. » - Acteur de la mise en œuvre

« Si vous venez à notre librairie, il y a une catégorie de livres édités dans la sous-région (Niger, Côte d'Ivoire, Cameroun). Ça c'est grâce à RE : il y a eu des cessions de droits, déclenchés par des formations. » - Bénéficiaire

Au-delà de la structuration de l'activité à l'échelle individuelle, **une structuration plus large de l'écosystème du livre est perceptible dans les pays locomotives.** Le programme Ressources Éducatives a contribué à consolider la chaîne du livre dans ces pays en favorisant les liens entre les professionnels du secteur et en renforçant leurs compétences en matière de création, de production et de diffusion du livre jeunesse. Il s'est également attaché à clarifier le rôle et la place de chaque acteur au sein de cette chaîne, afin de promouvoir un travail collectif et coordonné. Si l'ampleur des effets varie selon les contextes nationaux, ceux-ci sont néanmoins observables dans chacun des pays locomotives.

A Madagascar, le programme s'est traduit par une vraie dynamique et par une structuration réelle du secteur du livre. L'ensemble des acteurs de la chaîne du livre ont été mis en réseau et ont vu leurs compétences renforcées. Le programme a généré une émulation et un intérêt extrêmement importants chez les professionnels du livre. L'élaboration et l'adoption de la Charte des professionnels du livre est un exemple de l'effet structurant que le programme a pu avoir à Madagascar. Le pays est cité comme exemple par toutes les parties prenantes, acteurs de la mise en œuvre comme bénéficiaires.

L'implication d'une experte sur la mise en œuvre du projet à Madagascar a joué un rôle moteur grâce à son profil combinant une expertise dans le secteur du livre jeunesse et une connaissance fine du contexte local.

Par ailleurs, RE a été accueilli par des acteurs très engagés et très ouverts, ce qui a permis le développement d'une communauté. Des professionnels de différents niveaux ont été impliqués dans une volonté de créer un écosystème regroupant à la fois des acteurs déjà implantés et des acteurs novices. La mise en œuvre du programme par des acteurs locaux a également été un facteur important de son succès.

Au Bénin, des effets de structuration et de fédération des acteurs sont observés, mais concentrés chez les acteurs du domaine de la BD, conformément à la stratégie retenue par le pays. Les bénéficiaires du projet ont indiqué avoir à l'issue du projet une meilleure vision du rôle de chacun des chaînons de la chaîne du livre et mieux travailler ensemble aujourd'hui. Un éditeur béninois explique par exemple qu'avant le programme, il s'occupait à la fois de l'édition, de la production et de la diffusion des ouvrages. Ressources Éducatives a permis une spécialisation et une meilleure répartition des rôles entre les professionnels du livre.

« Il y a eu vraie structuration. Quand on a commencé en 2020, on vendait les livres nous-même. Grâce à RE, on a appris à travailler avec les libraires. Les 4 livres récemment édités sont maintenant distribués par une librairie. » - Bénéficiaire

Par ailleurs, un travail important a été mené par l'IF local pour « sortir d'une logique guichet » et viser à une plus grande autonomisation des acteurs locaux. Cela a eu des effets concrets, notamment via la mise en place d'un fonds commun dans lequel sont investies toutes les recettes liées à des projets soutenus par Ressources Éducatives, et qui, d'après les acteurs de la mise en œuvre du projet au Bénin, perdure même après la fin de celui-ci²⁵. Il permet d'une

²⁵ Mentionné au cours de l'atelier de restitution de l'évaluation

part un renforcement de l'autonomie financière mais également et d'autre part une redistribution des gains à l'ensemble de la filière.

Des effets de structuration sont également visibles en Guinée, même s'ils sont plus timides. Les équipes de l'IF locale indiquent que la logique de structuration des acteurs a eu du mal à se mettre en place, du fait d'un manque de volonté des acteurs locaux de s'organiser et de coopérer. Par ailleurs, une partie importante des activités financées portait sur les bibliothèques, impliquant un nombre relativement restreint d'acteurs de la chaîne du livre, ce qui n'a pas permis d'étendre la structuration au-delà de ce segment. Si des initiatives à destination d'autres acteurs, telles que des associations locales ont bien été mises en place sur initiative de l'IF, la création d'une logique de groupe n'a pas été atteinte. On note cependant qu'à l'issue des RARE de 2025, les acteurs ont souhaité porter la mise en place d'une Charte des professionnels du livre, sur le modèle de ce qui avait été réalisé à Madagascar.

Ainsi, en structurant les acteurs de la chaîne du livre, le projet a contribué à l'augmentation significative du nombre de titres de littérature jeunesse produits dans les pays cibles. Plusieurs réalisations concrètes illustrent ces avancées :

- Au Bénin, deux collections de bandes dessinées ont été développées, onze jeunes auteurs ont été édités et une maison d'édition spécialisée dans la BD a été créée ;
- En Guinée, huit ouvrages (documentaires et livres jeunesse) ont été soutenus ;
- À Madagascar, trente titres de littérature jeunesse ont été financés.

Par ailleurs, le projet a favorisé une meilleure visibilité et un meilleur référencement des ouvrages jeunesse, notamment grâce à la publication en 2024 d'un catalogue de littérature jeunesse en Afrique subsaharienne, à la généralisation du numéro ISBN pour l'ensemble des ouvrages produits à Madagascar, et à la création d'un catalogue de références pour les acteurs de la filière du livre au Bénin.

4.3.2 Des effets importants sur la sensibilisation à la lecture

Les activités de sensibilisation à la lecture ont également généré des effets significatifs, visibles à ce jour. **Les enseignants rencontrés ont unanimement souligné que le projet avait favorisé une meilleure appropriation du livre jeunesse par le personnel éducatif, ainsi qu'un véritable changement de posture à l'égard de la lecture.** Ces constats sont partagés par les acteurs de la mise en œuvre, qui ont également observé des évolutions notables dans les pratiques et les attitudes des enseignants.

« Grâce au projet nous avons découvert comment exploiter la littérature de jeunesse pour apprendre le français. » - Bénéficiaire

« On a produit des fiches pédagogiques pour l'exploitation des livres de jeunesse. Le résultat qu'on a vu est qu'on peut utiliser les livres de jeunesse en classe parce qu'ils sont mieux connus dans le circuit éducatif. » - Bénéficiaire

« Les formations nous ont fait comprendre qu'on ne lit pas pour lire seulement, mais pour se divertir ; et c'est ça qu'on a transmis aux enseignants et bibliothécaires. » - Bénéficiaire.

« La formatrice nous a réveillé : quand on a appliqué ses méthodes sur les enfants, ça a marché tout de suite. » - Bénéficiaire

Par ailleurs, par le biais de sa campagne de communication et de l'organisation de plusieurs initiatives à haute visibilité, **le programme a touché et sensibilisé de nombreux jeunes aux bienfaits de la lecture.** De manière générale, l'ensemble des activités mises en œuvre



(bibliothèques mobiles, coins lecture, animations, concours ...) a contribué au développement de l'environnement lettré des enfants, générant stimulation et engouement auprès des jeunes touchés.

Ainsi, plus de 100 000 élèves du primaire ont été touchés directement par les initiatives du projet, et plus de 5 000 000 individus ont été touchés par la campagne de communication menée dans le cadre du projet et qui se poursuit actuellement.

4.3.3 *Des effets plus timides sur la prise en compte de la littérature jeunesse dans les politiques publiques*

Si des effets notables sont observés en matière de structuration de la chaîne du livre et de sensibilisation à la lecture, **les avancées restent plus limitées en ce qui concerne l'intégration de la littérature jeunesse dans les politiques publiques, malgré les démarches engagées en ce sens**. Cela s'explique principalement par le fait que, comme mentionné précédemment, les activités prévues dans ce domaine étaient relativement peu nombreuses au regard des ambitions affichées par le projet en matière de structuration des politiques publiques. Par ailleurs, le contexte politique local dans les pays locomotives a été marqué par des épisodes d'instabilité au cours de la période de mise en œuvre (exemples : manifestation au Bénin en 2020 à la suite des élections législatives et municipales ; coup d'état militaire de 2021 en Guinée ; manifestation à Madagascar en 2023 liées à des tensions sociales). Cette instabilité a compliqué le maintien d'un dialogue continu avec les acteurs publics.

Ainsi, bien qu'un dialogue ait été amorcé dans plusieurs pays, celui-ci n'a que rarement débouché sur l'adoption de mesures concrètes. Le projet visait notamment l'adoption d'au moins dix mesures en faveur du livre (lois spécifiques, création d'institutions publiques, fonds de soutien, etc.) dans les seize pays concernés, objectif qui n'a pas été atteint. De même, l'intégration de la littérature jeunesse dans les curricula scolaires devait concerner quatre pays : à ce jour, seule la Guinée a effectivement franchi cette étape, en inscrivant des références à la littérature jeunesse dans ses programmes éducatifs. Ce résultat s'explique par la forte implication du ministère de l'Éducation nationale guinéen, qui a permis un véritable dialogue et une appropriation de la thématique au niveau politique. À l'inverse, le ministère de la Culture a été moins présent dans les échanges, ce qui a limité la portée du travail mené avec cet acteur.

Par ailleurs, le projet prévoyait que trois pays adoptent des documents nationaux de référence définissant une politique du livre ; deux y sont parvenus, dont Madagascar, avec l'élaboration d'une Charte des professionnels du livre, et la Guinée, dans son Programme Cadre d'appui au secteur de la culture lancé en 2023. Le dernier rapport narratif du projet du Bénin indique qu'un document de politique du livre et de lecture publique est en cours d'élaboration depuis 2018, mais à ce jour, ce document n'est pas encore disponible.²⁶

Comme évoqué plus haut, le développement de politiques publiques du livre requiert un travail approfondi de concertation et de plaidoyer auprès des ministères. Les Instituts français locaux et les Services de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) ont certes été mobilisés pour favoriser ces liens institutionnels, mais la mise en œuvre s'est parfois heurtée à un manque d'engagement des ministères, pour lesquels la littérature jeunesse ne constituait pas une priorité politique.

²⁶ Rapport narratif Août 2024 – Août 2025, Institut Français au Bénin

4.4 Des signes de continuité visibles dans les pays locomotives, plus incertains dans les autres pays (Durabilité)

4.4.1 Une durabilité pensée dès le départ et des signes de continuité visibles dans les pays locomotives

Dans les pays locomotives, la durabilité des effets du projet a été envisagée dès la conception. En effet, la mise en place de comités techniques et de suivi associant les acteurs nationaux, a permis de renforcer l'appropriation locale, un facteur clé de durabilité. Par ailleurs, les projets visaient notamment la structuration de la chaîne du livre, un objectif porteur d'un potentiel de transformation durable de l'écosystème. Les activités prévues incluaient également de nombreuses actions de formation et de renforcement des capacités, constituant un levier important pour la pérennisation des acquis.

Par ailleurs, des éléments relatifs à la durabilité figuraient explicitement dans la rubrique « Effet levier et durabilité » des plans d'action, même si certaines de ces mesures restaient peu détaillées et semblaient difficilement réalisables :

- À Madagascar, le plan d'action prévoyait l'implication progressive de formateurs régionaux afin d'assurer la poursuite des formations sur l'usage du livre de jeunesse après la fin du projet. Il était également envisagé la création d'un fonds multi-bailleurs de soutien à l'édition jeunesse ainsi qu'un dialogue avec le MEN pour encourager l'achat massif de livres jeunesse destinés aux classes. La mise en place de ces derniers éléments était peu détaillée dans le plan d'action.
- En Guinée, le document prévoyait la mise en place d'un fonds d'aide à l'édition promouvant le plurilinguisme et la coédition, ainsi que le renforcement de la coopération décentralisée entre écoles et bibliothèques locales et étrangères. Il soulignait également la volonté d'inscrire le projet dans la durée à travers un plaidoyer législatif et institutionnel et la ratification d'accords internationaux favorables au secteur. De la même façon que pour Madagascar, si des initiatives sont bien proposées, elles paraissaient peu réalistes car peu détaillées.
- Au Bénin, le projet devait permettre d'agrèger les initiatives existantes au sein des différentes filières de la chaîne du livre pour favoriser une approche plus cohérente et durable.

Aujourd'hui, si toutes ces initiatives n'ont pas été mises en place (par exemple à Madagascar le fonds multi-bailleur), **des signes tangibles de structuration et de continuité sont visibles dans ces trois pays, avec notamment l'émergence de mécanismes d'autofinancement innovants :**

- À Madagascar²⁷, la signature d'une Charte des professionnels du livre a permis de clarifier les rôles et d'ancrer les engagements dans la durée. Les acteurs envisagent de maintenir les coins lecture, de poursuivre les animations dans les bibliothèques et librairies, et de consolider la formation des professionnels. De manière globale à Madagascar, le projet a permis de créer une dynamique très favorable à la continuité des activités²⁸.

« Je suis éditrice à Madagascar et j'ai suivi une formation de gestion de projet dans le cadre de Ressources Éducatives. Cette formation m'a donné le goût de gérer des projets. Je viens de créer une association Union pour l'Éducation et la Lecture et j'ambitionne de faire du plaidoyer auprès des politiques publiques pour mon domaine. » Bénéficiaire.

²⁷ Madagascar, Rapports d'activité du projet

²⁸ Parmi les éléments visibles aujourd'hui de cette dynamique, on note l'engagement important des bénéficiaires du projet à Madagascar dans l'exercice de cette évaluation. En effet, malgré un contexte socio-politique compliqué à date d'écriture du rapport, de nombreux bénéficiaires du projet ont participé aux entretiens collectifs organisés.

- Au Bénin²⁹, un groupe de travail Éducation et Culture a été instauré pour servir de plateforme de dialogue sur les politiques publiques du secteur. Le secteur de la bande dessinée s'est également structuré autour d'un fort dynamisme. Enfin, un mécanisme d'autofinancement innovant a été introduit : une convention tripartite de cession des droits d'exploitation entre l'Institut Français, la maison d'édition Bénin BD et la librairie Savoir d'Afrique³⁰, permettant de convertir les ventes futures de collections béninoises en ressources de financement pour la filière, réduisant la dépendance aux subventions.

« Les fonds qui seront récoltés de la vente des BD éditées dans le cadre du projet RE seront injectés dans toute la chaîne du livre pour la suite du projet : on va utiliser ces fonds là pour organiser d'autres activités, en continuant dans la même dynamique. » Bénéficiaire

- En Guinée³¹, le projet a permis l'introduction du livre jeunesse dans les curricula ce qui aura des effets de long terme par définition. Ces fiches ont aujourd'hui été accréditées par l'État et sont donc utilisées par les enseignants. Par ailleurs, les ressources mises à disposition dans les bibliothèques numériques sont également durables, notamment parce que des agents locaux ont été formés à l'utilisation et la gestion de ces bases numériques. Les RARE de 2025 ont ravivé la mobilisation des professionnels, inspirés notamment par les expériences malgaches. Un projet de charte nationale du livre est en cours d'élaboration.

Cependant, les mécanismes mis en place demeurent récents et fragiles. Les acteurs consultés insistent sur la nécessité de maintenir la dynamique positive enclenchée, afin d'éviter tout risque d'essoufflement. Ils soulignent qu'une véritable mobilisation s'est installée autour du projet et qu'il est essentiel d'éviter la perception d'un abandon une fois l'appui extérieur retiré.

Le manque d'engagement financier national constitue à ce stade une limite pour la durabilité des actions. Plusieurs acteurs de la chaîne du livre ont regretté que les acteurs publics n'aient pas été suffisamment présents dans le projet.

« Pour le Bénin, l'implication du gouvernement a manqué dans ce projet. Au début, ils étaient présents, puis de moins en moins ». Bénéficiaire.

« Il y a un tel manque de financement au niveau national que les activités mises en place peuvent difficilement continuer sans soutien extérieur. C'est sûrement la plus grande difficulté du projet. Mais l'enthousiasme est incontestable dans le pays ». Acteur de la mise en œuvre à Madagascar.

Enfin, plusieurs acteurs estiment qu'une formation dédiée à la recherche de financements et à la gestion de projet aurait été particulièrement utile pour renforcer la pérennité des initiatives. Cette initiative a été entamée par le Bénin en fin de projet, au travers de la production fin 2025 d'un livret professionnel pour les acteurs de la chaîne du livre qui répertorie les dispositifs d'aide africains et français pour la littérature jeunesse.

4.4.2 La durabilité a été peu prise en compte dans la conception et le suivi des projets financés par AAP

Le dispositif de suivi des projets financés au titre des AAP reposait principalement sur des outils mobilisés en fin de projet, ce qui limitait la capacité à documenter la mise en place des conditions de durabilité au cours de la mise en œuvre. Les informations disponibles provenaient par ailleurs essentiellement des bénéficiaires eux-mêmes (questionnaire de retour sur les impacts, questionnaire de bilan interne à l'IF). Dans ces conditions, certains éléments relatifs à

²⁹ Bénin, Rapports d'activité du projet

³⁰ Rapport narratif Bénin, août 2024- août 2025

³¹ Guinée, Rapports d'activités du projet

la pérennité des effets demeurent incertains, rendant l'analyse de la durabilité de ces projets plus difficile dans le cadre de cette évaluation.

Cette situation s'explique par la nature même du mécanisme des AAP : l'intervention dans les pays étant conçue comme ponctuelle et ajustée aux besoins, les IF locaux n'étaient pas directement mobilisés dans le suivi des projets. Le dispositif visait avant tout à fournir aux opérateurs les moyens de mettre en œuvre des actions intégrant une intention de durabilité dès la phase de sélection, plutôt qu'à assurer un accompagnement continu.

Néanmoins, l'évaluation met en évidence que plusieurs projets ont contribué à renforcer la structuration interne de certaines organisations bénéficiaires, leurs compétences et leur visibilité. Par exemple, les activités de formation ou de mobilité ont permis à plusieurs bénéficiaires de pérenniser leurs activités ou d'élargir leur champ d'action.

4.5 Le programme a été conduit de manière efficiente mais présente quelques faiblesses au niveau de la gouvernance multi pays et du suivi global (Efficiency)

4.5.1 *L'implication des équipes mobilisées dans le projet était pertinente et a été appréciée, bien que certaines difficultés aient émergé au niveau local.*

Le pilotage de la composante 3 de Ressources Éducatives était organisé selon les types d'activités soutenus :

- La mise en place des activités dans les pays locomotives a été pilotée par les IF locaux (IF Madagascar, IF Bénin, IF Guinée), au sein desquels une équipe était dédiée au programme Ressources Éducatives. L'IF Paris avait donc un rôle de supervision, laissant aux équipes locales le soin de la mise en œuvre dans les territoires. Des réunions entre l'IF Paris et les IF locaux étaient organisées tous les mois.
- Les appels à projet du fonds Lire pour apprendre ont été dirigés directement par l'IF Paris, en raison de leur dimension multi-pays. L'IF Paris s'est chargé de la construction et de la diffusion des AAP, puis de l'accompagnement des bénéficiaires. Les IF locaux ont été mobilisés pour la contractualisation avec les bénéficiaires.
- L'IF Paris était en charge de la coordination et de la gestion de projet au global ; il assurait le lien avec l'AFD, bailleur du programme. Des réunions trimestrielles étaient organisées entre l'IF et l'AFD, afin d'assurer le suivi administratif et financier de la composante 3, ainsi que le suivi des activités mises en œuvre. Il assurait également une coordination avec l'UNESCO, en charge des autres composantes du projet. Des réunions régulières étaient organisées avec l'institution pour discuter de l'avancement du projet et des activités en commun (organisation d'événements et communication notamment).

La gestion du programme par l'Institut français a été globalement très appréciée par les bénéficiaires et les partenaires impliqués, qui décrivent une équipe motivée, réactive et à l'écoute. Les acteurs locaux et les bénéficiaires se sont sentis accompagnés tout au long du programme :

« L'IF Paris est très disponible : on a pu faire des appels dès qu'on en avait besoin. On avait chaque mois des réunions avec les pays pilotes ce qui permet d'apprendre aussi. » - Acteur local de la mise en œuvre

Au niveau des pays locomotives également, les bénéficiaires appuient sur la disponibilité, l'écoute des équipes de l'IF, mais également sur la pertinence des experts mobilisés. En particulier, la présence d'une experte connaissant l'écosystème local à Madagascar, mais aussi au Bénin, a été vu comme une véritable plus-value du projet.

Néanmoins, **un turnover important au sein de l'équipe, au niveau de Paris mais également dans les IF locaux (à Madagascar et en Guinée notamment) a été relevé.** Son influence sur le programme a été perceptible, générant parfois un manque de continuité dans les activités mises en place, voire un manque de confiance de la part des acteurs locaux.

« *Quand différentes personnes interviennent, on doit presque repartir de zéro.* » - Acteur de la mise en œuvre

« *Dès qu'il y a des nouveaux responsables au niveau de l'IF, il faut changer d'habitude de travail. L'habitude précédente est coupée et il faut tout reprendre ensuite.* » - Bénéficiaire

Par ailleurs, certains acteurs de la mise en œuvre du projet ont évoqué des incompréhensions quant au rôle de chacun dans le projet. En Guinée, par exemple, il a initialement été reproché à l'équipe de mise en œuvre de ne pas associer l'AFD locale aux remontées d'informations, alors même que l'agence intervenait sur des thématiques similaires. Cette situation a toutefois été résolue par la suite, permettant aux acteurs de travailler de manière complémentaire. L'AFD a également indiqué qu'elle aurait souhaité que le siège et les agences locales soient conviés de manière plus systématique aux événements du projet, qu'il s'agisse des rencontres globales comme les RARE, ou des événements organisés au niveau des pays.

En outre, l'absence de relais locaux dans les pays non locomotives a été perçue comme un frein par les acteurs. Certains bénéficiaires ont indiqué qu'ils auraient aimé avoir un relai local à qui s'adresser dans le cadre du projet, pour notamment être mieux informé des activités proposées dans le cadre du projet. Plus globalement, ils ont indiqué que le projet avait peu été communiqué, du fait de l'absence de relai locaux. Certains Instituts français locaux des pays non locomotives ont estimé qu'ils auraient pu être plus impliqués dans le projet. Ils ont regretté de ne pas avoir été consultés sur le choix des projets retenus et associés de façon plus importante au suivi des initiatives financées. A noter que les IF locaux ont été sollicités lors de la phase de candidature aux AAP, les bénéficiaires devant disposer d'une lettre de recommandation de la part de l'IF local assurant leur pertinence et leur fiabilité. Afin de corriger le manque d'implication des postes, ceux-ci ont été sollicités dans leur intégralité pour participer aux réunions de lancement des AAP 2025.

Par, le suivi des activités sélectionné par AAP a été fait par l'équipe de l'IF Paris. Celui-ci se basait sur des rapports d'exécution annuel globaux (qui ne rentraient pas dans le détail des réalisations par pays) et une enquête auprès des bénéficiaires à la fin du programme. Un bilan était également demandé aux bénéficiaires des AAP pour justifier de l'utilisation des fonds.³²

Concernant les pays locomotives, le suivi du programme et des activités mises en œuvre a été réalisé de manière très précise par les IF locaux, qui disposaient d'équipe dédiées financées sur fonds RE. Pour chacun des trois pays, des bilans financiers et techniques annuels ont été remplis sur l'outil de gestion interne à l'IF, ce qui a notamment permis la construction d'un cadre logique renseigné avec des objectifs propres, et de rapports annuels synthétisant l'ensemble des réalisations ont été rédigés. Ces outils ont permis un bon suivi de l'avancement du programme pendant sa mise en œuvre, et une évaluation claire de l'atteinte des objectifs par la suite.

³² Ces bilans n'ont pas été transmis dans le cadre de cette évaluation et n'ont donc pas pu être étudiés.

4.5.2 *La mise en œuvre opérationnelle a permis de respecter le calendrier et le budget prévu malgré quelques freins administratifs et logistiques observés*

Au niveau transversal, le calendrier du programme et les délais associés ont été respectés, à l'exception de la campagne de communication sur les bienfaits de la lecture qui a été décalée dans le temps et est actuellement en cours dans les pays ciblés. Ce contre temps est dû à des problèmes rencontrés avec le prestataire initial Ladili, qui a dû être remplacé par l'agence de communication ALBG, déjà en charge de la communication générale autour du projet. Le remplacement du prestataire a permis de s'assurer d'une meilleure qualité dans la mise en œuvre de la campagne de communication.

Au niveau local, le calendrier a également été globalement tenu, même si la mise en œuvre dans les pays locomotives a également pu rencontrer des difficultés, majoritairement dues à des contextes spécifiques :

- Au Bénin, les réalisations ont été freinées par plusieurs évolutions et changements institutionnels. Les nombreuses réformes en cours au sein du ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, ont ralenti le dialogue institutionnel et complexifié la coordination avec les autorités. Par ailleurs, l'introduction de la facturation normalisée a profondément affecté les associations bénéficiaires. De plus, le dialogue global avec le ministère de la Culture est resté limité.
- A Madagascar, le rythme a parfois été compliqué à tenir. Durant certaines périodes, beaucoup de projets se déroulaient en même temps, ce qui occasionnait des difficultés de suivi pour le personnel de l'IF Madagascar, et des rythmes très intenses pour les bénéficiaires :

« A un moment, on a dû produire un livre en 2 mois. Ça a forcé les auteurs et illustrateurs à travailler très rapidement. Peut-être qu'il faudrait retravailler dessus parce que ça impacte la qualité du livre. On a eu le sentiment qu'on aurait pu faire mieux avec plus de temps. » - Bénéficiaire

Ce calendrier resserré a amené certains bénéficiaires à ne pas participer à toutes les activités auxquelles ils auraient pu participer, la charge de travail étant trop importante.

Des freins administratifs et logistiques ont également été identifiés par les bénéficiaires. La lourdeur administrative du projet a été mise en avant, notamment concernant le processus de validation des dossiers et de déblocage des fonds qui a pu occasionner des délais importants et bloquer des activités dans certains cas. Néanmoins, ce constat ne fait pas l'unanimité auprès des bénéficiaires. Certains expliquent ne pas avoir rencontré ce problème et décrivent plutôt un fonctionnement fluide.

« Les éditeurs ont pu se plaindre parce que dans les appels à souscriptions, les délais pour débloquer des fonds prenaient un temps monstrueux et quelquefois, au lieu de les avantager, ça les handicapait. Il y a beaucoup de points positifs mais ce point-là est important à améliorer. » - Bénéficiaire

Concernant le budget du projet, le plan d'action pour la phase 2 du projet s'est révélé flexible, permettant des adaptations en fonction de l'avancée du programme et des réalités locales. La répartition du budget alloué au programme (enveloppe de 3 500 000€) a ainsi légèrement évolué entre la Convention de financement avec l'AFD de 2022 et les prévisions de dépenses les plus récentes datant de juin 2025 :

Tableau 1 Comparaison des dépenses prévues initialement et des dépenses prévisionnelles actuelles

	Prévisions	Réalisations	Evolution
Coordination et gestion de projet	850 295€	819 633€	-3.6%
Actions transversales	339 605€	277 053€	-18.4%
Axe 1 (renforcement des politiques publiques du livre)	498 499€	533 089€	+6.9%
Axe 2 (structuration des acteurs de la chaîne du livre)	791 000€	839 332€	+6.1%
Axe 3 (médiation et sensibilisation autour du livre jeunesse)	1 020 700€	1 030 894€	+1%

La diminution du budget attribué à la coordination / gestion de projet et aux actions transversales a permis une réallocation vers les axes 1 et 2 majoritairement, et l'axe 3 dans une moindre mesure, et ainsi de contribuer à ce que le budget soit principalement fléchi vers les actions et les acteurs de terrain. Ces évolutions semblent relativement faibles, à l'exception du montant dédié aux actions transversales, qui a chuté de 18%.

Ces évolutions s'expliquent premièrement par plusieurs réallocations au sein des enveloppes dédiées aux pays locomotives :

- A Madagascar, une part importante du budget consacré aux actions transversales qui concernent la « création d'une dynamique de lecture favorable aux apprentissages et privilégiant le bilinguisme », a été redirigée vers les axes 2 et 3 du programme, relatifs à la structuration de la chaîne du livre et à la médiation culturelle. Il semble néanmoins que les activités prévues sur l'axe transversal aient été réalisées et les objectifs atteints avec ce budget plus faible.
- Au Bénin, les réalisations sont conformes aux prédictions en termes de dépenses financières : aucune évolution majeure n'est observée.
- En Guinée, une légère diminution du budget accordé à l'axe 1 est observée entre les prévisions et les réalisations (de 29 000€ à 20 698€). Ce montant est réalloué à l'axe 2 (169 000€ à 194 040€) et aux actions transversales (52 850€ à 68 032€). Concernant l'axe 3, les réalisations sont conformes aux prévisions.

Ces évolutions s'expliquent également par des ajustements dans les enveloppes prévues pour les activités réalisées dans le cadre des AAP.

- Premièrement, l'augmentation de la part du budget attribué à l'axe 1 entre les prévisions et les réalisations est due à la hausse importante de l'enveloppe dédiée à l'appui aux mobilités et à l'organisation de rencontres internationales, passée de 200 000€ à 315 948€. La progression de ce budget a permis le financement de nombreuses mobilités d'acteurs de la chaîne du livre sur des grands événements, mobilités qui sont largement mises en avant par les bénéficiaires.
- Sur l'axe 2, la hausse du budget est tirée par les augmentations citées dans les pays locomotives, mais également par l'augmentation du montant de l'aide à la publication papier et numérique dans les AAP (passé de 105 000€ à 187 900€). Le budget alloué à l'appui à la professionnalisation dans les AAP a lui chuté de 165 000€ à 60 000€, compensant les hausses citées précédemment. Ces ajustements s'expliquent par l'adaptabilité du programme, notamment sur le volet AAP, qui s'est ajusté aux besoins locaux et à la demande des bénéficiaires en termes de financement.
- Finalement, le budget global de l'axe 3 est resté fidèle aux prévisions. Néanmoins, on observe de fortes disparités internes, avec notamment une forte hausse du montant dédié aux activités de promotion de la lecture sur les AAP (163 000€ à 307 317€), compensé par

une diminution importante du montant dédié à la formation des médiateurs (185 000€ à 33 000€).

4.6 Le positionnement spécifique du projet assure une cohérence globale avec les initiatives existantes, bien que des synergies auraient pu être davantage exploitées (Cohérence)

4.6.1 La cohérence externe du projet a été assurée, notamment du fait du positionnement particulier du projet

De manière générale, peu de programmes de coopération internationale sont spécifiquement consacrés à la littérature jeunesse et à la structuration de la chaîne du livre dans ce secteur en Afrique francophone. Comme mentionné précédemment, c'est l'un des éléments de valeur ajoutée du projet : il s'est positionné sur un champ encore très peu investi. De ce fait, **aucun doublon n'a été signalé par les acteurs rencontrés**. Dans les rares cas où d'autres initiatives existaient, **les interventions ont été menées de manière complémentaire et cohérente**.

- Au Bénin, le projet s'est inscrit dans la continuité d'un précédent FSPI "Plurilinguisme et enseignement"³³ porté par l'Ambassade de France, qui mobilisait la même assistance à maîtrise d'ouvrage que le projet RE. Bien que les objectifs aient différé, les deux initiatives poursuivaient une logique similaire de structuration des acteurs du secteur.
- Au Sénégal, l'USAID menait également le projet « Lecture pour tous » autour de la littérature jeunesse, mais avec un focus sur l'intégration des langues nationales, tandis que le projet RE visait principalement la structuration de l'écosystème³⁴.
- En Guinée, l'AFD, à travers le projet PRODEG, intervenait également de manière ponctuelle sur le domaine du livre. Les actions ont fait l'objet d'une mise en cohérence entre les acteurs. « *L'AFD en Guinée finançait le projet PRODEG qui touchait un peu le domaine du livre. Quand on s'en est rendu compte, on a décidé de mettre nos moyens ensemble, notamment en mutualisant l'achat de livres.* » IF Guinée
- Plusieurs interlocuteurs ont cité l'OIF comme un acteur structurant, intervenant sur des dynamiques proches de celles du projet Ressources Éducatives. À titre d'exemple, l'OIF a organisé en mars 2025 le premier Forum des éditeurs jeunesse d'Afrique (FEJA), qui a rassemblé plusieurs acteurs également soutenus dans le cadre du projet Ressources Éducatives³⁵. Cet événement, porté par l'association Lire au Togo (également bénéficiaire du projet RE) et en collaboration avec Agnès Debiages, elle aussi impliquée dans Ressources Éducatives, a été perçu comme une prolongation naturelle du projet plutôt qu'un doublon. De manière plus générale, les initiatives de l'OIF sont considérées comme plus larges dans leur portée, ne se limitant pas toujours à la littérature jeunesse, et apparaissent ainsi complémentaires au projet Ressources Éducatives.

S'il n'existe donc aucune redondance entre les initiatives, **le dialogue avec les autres acteurs du secteur est demeuré limité**. À Paris, la taille restreinte de l'équipe n'a pas permis de maintenir des échanges réguliers avec d'autres acteurs actifs en Afrique francophone sur la littérature jeunesse, tels que l'OIF. Au niveau national, cette dynamique de dialogue a pu être mieux assurée dans les pays locomotives, où des ressources humaines dédiées étaient

³³ [Association des Professeurs de Français du Bénin, Bénin: projet de coopération éducative, février 2023](#)

³⁴ [Ambassade des Etats Unis au Sénégal, Clôture du programme d'apprentissage de la lecture à travers les langues nationales, Décembre 2021.](#)

³⁵ [OIF, L'Afrique du livre jeunesse réunie pour la première fois](#)



mobilisées, mais quasiment absente dans les autres pays, faute de présence locale dédiée au suivi du projet.

4.6.2 *Une forte complémentarité des composantes du projet RE, mais des synergies à renforcer*

Les trois composantes – Agir pour l’avenir, Produire pour apprendre et Lire pour apprendre – présentent une complémentarité forte, notamment par la diversité des acteurs mobilisés et la différence d’échelles d’intervention. En effet, l’UNESCO travaillait principalement avec les ministères de l’Éducation, autour des manuels scolaires et des ressources scolaires, tandis que l’IF, même si en lien avec les ministères de la Culture et de l’Éducation sur l’axe 1, concentrait son action sur les acteurs de la chaîne du livre et la promotion de la littérature jeunesse.

Cette répartition a permis de construire un dispositif cohérent, reposant sur des approches complémentaires et sur des partenariats diversifiés. **La communication entre les acteurs était jugée satisfaisante, avec des réunions régulières entre l’UNESCO et l’IF** pour partager les informations sur les activités en cours, ainsi que des échanges trimestriels avec l’AFD. Les équipes s’invitaient réciproquement à leurs événements, tels que le Salon international du livre d’Abidjan, et se tenaient informées des missions respectives, favorisant une coordination opérationnelle.

Malgré cette complémentarité structurelle, les synergies entre les composantes portées par l’UNESCO et celles de l’IF auraient pu être renforcées, notamment au niveau pays. À l’exception de l’organisation conjointe des RARE, qui a permis de réunir ponctuellement les acteurs, et du partage de la plateforme et des outils de communication, aucune activité commune n’a été conduite au niveau des pays.

Cette situation s’explique en partie par le caractère centralisé de la mise en œuvre des trois composantes, tant du côté de l’UNESCO que de l’Institut français. Du côté de l’UNESCO, la coordination du projet était assurée par l’équipe basée à Dakar, tandis que pour l’IF, le pilotage relevait de l’équipe à Paris. Dans les deux cas, aucun relais local dédié n’était financé sur le projet, à l’exception des pays locomotives pour la composante IF, et d’un chargé de projet au Togo pour les composantes UNESCO. Dans ce contexte, il était difficile de créer des synergies au niveau national entre les deux composantes en l’absence de points d’ancrage dans les pays,

Plusieurs représentants sur le terrain ont regretté ce manque de coordination, estimant que certaines complémentarités auraient pu être mieux exploitées, notamment dans le cadre des collaborations avec les ministères de l’Éducation, partenaires communs de l’UNESCO et de l’IF. Une articulation plus étroite aurait également pu renforcer la dynamique déjà encouragée par la composante IF visant à promouvoir le dialogue entre les ministères de l’Éducation et de la Culture, les ministères de l’Éducation étant des partenaires privilégiés de l’UNESCO.

5 Conclusions et leçons apprises

La composante 3 du projet Ressources Éducatives s’est distinguée par son caractère à la fois innovant et ambitieux. Elle a apporté un appui inédit au secteur de la littérature jeunesse en Afrique francophone, peu soutenu jusqu’alors tant par les politiques nationales que par les acteurs de la coopération internationale, malgré des besoins considérables. Son caractère innovant résidait également dans une approche intégrée, cherchant à mobiliser l’ensemble des parties prenantes, acteurs de la chaîne du livre comme institutions publiques (ministères de la Culture et de l’Éducation). À cette ambition thématique s’ajoutait une ambition géographique, avec une couverture de treize pays en Afrique francophone.

Malgré cette envergure, le projet a réussi à déployer un ensemble conséquent d'activités (formations, mobilités, actions de plaidoyer, campagnes de communication, etc.), qui ont eu des effets significatifs à la fois sur la structuration de la chaîne du livre et sur la sensibilisation à la lecture. Ces interventions ont contribué à renforcer les capacités des acteurs, à dynamiser la production et la diffusion de livres jeunesse, et à stimuler l'intérêt des enfants et des jeunes pour la lecture. Ces effets se sont révélés particulièrement marqués dans les pays locomotives, où l'on observe une consolidation progressive de l'écosystème et une véritable dynamique collective. Les résultats varient selon les contextes, mais certains pays, comme Madagascar, se distinguent notamment par l'engagement et la mobilisation des acteurs, qui ont favorisé une mise en œuvre particulièrement dynamique.

L'un des volets où les effets se sont révélés plus limités concerne toutefois l'intégration de la littérature jeunesse dans les politiques publiques. Peu d'activités étaient spécifiquement dédiées à cet objectif, alors même qu'il s'agit d'un chantier complexe nécessitant un investissement soutenu et une priorité politique affirmée des autorités locales de chaque pays, conditions qui n'étaient pas toujours réunies.

Les facteurs de réussite du projet résident principalement dans son approche participative, particulièrement marquée dans les pays locomotives, son ancrage contextuel (les bénéficiaires ayant pu définir eux-mêmes leurs priorités et activités), la forte implication des équipes de l'Institut français (à Paris comme dans les pays locomotives), ainsi que dans la pertinence et la qualité des experts locaux et internationaux mobilisés, dont l'appui a apporté une réelle valeur ajoutée. La durée étendue de l'accompagnement a également été un atout majeur du projet. Contrairement à d'autres dispositifs de l'Institut français, tels que les FEF dont la période de mise en œuvre est souvent limitée (un an), ce projet a bénéficié de deux phases successives de trois ans. Cette temporalité prolongée a permis d'inscrire l'action dans la durée et de contribuer de manière significative à la structuration des écosystèmes.

Enfin, des signes de durabilité commencent à émerger, notamment dans les pays locomotives. Ils demeurent toutefois fragiles et nécessitent d'être consolidés afin de pérenniser les acquis et d'éviter un essoufflement des dynamiques initiées.

6 Recommandations

Nous proposons ci-dessous 4 recommandations stratégiques, elles-mêmes composées de recommandations opérationnelles, pour alimenter la réflexion de l'IF sur ses propres outils, et améliorer d'éventuels futurs programmes déployés.

Recommandation Stratégique 1 (RS1) : Continuer à soutenir la structuration des écosystèmes nationaux du livre	
Adressée à	Réseau des IF, équipe France
Constats évaluatifs	<ul style="list-style-type: none"> Le projet s'est révélé très pertinent, en visant un secteur cible, très peu soutenu jusqu'ici avec des besoins importants. Le projet a eu des effets notables sur la structuration des écosystèmes dans les pays locomotives et sur la structuration de l'activité individuelle des bénéficiaires des autres pays, qui doivent encore être renforcés. La structuration des écosystèmes dans les pays locomotives montre des signes de durabilité L'appui sur des experts ayant une connaissance approfondie des écosystèmes de la chaîne du livre en Afrique francophone a été une valeur ajoutée du projet
Actions suggérées	Sur le format des interventions :

	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer à soutenir des initiatives qui visent à structurer un écosystème global et qui ont donc un impact sur l'ensemble de la chaîne du livre. <ul style="list-style-type: none"> – En particulier, continuer le travail sur le secteur spécifique du livre jeunesse afin de tirer des bénéfices des soutiens engagés depuis 2020. – S'appuyer sur des diagnostics comme les États généraux du livre en langue française dans le monde pour définir ces projets. • Conserver l'organisation en phasage, qui permet notamment de contextualiser le programme et de le réorienter au besoin, mais également d'avoir une longue période d'accompagnement (2 fois 3 ans) nécessaire pour envisager une action structurante • Conserver la double implication complémentaire de l'IF Paris et des IF locaux, qui permet d'assurer le suivi des acteurs et de mobiliser les autorités locales • Poursuivre le soutien dans les pays pilotes où une dynamique de structuration a été amorcée, afin d'éviter un essoufflement une fois le projet clos. • Continuer à soutenir des initiatives multi pays telles que les mobilités dans ces projets de structuration de l'écosystème, pour favoriser les échanges et la circulation du livre, et répondre ainsi au besoin de distribution identifié comme un enjeu majeur. <ul style="list-style-type: none"> – En particulier, mettre l'accent sur les mobilités au sein du continent africain pour favoriser le développement de réseaux régionaux, tout en conservant les mobilités transcontinentales qui permettent notamment la visibilité et la formation <p>Sur la mise en œuvre des programmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'appuyer sur des experts qui ont à la fois des connaissances en gestion de projet et une expertise des écosystèmes du livre en Afrique francophone pour définir les activités des projets et identifier les acteurs porteurs de la chaîne. • Renforcer la formation à la gestion de projet et à la recherche de financement des acteurs de la chaîne du livre pour s'assurer de la durabilité des effets des projets. • Investir dans les jeunes générations d'auteurs, éditeurs et professionnels du livre, souvent sous-financées mais très dynamiques, en assurant un suivi régulier de leurs initiatives. • Renforcer les liens avec les IF locaux, en impliquant les services des instituts dans le programme (ex : partenariat avec la médiathèque de l'IF Madagascar dans le cadre du projet)
--	---

RS2 : Pour les projets visant à renforcer l'intégration de la littérature jeunesse dans les politiques publiques, veiller à instaurer un dialogue institutionnel solide et à garantir un ancrage national fort	
Adressée à	Réseau des IF, équipe France
Constats évaluatifs	<ul style="list-style-type: none"> • L'axe 1 qui visait à mieux intégrer le livre jeunesse dans les politiques publiques a eu moins d'effets que les axes 2 et 3 • Dans certains cas, l'implication des ministères dans le projet a été limitée
Actions suggérées	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et mobiliser des relais locaux disposant d'un accès privilégié ou d'une bonne connaissance des ministères afin de faciliter le dialogue institutionnel. <ul style="list-style-type: none"> – Travailler sur l'identification des relais les plus pertinents au sein de l'équipe France et continuer de mobiliser ces ressources (SCAC, ETI, ...)

	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Pour cela, réaliser des communications officielles auprès de l'équipe France sur le projet et inviter l'équipe France de manière systématique aux événements du projet. - Continuer à travailler avec des acteurs comme l'UNESCO et l'AFD, qui travaillent régulièrement avec les ministères de l'éducation et de la culture. ◦ Mobiliser l'AFD pour faciliter la mise en relation avec les autorités et l'identification des interlocuteurs pertinents, en s'appuyant sur son rôle de bailleur de fonds et sur l'étendue de son réseau. - Identifier des points focaux avec les ministères, qui feront le lien sur ce type de projet • S'assurer qu'une part importante, voire majoritaire du projet est consacré à ce volet, qui requiert très souvent un travail important et de long terme. • Assortir ces objectifs d'activités concrètes. Exemples : <ul style="list-style-type: none"> - Travail avec le ministère de la culture ou de l'éducation pour l'intégration de la question de la littérature jeunesse dans le plan sectoriel. - Rédaction d'un document conjoint entre le ministère de l'Éducation et de la Culture, pour définir des activités communes autour de la littérature jeunesse. - Rédaction d'une Charte des professionnels de la lecture, réalisée conjointement avec les ministères. - Organisation des temps forts événementiels en lien avec les ambassades afin de favoriser la rencontre des acteurs locaux (bénéficiaires et ministères, ministères de l'éducation et de la culture, ...) dans la vie du projet (par exemple : un au début, à mi-parcours puis à la fin du projet). - Institutionnaliser les rencontres entre les pays locomotives, en impliquant des représentants institutionnels à haut niveau de responsabilité. - Assurer une communication forte autour des enjeux et des activités du projet, pour inspirer les décideurs publics, notamment dans les projets multi pays (sur le modèle de Madagascar aux RARE qui a inspiré la Guinée pour la réalisation de la Charte des professionnels)
--	--

RS3 : Renforcer les partenariats stratégiques et la cohérence d'intervention entre les acteurs	
Adressée à	Réseau des IF, équipe France, autres acteurs de la coopération internationale
Constats évaluatifs	<ul style="list-style-type: none"> • Peu de synergies ont été mises en place dans le projet avec des acteurs intervenant également dans le secteur du livre en Afrique francophone. • Des synergies ont manqué avec les composantes menées par l'UNESCO dans le projet Ressources Éducatives au niveau pays.
Actions suggérées	<ul style="list-style-type: none"> • Développer les synergies et discuter dès la conception du projet, à l'échelle globale et à l'échelle des pays, des synergies possibles avec les autres acteurs de la coopération internationale. Exemples : <ul style="list-style-type: none"> - Des discussions pourraient être menées avec l'OIF et/ou Bibliothèque Sans Frontières pour renforcer les synergies des activités mises en place dans le domaine du livre en Afrique francophone. Des événements ou un groupe de travail commun sur la thématique du soutien au livre pourraient être organisés. - Lors de la mise en œuvre de projets avec plusieurs acteurs de mise en œuvre (ex : IF et UNESCO sur le projet) réfléchir dès le début du projet aux synergies possibles, à la fois au niveau global et <u>au niveau des pays</u>. • Intégrer une réflexion sur « l'après programme » pendant que celui-ci se déroule afin d'en assurer la continuité :

	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier des relais financiers auprès d'autres bailleurs - Identifier des relais institutionnels - Avoir un soutien de l'AFD dans ces temps de réflexion pour identifier d'autres bailleurs et relais.
--	--

RS4 : Dans les projets multi pays, s'assurer d'avoir des relais locaux et expliciter les attentes dans chacun des pays visés

Adressée à	Réseau des IF, équipe France
Constats évaluatifs	<ul style="list-style-type: none"> • Certains acteurs ont regretté un manque de visibilité sur le rôle des acteurs de la mise en œuvre dans le projet. • L'absence de relais dans les pays non locomotives a été un frein aux effets du projet • La logique des pays locomotive n'a pas été comprise par l'ensemble des acteurs et aurait gagné à être explicitée
Actions suggérées	<ul style="list-style-type: none"> • Dans des dispositifs par AAP, renforcer dans la mesure du possible l'implication des Instituts locaux et des postes sur le projet pour s'assurer d'avoir des relais locaux : <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la communication autour du programme et des projets des bénéficiaires au niveau local (communication par mail sur le projet, ses objectifs, son périmètre par exemple). - Continuer à mobiliser les postes pour avoir des relais locaux dans le cadre des AAP - Impliquer activement les postes dans le choix des bénéficiaires de leur pays, notamment en sollicitant leur avis avant le comité de sélection. • Dans les documents de cadrage du projet, expliciter les attentes pour chaque pays du projet, en précisant le rôle des partenaires (IF locaux, AFD, ...) et les résultats attendus, pour garantir une cohérence d'ensemble et la faisabilité du projet. <ul style="list-style-type: none"> - Cela peut également être réalisé via la définition d'un diagramme logique d'intervention, avec l'identification d'hypothèses sous-jacentes à la réalisation de chacune des étapes du projet. • Clarifier la logique de pays locomotive, qui a montré sa pertinence, mais doit être mieux expliquée aux contreparties nationales et aux partenaires locaux. <ul style="list-style-type: none"> - Organiser dès le départ une réunion d'explication du concept de pays locomotive avec les contreparties nationales, à la fois des pays locomotives et des pays non-locomotives. - S'il y a une logique de dissémination, l'expliciter, et renforcer les activités en lien avec cet objectif dans les projets. • Continuer l'effort initié sur la communication, afin de sensibiliser aux bienfaits de la lecture d'une part, et de valoriser les actions mises en œuvre dans le cadre du projet d'autre part. <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la communication auprès des bénéficiaires sur le terrain - Organiser des temps de communication et de valorisation sur le territoire français, à destination des autorités et du public



Annexe A Bibliographie

Cacou, Emma. « La littérature de jeunesse d'Afrique noire francophone en Afrique ». Billet. *Monde du Livre*

[CCTP Campagne de communication VF2.docx](#)

Convention de financement du projet entre l'AFD et l'IF

En Afrique, l'essor de l'édition passe par le numérique. 14 mars 2024. *Le Monde*,

[Institut Français, Convention d'aide à projet entre l'IF Paris et l'IF Bénin, 5 janvier 2023](#)

[Institut Français, Rapport narratif projet Ressources Éducatives mai-août 2023](#)

[Institut Français, Rapport narratif projet RE août 2023-août 2024](#)

[Institut Français, Fiche pays - Bénin, Avril 2025](#)

[Institut Français, Bénin - Rapport narratif 2023](#)

[Institut Français, Convention d'aide au projet Ressources Éducatives entre l'IF Paris et l'IF Madagascar, décembre 2022](#)

[Institut Français, Rapport narratif Madagascar 2022-2023](#)

[Institut Français, Fiche pays - Madagascar, Avril 2025](#)

[Institut Français, Convention de financement IF Paris - IF Guinée](#)

[Institut Français, Fiche pays - Guinée, Avril 2025](#)

Johri, M. (2024, juin). Impact of Reading on the Enhancement of Cognitive Skills and Creativity in Children. *Voice of Research*,

[L'industrie du livre en Afrique : tendances, défis & opportunités de croissance - UNESCO Bibliothèque Numérique](#)

[La littérature de jeunesse d'Afrique noire francophone en Afrique – Monde du Livre](#)

Luc Pinhas (2019). Les politiques publiques du livre en Afrique subsaharienne et à Madagascar

Plan d'actions national pour la Phase 2 au Bénin, Mars 2023

[Ressources éducatives : Réseau d'expert·e·s des ressources éducatives](#)

[Ressources Éducatives, Plan de communication: Campagne de sensibilisation sur les bienfaits de la lecture](#)

[Takamtikou, BD d'Afrique, la nouvelle génération: l'exemple de Bénin-BD, 17 novembre 2022](#)

[The Silent Crisis: Exposing the Tragic Effects of Learning Poverty in Africa - PACT](#)

Wasik, Barbara A., et al. « Book reading and vocabulary development: A systematic review ». *Early Childhood Research Quarterly*, vol. 37, octobre 2016, p. 39-57. *ScienceDirect*,



Annexe B Liste des personnes rencontrées en entretien

Nom	Fonction	Type d'entretien
François Tiger	Responsable du pôle culture et partenariats solidaires de l'Institut français	Entretien de cadrage
Maryline Virot	Cheffe de projet au pôle culture et partenariats solidaires de l'Institut français	Entretien de cadrage
Solène Leblanc Maridor	Cheffe de projet RE entre 2022 et 2024	Entretien de cadrage
Maribel Pinilla Duenas	Responsable de l'équipe projet Division Éducation, Formation et Emploi de l'AFD	Entretien de cadrage
Louise Potiron	Ancienne cheffe de projet RE Guinée	Entretien individuel
Graciano Adjessi	Actuel chef de projet RE Guinée	Entretien individuel
Gay Tall	Directeur IF Guinée	Entretien individuel
Mohamed Ansa DIAWARA	Directeur général du Service National du Centre de Ressources documentaires	Entretien individuel
Soria Dworjack	Attachée de coop pour le français, coordinatrice RE Bénin	Entretien individuel
Lylly Hounghin	Cheffe de projet RE Bénin chez Laboratorio	Entretien individuel
Fenitra Andrianarisoa	Cheffe de projet RE Madagascar	Entretien individuel
Agnès Debiage	Experte livre jeunesse	Entretien individuel
Raphaël Thierry	Expert droit édition	Entretien individuel
LE ROHELLEC Alexandra	Attachée de Coopération - SCAC - ambassade de France aux Comores	Entretien individuel
Nogaye DIOP	Responsable Pôle Idées & Savoirs, IF Sénégal	Entretien individuel
BETTEGA Emilie	Responsable projets internationaux à la BNF	Entretien individuel
NDAKPRI Ange Felix	Directeur du Salon international du livre d'Abidjan (SILA)	Entretien individuel
Alain Lamarre	Associé fondateur ALBG	Entretien individuel
Magali GUERRERO	Chargée de mission Politique du Livre à l'international et	Entretien individuel



	vers l'Outre-mer, Ministère de la culture	
Erick Monjour	Directeur du Salon du livre africain de Paris (SLAP)	Entretien individuel
Claire Belhadi	Consultante	Entretien individuel
Simon Dzokotoe	Président de l'association Lire au Togo	Entretien individuel
Fabrice de Saint Etienne	Secrétaire Général de l'IF Madagascar	Entretien individuel
Sœur Spès-Caritas Hatungimana	Responsable de la librairie Saint-Paul de Bujumbura (Burundi)	Entretien collectif
Naima Souleymana	Librairie au Paradis des livres (Comores)	Entretien collectif
Eliane Hazoume	Responsable de FAudioEdit	Entretien collectif
Alpha Mamadou Diallo	Institut national de recherche et d'action pédagogique (Guinée)	Entretien collectif
Voahirana Ramalanjaona	Editions MilleFeuilles (Madagascar)	Entretien collectif
Ravaka	Édition Karné (Madagascar)	Entretien collectif
Prudentienne Gbaguidi	Librairie Savoir d'Afrique (Bénin)	Entretien collectif
Constantin Adadja	Bénin BD	Entretien collectif
Cyrille Ayedoun	INFRE (Bénin)	Entretien collectif
Tanya RAZAFINDRABEZANDRINA	Médiathèque Alliance française de ANTSIRABE (Madagascar)	Entretien collectif
Gadou ABAINE	Animateur en médiathèque, chargé de projet RE SAVA (Madagascar)	Entretien collectif
Allegria Mpengani	Directeur de JMG ASBL (RDC)	Entretien collectif
Razanariaka Vololomampisa LALAO ELINA	Edition Mpariaka Boky (Madagascar)	Entretien collectif
Mohamed Lamine	Editeur et libraire (Guinée)	Entretien collectif
Haingoarimanana Miarisoa RAZANABAVY	Formatrice de bibliothécaires, responsable suivi-évaluation	Entretien collectif
Narcisse Noumonvi	Directeur d'une ONG (Bénin)	Entretien collectif
Ati Komi	Réseau francophone pour la promotion des arts et la culture (RFPAC) (Togo)	Entretien collectif

Annexe C Matrice d'évaluation

Tableau 2 Référentiel d'évaluation

Critère d'évaluation	Questions évaluatives	Indicateurs	Outils/sources
Pertinence	<p>Le projet a-t-il été pertinent au regard des besoins identifiés ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sa logique d'intervention et ses solutions proposées étaient-elles adaptées aux besoins des pays bénéficiaires et à leurs contextes respectifs ? • Le calibrage du projet (moyens disponibles, modalités d'intervention, choix des pays bénéficiaires) était-il pertinent au regard des objectifs recherchés et besoins identifiés et au regard des conclusions de la phase 1 ? • La logique de diffusion des acquis du projet des pays locomotives aux autres pays était-elle réaliste ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Alignement des objectifs du projet avec les besoins identifiés et les stratégies et politiques éducatives/du livre des 13 pays • Degré de participation des parties prenantes nationales à l'identification des besoins. • Adéquation entre les ressources mobilisées et les ambitions du projet • Pertinence du choix des pays locomotives par rapport aux besoins locaux, aux objectifs du projet, à la capacité de mise en œuvre. • Perception des parties prenantes quant à l'utilité du dispositif. 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire : documents projets, documents de contexte sur les pays et leurs ressources éducatives, stratégie et documents d'orientation • Focus groups bénéficiaires des pays pilotes • Entretiens avec les parties prenantes du projet, notamment parties prenantes nationales
Efficacité	<p>Dans quelle mesure le projet a-t-il rempli les objectifs qu'il s'était assigné ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les réalisations concrètes par rapport aux résultats attendus ? • Les indicateurs mis en place pour évaluer les résultats ont-ils été atteints ? • Quels sont les principaux facteurs de réalisation ou non-réalisation des objectifs identifiés ? • Quels sont les domaines dans lesquels le projet a obtenu les meilleurs et moins bons résultats ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de réalisation des indicateurs définis dans le cadre logique du projet. • Appréciation qualitative des parties prenantes sur l'atteinte des objectifs. • Nombre et nature des extrants produits (livrables, formations, ouvrages édités, etc.) • Facteurs ayant empêché ou favorisé l'atteinte des objectifs du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire : rapport d'activités et de bilan • Entretiens avec les acteurs de la mise en œuvre du projet (IF Paris, IF siège, consultants, ...) • Entretiens avec les bénéficiaires • Focus groups bénéficiaires des pays pilotes
Efficience	<p>Dans quelle mesure les ressources (financières, humaines, matérielles) ont-elles été utilisées de manière optimale ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les moyens mobilisés étaient-ils proportionnés aux résultats obtenus ? • Le projet a-t-il respecté les délais et les budgets prévus ? • Des synergies ou mutualisations avec d'autres projets ont-elles permis de faire des économies ou d'optimiser l'action ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Alignement du budget prévu et du budget réalisé au global et par activité. • Alignement entre les résultats obtenus à date et les coûts impliqués • Nombre et durée des retards sur les activités mises en place. 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire : rapports d'avancement, bilans d'activité, bilans financiers, • Entretiens avec les acteurs de la mise en œuvre du projet (IF Paris, IF siège, consultants, ...) •

	<ul style="list-style-type: none"> Le système de pilotage du projet a-t-il permis une gouvernance claire, un suivi efficace et une bonne utilisation des ressources pour atteindre les résultats ? 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et nature de synergies identifiées (partage de ressources ou expertise avec d'autres programmes, activités communes, etc.) 	
Impact ³⁶	<p>Quels effets (positifs ou négatifs, directs ou indirects) le projet a-t-il produit sur les bénéficiaires et l'environnement plus large ? Y a-t-il eu des changements durables ou inattendus ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Quels changements concrets le projet a-t-il induit chez les bénéficiaires (comportements, compétences, conditions de vie, etc.) Le projet a-t-il eu des effets au-delà de ses bénéficiaires directs ? Le projet a-t-il contribué à des transformations structurelles ou institutionnelles ? Existe-t-il des disparités d'impact selon les groupes cibles ? 	<ul style="list-style-type: none"> Exemples d'évolution des pratiques professionnelles chez les bénéficiaires Appréciation des effets inattendus ou indésirables Exemples d'acteurs non ciblés ayant adopté les pratiques promues Exemples de changements de pratiques des structures administratives / modifications des politiques 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire : rapports de bilan d'activité, rapports d'avancement du programme, comptes-rendus de mission, de réunions Entretiens avec les acteurs de la mise en œuvre du projet (IF Paris, IF siège, consultants, ...) Entretiens avec les bénéficiaires Focus groups bénéficiaires des pays pilotes
Durabilité	<p>Les effets du projet sont-ils susceptibles de perdurer après la fin du financement ? Des mécanismes ont-ils été mis en place pour assurer la continuité des actions (appropriation locale, renforcement des capacités, partenariats...) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Les bénéficiaires ou les partenaires locaux se sont-ils appropriés les résultats et les méthodes du projet ? Des capacités (humaines, techniques, organisationnelles) ont-elles été renforcées de manière durable ? Les activités ou services mis en place peuvent-ils continuer sans soutien extérieur ? Existe-t-il un relais institutionnel, communautaire ou financier pour assurer la continuité des actions ? Quels sont les risques identifiés pour la pérennité des effets, et comment ont-ils été anticipés ou gérés ? 	<ul style="list-style-type: none"> Existence de structures locales ayant renforcé leur organisation grâce au projet Existence de plans opérationnels ou de financement local pour assurer la suite Engagement formel ou informel d'acteurs publics ou communautaires à poursuivre les activités Exemples de mesures et réformes adoptées inspirées des approches du projet Perception des parties prenantes quant à la pérennité des effets du projet Niveau de participation des bénéficiaires à la mise en œuvre et au pilotage du projet 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire : rapports de bilan d'activité, politiques nationales, stratégies, documents des règles et procédures administratives Entretiens avec les acteurs de la mise en œuvre du projet (IF Paris, IF siège, consultants, ...) Entretiens avec les bénéficiaires Focus groups bénéficiaires des pays pilotes

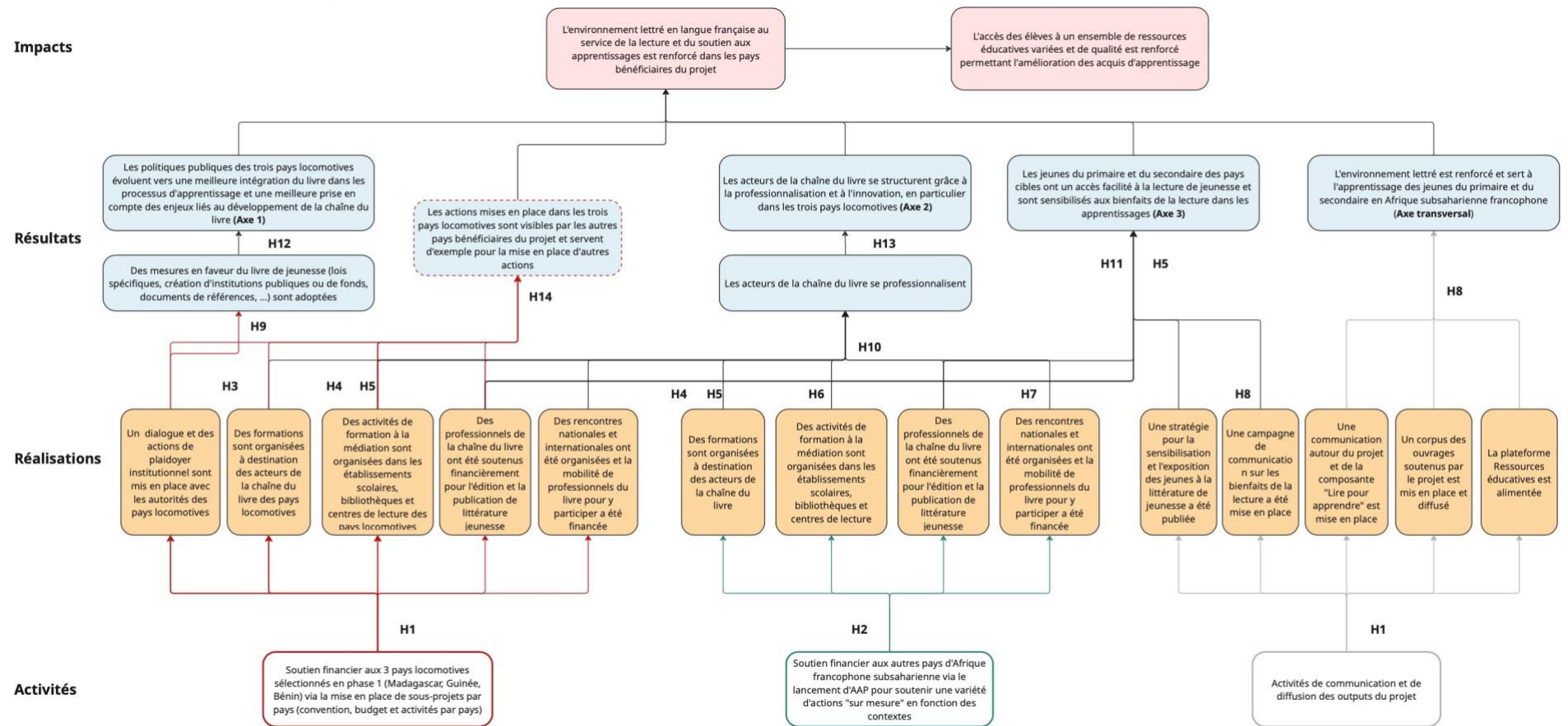
³⁶ A noter : du fait de la dimension réduite de l'évaluation, si des données d'impact exhaustives ne sont pas disponibles dans la documentation, les éléments recueillis au cours des entretiens seront illustratifs mais ne permettront pas de tirer des constats robustes sur l'impact du projet.



Cohérence	<p>Le projet est-il cohérent avec les autres actions menées dans le même secteur ou territoire ? Est-il cohérent avec les actions mises en œuvre dans le cadre des composantes 1 et 2 du projet RE ?</p> <ul style="list-style-type: none">• Des synergies ont-elles été créées avec d'autres projets ou programmes pour renforcer l'impact global ?• Les parties prenantes estiment-elles que le projet s'intègre bien dans l'écosystème existant ?	<ul style="list-style-type: none">• Existence de mécanismes de coordination avec les actions des composantes 1 et 2• Exemples de projets partenaires avec lesquels des actions conjointes ont été menées• Existence/absence d'articulations entre les actions du projet et celles d'autres programmes d'acteurs de la coopération	<ul style="list-style-type: none">• Analyse documentaire : rapport de présentation du projet, rapports d'activité, de bilan et stratégies nationales et locales• Entretiens avec les acteurs de la mise en œuvre du projet (IF Paris, IF siège, consultants, ...)• Entretiens avec d'autres acteurs de la coopération internationale
-----------	---	---	--



Annexe D Diagramme logique d'intervention de la composante 3 du projet RE





Description des hypothèses :

<p>H1. Les ressources (financières, RH, temps) sont suffisantes pour produire des outils et données de qualité.</p> <p>H2. Des acteurs crédibles répondent aux appels, sont sélectionnés et disposent des capacités nécessaires pour mettre en œuvre leurs projets.</p> <p>H3. Les ressources (financières, RH, temps) sont suffisantes pour l'organisation d'évènements internationaux / régionaux.</p> <p>H4. Les ressources (financières, RH, temps) sont suffisantes pour permettre la mise en œuvre d'activités de communication autour du projet RE</p> <p>H5. Les ressources financières sont suffisantes pour couvrir la portée de la campagne de communication et une agence de communication maîtrisant les thématiques éducatives est sélectionnée.</p> <p>H6. Les décideurs et acteurs clés participent activement aux dialogues et s'approprient les recommandations issues des échanges.</p> <p>H7. Les formateurs mobilisés sont compétents et disponibles.</p> <p>H8. Les modules de formation sont adaptés aux contextes locaux des différents pays d'Afrique subsaharienne.</p> <p>H9. Des candidats à la médiation sont disponibles et trouvent un espace pour pratiquer.</p> <p>H10. Les professionnels ciblés participent aux événements organisés et en tirent des collaborations.</p>	<p>H11. Les campagnes de communication atteignent effectivement les jeunes et leurs familles et influencent positivement les pratiques de lecture.</p> <p>H12. Les outils de communications sur le projet mis en place sont pertinents et atteignent le public ciblé.</p> <p>H13. Les documents de référence produits et les cadres de dialogue mis en place sont adoptés et utilisés par les décideurs.</p> <p>H14. Les bénéficiaires s'engagent activement et intègrent les compétences acquises dans leurs pratiques professionnelles.</p> <p>H15. Les compétences acquises sont intégrées dans les pratiques pédagogiques quotidiennes et reconnues par les institutions éducatives et culturelles.</p> <p>H16. Les outils de sensibilisation sont adaptés aux réalités culturelles, économiques et linguistiques locales.</p> <p>H17. Les engagements politiques pris se traduisent en budgets stables et en mécanismes institutionnels de long terme (lois, fonds, programmes).</p> <p>H18. Les acteurs du livre parviennent à maintenir leur activité économiquement viable et à répondre à la demande croissante en ressources éducatives de qualité.</p> <p>H19. Les pays locomotives capitalisent et documentent les bonnes pratiques qui sont ensuite diffusées aux autres pays.</p>
--	--

Annexe E État d'avancement du projet

La phase 2 de la composante 3 du programme RE a été déployée à partir de 2023. Selon le rapport d'exécution intermédiaire multi pays de l'année 2023, le lancement de la phase 2 du projet a connu un décalage de six mois, mais les actions ont ensuite été rapidement déployées sur le terrain. Concernant l'année 2024, le rapport d'exécution indique que les activités prévues dans le cadre du projet RE³⁷ ont été réalisées conformément au planning établi. 37% du budget a été décaissé en 2024, ce qui porte l'utilisation du budget à 72%³⁸ à la fin de l'année 2024.

La partie suivante décrit l'état d'avancement des différents types d'activités du projet : 1) le soutien aux pays locomotives ; 2) le soutien aux autres pays via AAP ; 3) les activités de communication et sensibilisation.

E.1 Un soutien financier aux 3 pays locomotives

À l'issue de la phase 1 du projet, le Bénin, Madagascar et la Guinée ont été retenus comme pays locomotives du projet. Durant cette première phase, des Comités de pilotage et de suivi (CPS) ont été constitués, rassemblant à la fois les autorités nationales et des professionnels de la chaîne du livre. Ces instances, appuyées par les IF, ont élaboré un plan d'action national de la phase 2, définissant les objectifs du projet RE à l'échelle de chaque pays ainsi que les activités prévues pour la première année de mise en œuvre.

Sur cette base, une convention a été signée entre l'Institut français et les Instituts français locaux afin d'encadrer la réalisation de ces plans. Les premières activités ont alors été déployées, en réponse aux trois grands objectifs de la composante 3 : le renforcement des politiques publiques en faveur du livre, le renforcement des acteurs de la chaîne du livre, et le développement d'actions de sensibilisation et de médiation autour de la littérature jeunesse.

E.1.1 Bénin

E.1.1.1 Présentation globale du projet au Bénin

Au Bénin, la convention de financement entre l'IF Paris et l'IF Bénin a été signée le 5 janvier 2023, pour un montant de 600 000 €, sur un budget global de 663 000 €³⁹. Le projet a officiellement démarré le 2 mai 2023⁴⁰ avec l'organisation du premier CPS, qui a validé le chronogramme 2023.

Ce démarrage a connu un retard par rapport au calendrier initial (les activités devaient commencer en septembre 2022⁴¹) en raison du délai de signature des conventions (janvier 2023 pour l'IF Bénin et mars pour l'IF).

³⁷ Dans cette partie, l'appellation « projet RE » est utilisée par souci d'allègement pour désigner la phase 2 de la composante 3 du projet RE

³⁸ La fin du projet étant prévue pour décembre 2025, nous ne disposons pas encore de l'ensemble des données budgétaires relatives au programme RE

³⁹ [Institut Français, Convention d'aide à projet entre l'IF Paris et l'IF Bénin, 5 janvier 2023](#)

⁴⁰ [Institut Français, Rapport narratif projet Ressources Éducatives mai-août 2023](#)

⁴¹ [Institut Français, Rapport narratif projet Ressources Éducatives mai-août 2023](#)

Les objectifs poursuivis par le Bénin s'inscrivent dans la continuité de la phase 1⁴². L'encadré suivant reprend certaines des activités clés mises en place au cours de la phase 1 et les enseignements qui en ont découlé.

Encadré 1 Éléments de bilan de la phase 1 du projet RE au Bénin

Au Bénin, la phase 1 du projet a permis de déployer un large éventail d'activités, parmi lesquelles :

- La mise en place du CPS ainsi que l'organisation d'un atelier de planification opérationnelle réunissant les acteurs publics et privés. Le plan stratégique élaboré à l'issue de cet atelier a servi de base au plan d'actions de la phase 2. En effet, dès son lancement, **le projet RE au Bénin a été conçu dans une logique de co-construction et de forte participation des parties prenantes.**
- La réalisation d'une étude diagnostique, suivie de l'élaboration d'un modèle économique pour la chaîne du livre au Bénin. **L'un des enseignements de cette phase a été la nécessité, pour la phase 2, de mettre en place des actions pilotes afin de tester le modèle économique proposé.**
- Plusieurs activités de soutien au secteur de la Bande dessinée (BD) : mise en œuvre d'une formation de scénarisation de bandes dessinées au profit de 10 jeunes auteurs et illustrateurs, par le bédéiste français Christina Cailleux ; création de la collection de BD 9ième Rêve Bénin, avec 10 auteurs et illustrateurs, en collaboration avec les éditions Ruisseaux d'Afrique, qui ont pu ainsi bénéficier d'un fonds d'appui à l'édition ; organisation des Rencontres internationales de la BD, réunissant des professionnels invités de France, de Suisse, de Belgique, du Cameroun et de Côte d'Ivoire. **Pour la phase 2, un appui financier et technique était envisagé afin de soutenir la pérennisation du festival.**

Source : Plan d'actions national pour la Phase 2 au Bénin, Mars 2023

L'objectif global du projet RE au Bénin, tel que défini dans son plan d'actions national, est de renforcer les capacités des acteurs de la chaîne du livre en accompagnant la structuration de la filière au niveau local et mettre en place des actions de sensibilisation et de médiation permettant de faire évoluer la perception et l'usage du livre.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants:

- Stimuler le développement de politiques publiques en faveur du livre et de la lecture grâce à des actions de plaidoyer ;
- Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne du livre, en accompagnant la structuration de la filière au niveau local ;
- Développer des actions de sensibilisation et de médiation pour faire évoluer la perception et l'usage du livre, en particulier dans le domaine de la littérature jeunesse.

Dès la phase 1 du projet, le **Bénin a choisi de consacrer une part importante de ses activités au développement de la bande dessinée**, avec l'ambition affichée de faire du pays un véritable « hub de la BD en Afrique francophone ». Ce choix s'inscrit dans un contexte régional marqué par un essor significatif de la bande dessinée depuis une dizaine d'années, grâce à la baisse des coûts d'impression, une meilleure maîtrise de la diffusion et l'émergence de micro-éditeurs. Parallèlement, les auteurs africains bénéficient d'une visibilité accrue en Europe, favorisant un rayonnement transnational de leurs œuvres⁴³.

Au Bénin, bien que la production nationale de BD soit plus restreinte que dans d'autres pays comme l'Algérie, la RDC ou la Côte d'Ivoire, la scène locale est reconnue pour son dynamisme et son esprit entrepreneurial⁴⁴. Faute de structures éditoriales robustes, le milieu associatif a

⁴² Plan d'actions national pour la Phase 2 au Bénin, Mars 2023

⁴³ [Institut Français, Rapport narratif projet RE août 2023-août 2024](#)

⁴⁴ [Takamtikou, BD d'Afrique, la nouvelle génération: l'exemple de Bénin-BD, 17 novembre 2022](#)



longtemps joué un rôle clé, notamment à travers l'association Bénin-Dessin, qui a permis à des illustrateurs de collaborer sur des albums jeunesse, de publier des mini-BD et d'organiser des événements dédiés au neuvième art.

E.1.1.2 Mise en œuvre du projet RE au Bénin

La figure suivante présente les principales réalisations du projet Ressources Éducatives au Bénin à date d'avril 2025⁴⁵.

⁴⁵ [Institut Français, Fiche pays - Bénin, Avril 2025](#)



Principales activités du projet Ressources Éducatives au Bénin

Renforcement des politiques publiques en faveur du livre



- Animation d'un cadre de concertation entre les Ministères de l'éducation et de la culture pour encourager le développement de stratégies nationales visant à renforcer la place et le rôle du livre jeunesse
- Organisation d'ateliers, panels, débats avec les acteurs publics et privés du livre pour le partage et l'harmonisation des pratiques
- Sensibilisation des acteurs institutionnels aux enjeux de la littérature jeunesse via le financement de leur participation à des événements internationaux
- Réalisation d'une enquête diagnostic sur l'économie de la filière du livre et son modèle économique, présentation à 30 acteurs du livre Béninois, mise en place d'une feuille de route et organisation d'un atelier d'évaluation des réalisations
- Organisation d'un atelier de plaidoyer pour la mise à jour des curricula en partenariat avec le Ministère des enseignements secondaires et de la formation professionnelle
- ...

Renforcement des acteurs de la chaîne du livre



- Formation de 40 libraires et éditeurs, dont 18 femmes; Formation de 450 inspecteurs et conseillers pédagogiques sur les enjeux de la littérature jeunesse; Formation de 20 enseignants et bibliothécaires à la mise en œuvre d'activités de médiation autour du livre jeunesse
- Accompagnement long terme de 21 jeunes auteurs à la création de 2 collections BD
- Renforcement des capacités de 40 cadres de l'enseignement sur les nouveaux usages de la BD en classe
- Financement de la participation d'acteurs privés de la chaîne du livre à des événements internationaux
- ...

Développement d'actions de sensibilisation et de médiation autour du livre jeunesse



- Organisation des rencontres annuelles internationales de la BD
- Animation d'un espace littérature jeunesse au Salon national du livre de Cotonou
- Partenariat avec l'association des bibliothécaires du Bénin
- Animations autour du livre jeunesse dans 60 centres de lecture et 12 CLAC du pays
- Production et diffusion d'une vidéo de promotion de la collection de BD 9ème rêve
- Production d'une série de 12 podcasts jeune public
- Production d'une série de 11 capsules vidéo sur les auteurs de la collection Aventures Cotonnoises
- Élaboration et publication d'un guide de bonnes pratiques afférents à la médiation jeune public en contexte plurilingue
- Production de l'exposition Tchitchavi sur la Collection Aventures Béninoises
- Sensibilisation des inspecteurs et conseillers pédagogiques à la littérature jeunesse (notamment les BD d'Afrique) lors des Universités d'été 2023 et 2024
- Sensibilisation à la littérature jeunesse de 450 enseignants du primaire et 40 cadres du ministère de l'Éducation lors de l'Université d'été 2024, en partenariat avec l'INFRE
- ...

Source : [Institut français, Fiche pays - Bénin, Avril 2025](#)

Selon les rapports narratifs et les entretiens réalisés, la **mise en œuvre du projet s'est globalement bien déroulée**, avec un grand nombre d'activités réalisées et une forte mobilisation des acteurs nationaux.

Néanmoins, elle a été freinée par les nombreuses réformes en cours au sein du ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, qui ont ralenti le dialogue institutionnel et complexifié la coordination avec les autorités⁴⁶. Par ailleurs, l'introduction de la facturation normalisée via MECeF / e-MECeF, rendant obligatoire l'émission de factures électroniques certifiées par l'administration fiscale, a profondément affecté les associations bénéficiaires. Celles-ci n'étaient plus en mesure, en tant qu'associations, d'émettre des factures conformes et ont dû engager un processus de transformation juridique (changement de statut) pour poursuivre leurs activités dans le respect de la réglementation. Cette transition, qui impliquait à la fois une adaptation de leurs pratiques comptables et financières, mais aussi une restructuration de leur activité, a entraîné des retards significatifs dans l'exécution des activités prévues.

Par ailleurs, les documents soulignent que **le dialogue global avec le ministère de la Culture est resté limité**. Le seul échange notable a concerné l'information selon laquelle un projet de politique nationale du livre et de la lecture publique était en cours de validation. Bien que l'Institut français ait proposé un appui technique et financier pour accompagner ce processus, cette offre a été déclinée par le ministère, qui a exprimé sa volonté de conserver le leadership sur l'élaboration de cette politique.

E.1.2 Madagascar

E.1.2.1 Présentation globale du projet à Madagascar

À Madagascar, la Convention de financement entre l'IF Paris et l'IF Madagascar a été signée le 15 décembre 2022⁴⁷. La subvention attribuée était de 600 000 euros pour un budget global du projet de 666 000€. Le projet est mis en œuvre au niveau de 4 régions cibles : Boeny, Amoron'i Mania, Analamanga et SAVA⁴⁸ comme en phase 1.

Encadré 3 Bilan et enseignements de la phase 1 du projet RE à Madagascar

À Madagascar, les actions en phase 1 ont été déployées autour de **3 axes d'intervention : l'éducation, la lecture publique et l'édition. Un accent important a été mis dès le début du projet sur la structuration de l'écosystème et le renforcement des capacités.**

- Chaque axe a bénéficié de formations dédiées à la littérature de jeunesse, adaptées au profil des bénéficiaires (formations à l'utilisation des ouvrages en classe, à l'animation et à la médiation en bibliothèque, au développement et à la structuration de collections jeunesse).
- Les formations des enseignants et bibliothécaires ont été accompagnées par la dotation d'un corpus de livres et par l'introduction d'un environnement lettré bilingue. Elles ont été complétées par des visites de terrain régulières (environ tous les 45 jours) pour assurer le perfectionnement des pratiques et le suivi de leur mise en œuvre.
- **Les éditeurs ont été accompagnés sur l'ensemble de la chaîne de production éditoriale** : de l'élaboration du projet éditorial à la formalisation des contrats avec les auteurs, en passant par le choix des papiers et l'optimisation de la maquette. Les maisons d'édition non formelles ont été

⁴⁶ [Institut Français, Bénin - Rapport narratif 2023](#)

⁴⁷ [Institut Français, Convention d'aide au projet Ressources Éducatives entre l'IF Paris et l'IF Madagascar, décembre 2022](#)

⁴⁸ [Institut Français, Rapport narratif Madagascar 2022-2023](#)

formalisées et l'ensemble des ouvrages soutenus ont désormais un Numéro international normalisé du livre (ISBN), garantissant leur intégration dans les circuits officiels du livre.

- Par ailleurs, un des enseignements de la phase 1 est que **la dimension bilingue franco-malgache intégrée dans les corpus distribués et dans les nouvelles publications jeunesse connaît un succès marqué auprès de tous les bénéficiaires** (enfants, parents, enseignants, bibliothécaires et médiateurs) et constitue un levier fort de valorisation des langues locales et de promotion de la lecture.

Source : Plan d'actions national pour la Phase 2 à Madagascar

Le plan d'action national de la phase 2 repose sur deux axes stratégiques majeurs :

- Améliorer l'accès aux livres pour un plus grand nombre d'enfants (achats massifs d'ouvrages, amélioration de l'offre jeunesse, distribution à coûts accessibles, dispositifs mobiles) ;
- Professionnaliser les acteurs de la chaîne du livre (formations des enseignants, bibliothécaires, éditeurs, renforcement des comités régionaux pour une meilleure autonomie locale).

L'objectif principal du projet Ressources Éducatives à Madagascar est de favoriser l'accès à la lecture pour les élèves du primaire et du secondaire. Comme indiqué dans l'encadré ci-dessus, dès la phase 1, **trois axes d'intervention** avaient été définis : éducation, lecture publique et édition :

- **Un accent particulier est mis sur le renforcement des compétences** des médiateurs du livre jeunesse (enseignants, professeurs de collège, bibliothécaires) afin de positionner le livre comme un véritable compagnon des apprentissages fondamentaux, à l'école comme en dehors. L'accompagnement et la formation de ces professionnels à l'utilisation des livres de jeunesse et à la lecture publique constituent ainsi un levier indispensable du projet.
- Parallèlement, **un effort important est consacré à la professionnalisation et à la structuration de l'édition jeunesse à Madagascar**, afin de renforcer les compétences des acteurs du secteur, d'améliorer la qualité et la diversité des productions locales, et de favoriser l'émergence d'un écosystème éditorial durable et compétitif.
- **La diversification des titres plurilingues** est également un objectif recherché dans le projet. Cela doit permettre l'émergence de livres adaptés aux niveaux de langue et de lecture des jeunes publics, répondant à une offre encore très limitée au regard des besoins identifiés.
- Enfin, l'ensemble des activités de promotion de la littérature jeunesse menées dans les régions pilotes contribuent à **renforcer l'importance du livre auprès des enfants et des jeunes**, tout en sensibilisant les familles, les médiateurs hors projet et l'entourage des enfants, qui jouent un rôle prescripteur déterminant.

E.1.2.2 Mise en œuvre du projet RE à Madagascar

La figure suivante présente les principales réalisations du projet Ressources Éducatives à Madagascar à date d'avril 2025⁴⁹.

⁴⁹ [Institut Français, Fiche pays - Madagascar, Avril 2025](#)

Encadré 4 Bilan des réalisations du projet Ressources Éducatives à Madagascar



Principales activités du projet Ressources Éducatives à Madagascar



Renforcement des politiques publiques en faveur du livre

- Animation d'un comité technique du projet regroupant des responsables des Ministères de l'éducation, de la culture et des associations civiles pour l'enfance
- Élaboration et adoption d'une charte des professionnels du livre



Renforcement des acteurs de la chaîne du livre

- Organisation de 5 ateliers de structuration de la chaîne du livre regroupant plus de 67 auteurs
- Formation de 15 éditeurs (dont 10 femmes) en techniques de mise en page et fabrication de livres, et de 6 éditeurs (dont 3 femmes) en communication digitale
- Accompagnement long terme de 4 libraires jeunesse d'Antananarivo
- Formation de 7 libraires (dont 5 femmes) sur la relation client et les fonds éditoriaux
- Organisation de 2 ateliers d'écriture et d'illustration pour 30 auteurs et illustrateurs (dont 18 femmes)
- Organisation de 5 petits-déjeuners professionnels regroupant les acteurs de la chaîne du livre
- 23 Soutiens à la mobilité internationale de professionnels de l'édition et d'illustrateurs pour les salons du livre en Afrique
- Financement de 41 Titres jeunesse portés par 9 maisons d'édition.
- Promotion de 4 maisons d'édition à travers des tournées, des salons dans 5 régions touchant plus de 2000 jeunes et adultes
- Soutien au salon du livre jeunesse ayant attiré plus de 10.000 visiteurs
- Soutien au festival national Tokontany be, vitrine des industries du livre avec 21 stands et environ 3500 visiteurs
- Participation au festival international de poésie Slam national de Madagascar

Développement d'actions de sensibilisation et de médiation autour du livre jeunesse



- Organisation de rencontres régionales ou ateliers de partages de bonnes pratiques pour un total de 200 bibliothécaires, enseignants et représentants des direction régionales de l'éducation et de la culture dans 4 régions du pays
- Formation de 349 enseignants en animation lecture en classe
- Formation de 85 médiateurs et bibliothécaires en animation de lecture et communication (dont 67 femmes)
- Dotation de + de 30.000 livres jeunesse (dont 50% bilingues, +18.740 dans les écoles publiques cibles, + 11.189 livres jeunesse dans les bibliothèques)
- Dotation de plus de 580 jeux éducatifs au niveau des 4 régions bénéficiaires (320 au niveau des écoles, 240 dans les bibliothèques)
- Mise en place de plus de 150 coins lecture dans les écoles publiques partenaires
- Financement de 8 micro-projets de promotion de la lecture auprès des jeunes (concours/ateliers de lecture et de dessin, animations dans les bibliothèques, conception de jeux éducatifs...) et de sensibilisation des enseignants dans 4 régions du pays bénéficiant à plus de 1000 enfants
- Organisation d'une caravane du livre dans 5 régions bénéficiant à plus de 10.000 enfants
- Financement de 11 dispositifs de bibliothèques mobiles dans 4 régions ayant touché plus de 34.000 enfants

Source : [Institut français, Fiche pays - Madagascar, Avril 2025](#)

Selon les rapports narratifs et les entretiens menés, **la majorité des activités prévues dans le plan de travail ont été réalisées**. La première année a permis d'amorcer une véritable



dynamique dans les quatre régions visées par le projet, grâce notamment à la formation en gestion de projet des membres des comités techniques et régionaux et à la tenue des quatre rencontres régionales. La mise en œuvre du projet a ainsi été marquée par une très bonne coordination entre les acteurs de la chaîne du livre selon les acteurs interrogés à ce stade. La démarche, fondée sur une approche collaborative, a suscité un véritable engouement autour du projet.

La collaboration avec la médiathèque de l'IF Madagascar a également joué un rôle catalyseur, en favorisant l'organisation d'événements innovants autour des métiers du livre tels que des résidences d'auteurs et d'illustrateurs, des journées collaboratives et des rencontres directes entre éditeurs et artistes sous forme de speed-dating.

La mise en œuvre du projet a toutefois été marquée par plusieurs difficultés. Sur le **plan économique**, une inflation particulièrement forte, renforcée par la dévaluation de la monnaie locale, a réduit le pouvoir d'achat des ménages et accentué la perception du livre comme un produit de luxe. Elle a également entraîné des retards de livraison de livres et nécessité la révision des listes de corpus, ce qui a repoussé les dons de livres au début de l'année 2024. Sur le **plan politique**, la période précédant l'élection présidentielle de novembre 2023 a été marquée par de fortes tensions et des blocages à Antananarivo pendant plusieurs semaines, ce qui a retardé la tenue de réunions du comité technique, la signature de conventions et la réalisation de plusieurs mini-projets. La situation s'est progressivement stabilisée après la réélection du président sortant, permettant une reprise normale des activités.

Des **changements internes** ont également affecté le projet. Plusieurs postes clés ont été renouvelés, dont la cheffe de projet, deux chargées de projet régionales et la community manager. Ces transitions ont nécessité un temps d'adaptation, ce qui a ralenti certaines procédures durant les premiers mois.

E.1.3 Guinée (Conakry)

E.1.3.1 Présentation globale du projet en Guinée

En Guinée, la convention de financement entre l'IF Paris et l'IF Guinée a été signée le 2 décembre 2022⁵⁰. La subvention allouée s'élève à 600 000 €, pour un budget global de 666 667 €.

La phase 1 avait donné lieu à de nombreuses activités (présentées dans l'encadré ci-dessous) et a permis de confirmer la pertinence du projet au regard des besoins du secteur de la littérature jeunesse en Guinée. Elle a également démontré que le dialogue et la coopération multi-acteurs constituaient un levier essentiel pour la réussite de l'initiative, tout en posant les jalons de la phase 2, en orientant ses priorités et en consolidant les partenariats nécessaires à sa mise en œuvre.

Encadré 5 Bilan et enseignements de la phase 1 du projet RE en Guinée

En Guinée, la phase 1 du projet a fait l'objet de nombreuses activités:

- Un cycle de renforcement des capacités des acteurs du livre a été engagé par la formation de 18 éditeurs, 20 libraires, 31 auteurs et 8 illustrateurs.

⁵⁰ [Institut Français, Convention de financement IF Paris - IF Guinée](#)

- Des actions de sensibilisation et de médiation permettant de faire évoluer la perception et l'usage du livre ont été implémentées.
- A la suite de la tenue d'états des lieux sur l'ensemble du territoire guinéen, les réseaux de lecture publique et scolaire ont bénéficié d'appui pour acquérir des livres jeunesse ainsi que des dispositifs et ressources numériques. 36 bibliothécaires ont été formées. 15 médiateurs /animateurs culturels ont également été formés.
- Organisation d'ateliers de plaidoyer, d'un séminaire sur les droits d'auteur et d'un plaidoyer auprès des élus locaux
- ...

Source : Plan d'actions national pour la Phase 2 en Guinée

Le plan d'action national de la phase 2 en Guinée repose sur trois niveaux d'intervention complémentaires, cohérents avec les composantes globales du projet.

- Le premier vise à **stimuler le développement de politiques publiques en faveur du livre et de la lecture**, notamment à travers des actions de plaidoyer destinées à encourager la ratification par la Guinée des traités internationaux de Florence et de Nairobi, ainsi qu'à soutenir la formulation et l'adoption d'un cadre législatif structurant pour le secteur, incluant une Politique nationale du livre et de la lecture.
- Le deuxième niveau d'intervention consiste à **renforcer les capacités des acteurs de la chaîne du livre**, en appuyant la structuration de la filière, en soutenant et dynamisant la production locale de livres jeunesse et en développant de nouveaux circuits de distribution et de vente afin de rendre ces ouvrages plus accessibles.
- Enfin, le troisième niveau vise à **sensibiliser et médiatiser l'usage du livre, en renforçant le réseau de lecture publique** (bibliothèques publiques, scolaires et communautaires), en promouvant l'utilisation du livre de jeunesse comme outil d'apprentissage en milieu scolaire et en rapprochant concrètement le livre des enfants pour leur transmettre le goût et le plaisir de la lecture.

De manière transversale, **un accent particulier a été mis sur le développement des bibliothèques, avec la formation des bibliothécaires et la mise en place de bibliothèques numériques**, afin de moderniser et dynamiser l'accès à la lecture sur l'ensemble du territoire.

E.1.3.2 Mise en œuvre du projet RE en Guinée

La figure suivante présente les principales réalisations du projet Ressources Éducatives en Guinée à date d'avril 2025⁵¹.

⁵¹ [Institut Français, Fiche pays - Guinée, Avril 2025](#)

Encadré 6 Bilan des réalisations du projet Ressources Éducatives en Guinée



Principales activités du projet Ressources Éducatives en Guinée (Conakry)

Renforcement des politiques publiques en faveur du livre



- Animation de COPIL mensuels réunissant les ministères de l'Éducation et de la Culture ainsi que les principaux acteurs publics, privés et associatifs pour encourager le développement de stratégies nationales visant à renforcer la place et le rôle du livre jeunesse et favoriser la collaboration entre les parties
- Sensibilisation des acteurs institutionnels aux enjeux de la littérature jeunesse via le financement de leur participation à des événements internationaux
- Appui à l'élaboration du plan d'action annuel pour le développement des bibliothèques scolaires et du réseau national de lecture publique pour la jeunesse
- Plaidoyer auprès du ministère de l'Éducation pour la formation des enseignants à l'utilisation du livre jeunesse, la formation et l'équipement des bibliothèques scolaires et leur financement via les fonds du FCE/PRODEG dans le cadre de la réforme des curricula

Renforcement des acteurs de la chaîne du livre



- Formation en dessin, en écriture de scénario et création collective de 38 bédéistes dont 8 femmes
- Soutien à la production et à l'édition de 4 documentaires jeunesse sur la culture guinéenne, de 1 livre en braille, d'un recueil de contes traditionnels et de 2 BD et d'un livre éducatif.
- Appui à la production de 15 contes audios
- Atelier de formation auprès de 20 éditeurs, auteurs, libraires, entrepreneurs sur la communication digitale
- Formation de 20 illustrateurs à l'illustration digitale

Développement d'actions de sensibilisation et de médiation autour du livre jeunesse



- Formation de 114 enseignants (issus de 4 régions administratives) sur l'utilisation des livres jeunesse en situation de classe
- Formation de 70 agents des bibliothèques publiques et scolaires, dont 40 femmes, sur la recherche de ressources documentaires et la maintenance des bibliothèques numériques
- Production d'une vidéo de promotion sur le numérique au service de la littérature jeunesse
- Élaboration et diffusion d'un carnet d'activités en lien avec l'exposition Renouveau de la BD jeunesse
- Équipement de 15 bibliothèques de lecture publique avec le dispositif Afrikalan
- Production de l'application Afrikaventure qui propose une expérience de lecture immersive sur la culture guinéenne
- Élaboration de 30 fiches pédagogiques d'utilisation du livre jeunesse en classe, en partenariat avec l'INRAP
- Mise en place de bibliomalls qui circulent dans 38 écoles (4 régions), élaboration d'un manuel d'exploitation des ouvrages jeunesse et formation de 284 enseignants, dont 180 femmes
- Organisation de journées d'animation et porte ouverte dans 10 bibliothèques publiques (4 régions)
- Financement de 30 projets d'animation et de sensibilisation autour du livre (lecture, théâtre, slam, poésies, coins lecture, émissions radio et TV...) dans les 4 régions du pays portés par des acteurs de la société civile, dont 7 femmes, et bénéficiant à plus de 20 000 enfants et jeunes, dont le financement du développement d'une application de quizz sur la littérature jeunesse

Source : [Institut français, Fiche pays - Guinée, Avril 2025](#)

Selon les rapports narratifs, à la fin 2024, l'avancement du projet RE en Guinée présente un bilan contrasté mais globalement positif. De nombreuses activités de sensibilisation et de



médiation relevant de l'axe 3 ont été déployées, à la fois dans les écoles et à travers la société civile ou lors d'évènements culturels.

À l'inverse, les activités relevant de l'axe 1, consacré aux politiques publiques, n'ont pas encore donné lieu à des résultats concrets, au-delà des réunions institutionnelles qui ont permis de maintenir un dialogue multi-acteurs actif.

Concernant l'axe 2 relatif au renforcement des compétences, des avancées significatives sont à noter. Les tutelles ministérielles ont porté plusieurs actions de formation à destination des médiateurs de bibliothèques publiques et scolaires, complétées par des ateliers organisés dans le cadre d'évènements culturels.

Sur le plan transversal, le dialogue multi-acteurs s'est avéré complexe. Il reste l'une des forces du projet et garantit une implication forte des partenaires (le comité de suivi s'est réuni chaque mois pour valider les activités et des groupes de travail thématiques ont été créés pour réfléchir à des projets structurants dans chaque domaine). Cependant, des divergences de priorités ont freiné l'émergence de propositions communes et conduit l'IF Guinée à prendre en charge la formulation de plusieurs décisions pour éviter l'enlisement.

Enfin, la mise en œuvre du projet s'est déroulée dans un contexte politique et social particulier, marqué par la transition qui a suivi le coup d'État de septembre 2021. Si la première année s'est globalement déroulée dans un climat pacifique, l'année 2023 a été marquée par des tensions plus importantes : évasions de la prison centrale, explosion d'un dépôt d'hydrocarbures en centre-ville provoquant de nombreuses pertes humaines et une crise énergétique, ainsi qu'une vague de limogeages ministériels et militaires et une censure accrue des médias. Ces événements ont aggravé la pauvreté, suscité des grèves et protestations syndicales et accru la fragilité du contexte.

E.2 Un soutien financier aux autres pays du projet via le lancement d'Appels à Projets

L'appel à projets Lire pour apprendre a été créé au début de la phase 2 dans le but de soutenir les acteurs de la chaîne du livre de jeunesse publics et privés des 12 pays « non locomotives » du projet (Burkina Faso, Burundi, Comores, Congo Brazzaville, Djibouti, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo). Depuis son lancement, trois Appels à Projets (2023, 2024, 2025) ont été lancés par l'Institut français de Paris. Depuis 2024, le Burkina Faso et le Niger ne bénéficient plus des appels à projets⁵². Une liste de l'ensemble des projets est présentée en Annexe G.

Le montant de l'appel à projet Lire pour apprendre pour l'ensemble de la phase 2 est de 712 000€, répartis sur les trois appels à projets annuels. Le budget alloué à chaque projet varie entre 5 000€ et 23 000€ par année, sans dépasser 50% du budget du projet⁵³.

Sur le cycle des trois ans, on observe d'un point de vue géographique une augmentation significative de la part du budget des appels à projets allouée à des projets togolais (6% en 2023, 17% en 2024 et 26% en 2025). A contrario, la part du budget allouée à des projets congolais est en baisse (26% en 2023, 18% en 2024 et 14% en 2025). Finalement, le Sénégal est le pays le plus soutenu sur l'ensemble de la période.

⁵² Décision des autorités françaises communiquée à l'Institut Français via le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

⁵³ Les nombres relatifs au budget global du projet varient entre le compte rendu de la commission des AAP 2023, 2024 et 2025. Les nombres renseignés ici sont extraits du PV de la commission AAP 2025.



Par ailleurs, on remarque également une diminution dans le nombre de pays représentés pour chaque AAP. Celui-ci est passé de 10 en 2023, à 7 en 2024 pour atteindre son minimum 6 en 2025.

E.2.1 Appel à projets 2023

32 dossiers ont été étudiés par la commission chargée de l'AAP 2023 sur la base des cinq critères suivants :

- Qualité du projet
- Implication des partenaires
- Rayonnement régional et national
- Dimension structurelle du projet
- Intégration égalit H/F et écoresponsabilité dans le projet

Suite à la commission, **19 projets** ont été retenus (59% des projets déposés) pour un **budget total de 235 000€**. Ils portaient sur des thématiques liées à l'appui à la professionnalisation et à l'innovation, à la promotion et diffusion du livre jeunesse ainsi qu'à la formation d'enseignants et de bibliothécaires. Une répartition des projets selon leur thématique est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 Répartition du montant par composante

Appui à la professionnalisation et à l'innovation	Montant total de 108 000€	32% des projets financés
Promotion et diffusion du livre jeunesse	Montant total de 104 000€	58% des projets financés
Formation d'enseignants et de bibliothécaires	Montant total de 23 000€	10% des projets financés

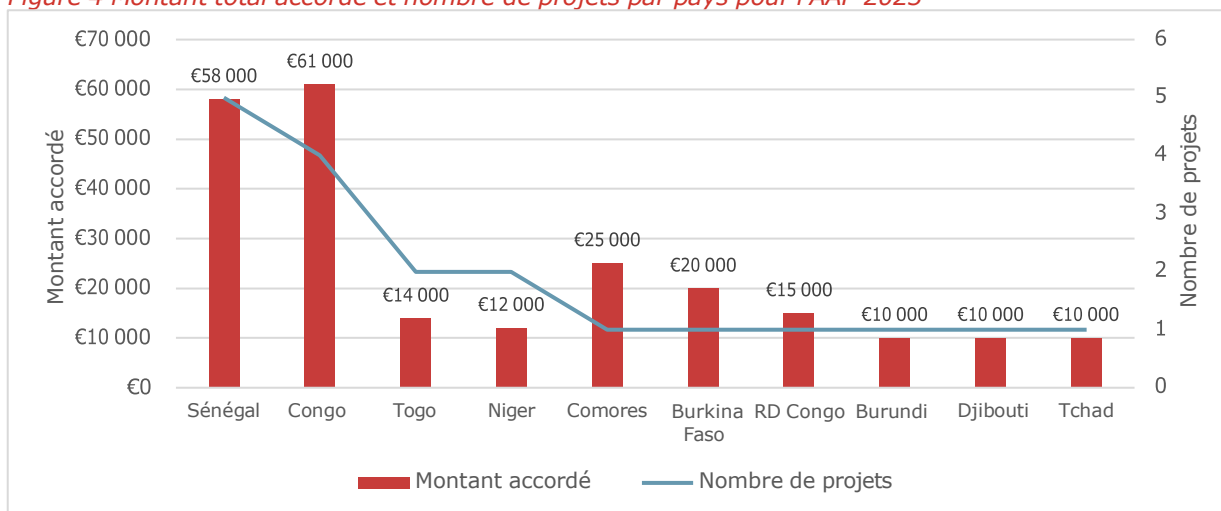
Les porteurs de projet soutenus au travers de l'AAP 2023 étaient majoritairement des associations locales (44%) mais également des organismes tels que des Instituts français, Alliances Françaises, ou Service de Coopération et d'Action Culturelle (22%), des institutions locales (17%) et des entreprises (17%).⁵⁴

Des porteurs de projet venant de 10 des 12 pays ciblés par le programme (hors pays locomotives) ont été retenus lors de cet AAP, la Mauritanie et la République Centrafricaine n'étant ici pas représentés. **Le Sénégal et le Congo sont les deux pays ayant le plus bénéficié du Fonds Lire Pour Apprendre sur l'année 2023**. Le Sénégal a bénéficié d'un montant total de 58 000€ (soit 25% des financements accordés) via le soutien à 5 projets, et le Congo de 61 000€ (soit 26% des financements accordés) pour le soutien à 4 projets. Ils représentent à deux plus de la moitié de l'enveloppe allouée au Fonds LPA pour l'année 2023. Cela peut s'expliquer en partie par l'implication du Sénégal dans la phase 1 du programme et par l'atelier de plaidoyer animé au Congo en décembre 2022 qui a renforcé la sensibilisation des acteurs du livre congolais⁵⁵.

⁵⁴ CR_Commission_AAP_LPA_RE_2023

⁵⁵ CR_Commission_AAP_LPA_RE_2023

Figure 4 Montant total accordé et nombre de projets par pays pour l'AAP 2023



Source : rapport d'exécution 2023

E.2.3 Appel à projets 2024

Lors de l'AAP 2024, 31 dossiers ont été étudiés en utilisant les mêmes critères que ceux de l'AAP 2023. **17 projets** ont été retenus pour un **budget total de 227 000€**. Ils portaient sur des thématiques de professionnalisation des acteurs de la chaîne du livre (édition, publication et diffusion de littérature et de presse jeunesse ; entrepreneuriat et innovation dans le secteur du livre) et de promotion de la lecture (auprès des jeunes et de leurs parents ; formation des médiateurs, enseignants et bibliothécaires). Une répartition des projets selon leur thématique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 Répartition du montant par composante

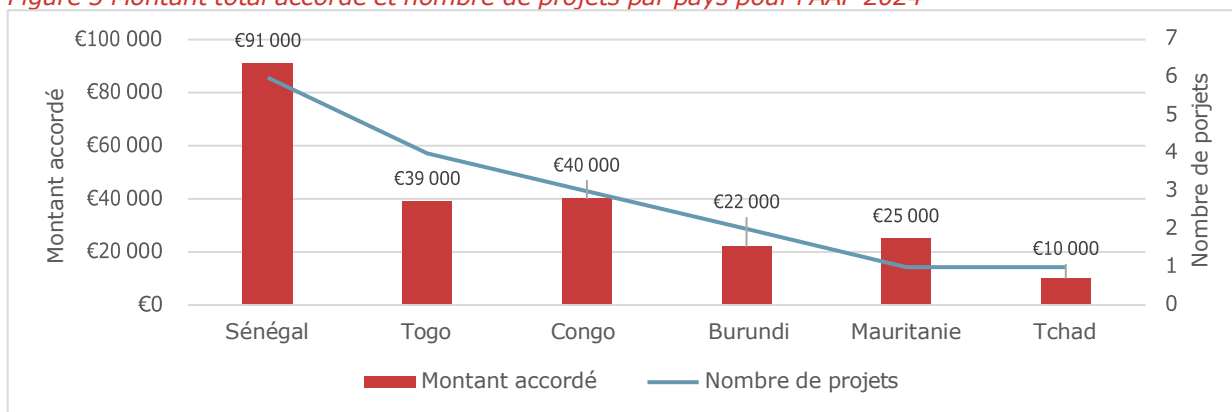
Professionnalisation des acteurs de la chaîne du livre	Montant total de 77 000€	34% des projets financés
Promotion de la lecture	Montant total de 150 000€	66% des projets financés

Lors de ce second appel à projet, seulement 7 pays sur les 10 ciblés⁵⁶ sont représentés parmi les candidats et 6 d'entre eux ont représentés parmi les porteurs de projet retenus⁵⁷. Le **Sénégal** reste le pays le plus soutenu, avec une enveloppe de **91 000€** (40% des financements accordés) répartie dans **6 projets**. Les montants perçus dans les autres pays sont plus homogènes, et oscillent entre 10 000 et 40 000€.

⁵⁶ Le Burkina Faso et le Niger ne font plus partie des pays ciblés par les AAP du programme RE depuis 2024.

⁵⁷ Le projet aux Comores, qui avait initialement été retenu lors de la commission, a finalement été annulé.

Figure 5 Montant total accordé et nombre de projets par pays pour l'AAP 2024



Source : rapport d'exécution 2024

Plus de la moitié des porteurs de projet soutenus au travers de l'AAP 2024 étaient des associations (56%). Viennent ensuite les entreprises (28%), puis les IF / AF / SCAC (11%) et finalement les institutions locales (5%). Cette distribution en termes de types d'acteurs se distingue de celle observée pour l'AAP précédent, avec une augmentation de la part de projets soutenus par des associations et des entreprises ; en parallèle d'une diminution de la part de projets soutenus par les IF / AF / SCAC et les institutions locales. Cette diminution s'inscrit en cohérence avec l'objectif du programme de renforcer les acteurs de la chaîne du livre.

E.2.4. Appel à projets 2025

Lors de l'AAP 2025, 29 dossiers ont été étudiés. **18 projets** ont été retenus pour un **budget total de 203 900€**. Ils portent sur des thématiques en lien avec la professionnalisation des acteurs de la chaîne du livre, avec le soutien à l'édition, publication et diffusion, et avec la promotion de la lecture. Une répartition des projets selon leur thématique est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 Répartition du montant par composante

Professionnalisation des acteurs de la chaîne du livre	Montant total de 10 000€	5% des projets financés
Soutien à l'édition, à la publication et à la diffusion	Montant total de 74 900€	39% des projets financés
Promotion de la lecture	Montant total de 119 000€	56% des projets financés

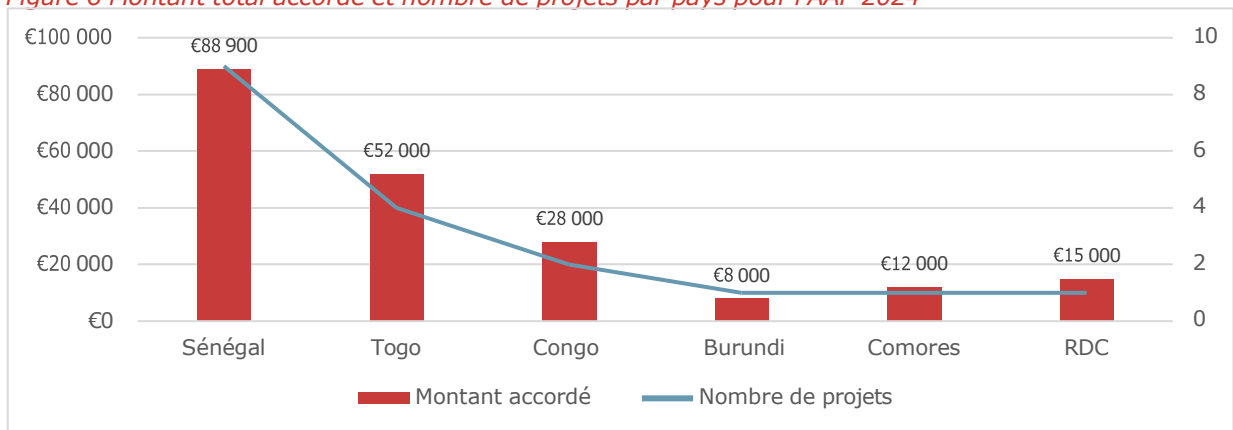
Pour l'appel à projets 2025, 8 pays⁵⁸ sur les 10 ciblés sont représentés parmi les candidats et 6 d'entre eux⁵⁹ sont représentés parmi les porteurs de projets retenus. Le Sénégal, le Togo et le Congo sont les pays les plus soutenus, avec des montants totaux respectifs de 88 900€, 52 000€ et 28 000€.

A ce stade nous n'avons pas d'informations supplémentaires sur l'appel à projets 2025.

⁵⁸ Absence du Tchad et de la RCA.

⁵⁹ Les projets à Djibouti et en Mauritanie n'ont pas été retenus.

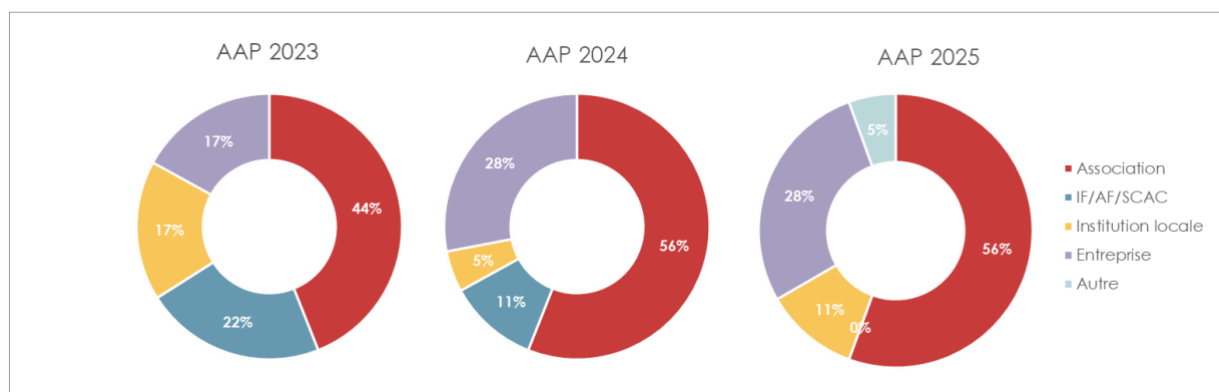
Figure 6 Montant total accordé et nombre de projets par pays pour l'AAP 2024



Source : PV Commission AAP RE 2025

La typologie des porteurs de projets soutenus pour l'AAP 2025 est semblable à celle observée pour l'AAP 2024, appuyant la dynamique d'augmentation de la part d'associations et d'entreprises dans un objectif de renforcement des acteurs de la chaîne du livre. La figure suivante illustre cette évolution entre les AAP 2023, 2024 et 2025.

Figure 7 Évolution du type de porteurs de projets soutenus entre les AAP 2023, 2024 et 2025



D.2.5 Résultats des AAP dans les pays ciblés⁶⁰

Les projets retenus dans le cadre des appels à projets du fonds Lire pour apprendre ont donné lieu à la mise en œuvre d'actions concrètes répondant aux objectifs de la composante 3, à la fois en matière de renforcement de la chaîne du livre et de sensibilisation des jeunes à la littérature jeunesse.

La section suivante présente les principaux résultats des projets issus des AAP pour les années 2023 et 2024, et les met en regard des activités et objectifs définis dans la convention de financement entre l'AFD et l'IF⁶¹, identifiés comme étant spécifiquement visés par ces AAP.

⁶⁰ Nous présentons ici des résultats basés sur les données dont nous disposons à ce stade. Plusieurs bénéficiaires de l'AAP 2025 n'ont pas répondu à l'enquête, ce qui rend les résultats incomplets.

⁶¹ [Convention de financement, AFD et IF, projet Ressources Éducatives](#)

D.2.5.1. Axe 2 : Renforcement de la chaîne du livre

Les projets sélectionnés lors des AAP ont déployé diverses actions contribuant au renforcement de la chaîne du livre dans les pays bénéficiaires, à travers la mise en œuvre de plusieurs types d'activités :

- **Appui à la professionnalisation des acteurs de la chaîne du livre** : les AAP 2023 ont permis la formation de **280 professionnels du livre**, dont 41% de femmes. Ces formations, à destination des éditeurs, libraires, distributeurs, imprimeurs, auteurs et illustrateurs avaient pour objectif de renforcer les compétences et les capacités des acteurs de la chaîne du livre. Le tableau suivant présente le nombre de professionnels formés par pays bénéficiaires des AAP.

Tableau 6 Nombre de professionnels du livre formés par pays

Pays	Burkina Faso	Congo	RDC	Sénégal	Tchad	Togo
Nombre de professionnels formés	37	68	5	111	15	64

- **Aide à la publication papier et numérique** : l'accompagnement des éditeurs et libraires dans le cadre des appels à projets a débouché sur la production de plus de **19 000 ouvrages** de différents types (bande dessinée, livre de jeux, catalogues, guides d'animations ...)

Exemple : au Tchad en 2023, l'IF a soutenu le financement d'un projet de Création d'un catalogue de contes traditionnels au format audio en langues locales et texte en français et arabe porté par l'association Imp'Acte pour un montant total de 10 000€.

- **Incubation d'entreprises du secteur du livre** : le projet Ressources Éducatives s'est également tourné vers le soutien aux nouveaux acteurs du secteur du livre, afin de renforcer sa structuration. Des incubateurs d'entreprises spécialisés dans le domaine de la littérature ont ainsi été soutenus financièrement dans le cadre des AAP.

Exemple : dans le cadre de l'AAP 2024, l'IF a soutenu à hauteur de 15 000€ le projet de la structure Fabrique Dikoukou, incubateur d'industries culturelles et créatives à Pointe Noire (Congo). Ce projet a pour objectif d'accompagner la création d'une chaîne du livre structurée par la création de masteclass professionnalisantes et la mise en place de résidences de créations ou de recherche artistique en direction des écrivains, illustrateurs ou bédéistes.

E.1.3.3 Axe 3 : Sensibilisation et exposition des jeunes à la littérature jeunesse

Les projets sélectionnés lors des AAP ont déployé des actions qui ont contribué à sensibiliser et exposer les jeunes à la littérature jeunesse à travers la mise en œuvre de plusieurs types d'activités :

- **Activités de promotion de la lecture** : la promotion de la littérature jeunesse et des bienfaits d'un environnement lettré en Afrique francophone est une des composantes essentielles des appels à projets du programme Ressources Éducatives. Elle s'est illustrée par l'organisation de **20 événements** sur les années 2023 et 2024 qui **ont touché plus de 35 000 enfants**, dont 51% de filles. Ces événements ont pris la forme de salons (Salon du Livre Jeunesse de Lomé, Salon du livre jeunesse de Dakar), de festivals (Festival de théâtre

interscolaire - FESTHI, Festival international de littérature de Dakar – FILID) de caravanes du livre ou de concours divers.

Exemple : le Fonds Lire pour apprendre a accordé en 2023 un montant de 25 000€ à l'association Toimaya Ya Maoudou pour un projet de mise en place d'un bibliobus de livres jeunesse dans le but de démocratiser la lecture aux Comores.

- **Appui à la formation des médiateurs** : de nombreuses séances de formation à la médiation à destination de bibliothécaires, d'enseignants et d'animateurs ont été mises en place. Elles ont abouti à la **formation de plus de 2000 médiateurs** (enseignants et bibliothécaires), dont 42% de femmes. En parallèle, **497 activités de médiation** ont été organisées dans les écoles et dans les bibliothèques.

Exemple : dans le cadre de l'AAP 2023, l'IF a participé au financement d'un projet de formation à la médiation autour du livre jeunesse dans les écoles sénégalaises (création d'un guide enseignant, formation des enseignants et animation dans les écoles) porté par l'École des Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes (EBAD) pour un montant total de 15 000€.

Les principaux résultats de l'appel à projets du Fonds Lire pour apprendre sont résumés dans la figure suivante.

Figure 8 Infographie présentant les principales données chiffrées relatives aux AAP



Source : consolidation des données de l'enquête électronique à destination des bénéficiaires

E.3. Des activités de communication, sensibilisation à la littérature jeunesse et de diffusion des outputs du projet

En parallèle des actions mises en œuvre dans les pays ciblés par le programme, l'Institut français a également développé des **activités de communication et de diffusion des résultats du projet ainsi que des activités (au niveau programme) de sensibilisation à la littérature jeunesse**. Celles-ci ont pour objectif de valoriser les ressources ou dispositifs existants, de créer et d'animer un réseau d'acteurs institutionnels et professionnels du secteur du livre jeunesse, et de favoriser l'appropriation par les acteurs des ressources créées dans le cadre du projet.

E.3.1 Communication autour du projet et de la composante Lire pour apprendre

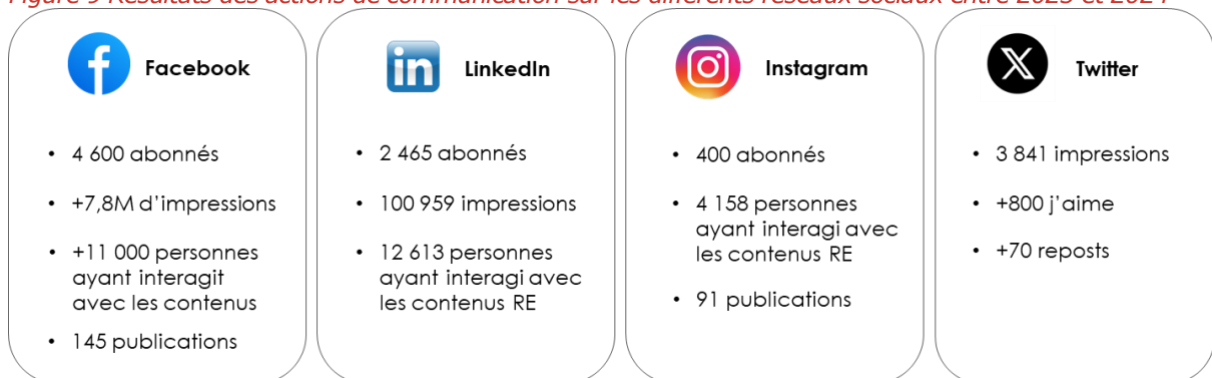
Afin de mener les activités de communication, l'IF a sélectionné l'agence ALBG en 2023 pour la prestation de community management (animation des réseaux sociaux) et de définition d'une stratégie de communication. Dans cette optique, des réseaux sociaux communs aux trois composantes du programme et des réseaux sociaux propres pour les 3 pays pilotes ont été créés. Leur alimentation relève depuis novembre 2024 de l'UNESCO.

Sur la période de décembre 2023 à novembre 2024, les activités de communication menées par l'agence ALBG ont permis d'atteindre les résultats suivants⁶² :

- **7 563 abonnés** sur l'ensemble des réseaux sociaux (contre 62 en 2023)
- **5 588 065 personnes touchées** sur les différents réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn et Twitter)
- Plus de **97 000 interactions** (likes, commentaires, partages)

Les résultats par réseau social sont détaillés dans la figure suivante, en fonction des informations disponibles.

Figure 9 Résultats des actions de communication sur les différents réseaux sociaux entre 2023 et 2024



Source : Rapport d'exécution 2024

De plus, des réseaux sociaux Ressources Éducatives ont été développés pour chacun des pays locomotives de la composante 3. Les résultats de communication des réseaux sociaux par pays sont présentés dans le tableau ci-dessous.

⁶² Rapport d'exécution 2024

Tableau 7 Résultats concernant les réseaux sociaux spécifiques des pays locomotives ⁶³

	Facebook	Instagram	Youtube	LinkedIn	X
Bénin	1 156 abonnés	96 abonnés	14 abonnés	-	18 abonnés
	122 publications	37 publications			
Guinée	1 400 abonnés	108 abonnés	-	-	-
	43 publications	6 publications			
Madagascar	6 761 abonnés	-	-	607 abonnés	-

Source : Rapport d'exécution 2024

E.3.2. Développement de contenus sur la plateforme « Réseau d'experts des ressources éducatives »

La plateforme Ressources Éducatives⁶⁴ a été mise en place conjointement par l'UNESCO et l'IF pour couvrir l'ensemble des activités du projet. C'est un outil de mise en relation et de mutualisation destiné aux experts et spécialistes de l'éducation et du livre. Elle avait pour objectif de regrouper un répertoire d'expert.e.s, des ressources méthodologiques et thématiques, des témoignages et des partages d'expériences et d'initiatives conduites sur le terrain et issus du projet.

La plateforme a été régulièrement alimentée au cours de la phase 2, en mettant en avant les événements organisés et les réalisations accomplies dans le cadre du programme Ressources Éducatives dans son ensemble (composantes mises en œuvre par l'UNESCO incluses).

- Sur l'année 2023, **22 documents** (rapports, études et productions) y ont été archivés dans la bibliothèque numérique.
- Au cours de l'année 2024, **21 actualités** relatives aux appels à projets, aux salons et aux rencontres ont été publiées. La rubrique « vidéos », opérationnelle depuis début 2024 a été enrichie par **23 fichiers vidéo**. Finalement, un **guide d'animation** en lecture et le tome 2 du **corpus littérature jeunesse**⁶⁵ ont été diffusés par le biais de la plateforme.⁶⁶

Exemple : le format « Paroles du SILA » a été développé sur la plateforme et compte 8 épisodes, publiés entre juin 2024 et août 2024. Ces vidéos donnent la parole à des bénéficiaires du programme Ressources Éducatives présents au Salon International du Livre d'Abidjan (SILA), qui reviennent sur l'impact du projet RE sur leur activité professionnelle ainsi que sur les bénéfices de leur participation au SILA 2024.

E.3.3. Mise à jour et diffusion du catalogue/corpus « Littérature de jeunesse en Afrique subsaharienne »

La phase 2 du programme Ressources Éducatives comptait parmi ses ambitions phares la **production et la diffusion du tome 2 du catalogue/corpus de littérature jeunesse africaine**, dans le but de diffuser les résultats du projet mais aussi de développer une sensibilisation plus large

⁶³ Les tirets correspondent à l'inexistence du réseau social dans le pays en question.


⁶⁴ [Ressources éducatives : Réseau d'expert.e.s des ressources éducatives](#)

⁶⁵ Davantage de détails concernant ce corpus sont présents dans la section suivante.

⁶⁶ Le rapport d'exécution 2025 n'étant pas encore disponible, nous n'avons pas la donnée pour l'année 2025

à la lecture jeunesse francophone. Le corpus, paru en 2024, est né d'une collaboration avec l'édition Takam Tikou du Centre national de la littérature pour la jeunesse (CNLJ), revue de livres pour enfants internationale de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Figure 10 Exemple d'un titre présenté dans le corpus

 <p>7-12 ans</p> <p>Frah FRAH TANTARAM-PIAINAN-DRAKOTO FRAH / L'HISTOIRE DE LA VIE DE RAKOTO FRAH</p> <p>Langue : Malgache, français</p> <p>Auteur : Fano Razafimamonjiraibe Illustrateur : F@no Antananarivo (Madagascar) : Éditions TENY, 2024 Nombre de page : 24 Illustrations : couleur Format : 24x20cm (format paysage) ISBN : 978 2 493 799210</p> <p>Cet ouvrage explore la vie de Rakoto Frah, le flûtiste malgasy de renom. Il offre une perspective détaillée sur l'histoire de Rakoto Frah, depuis ses origines modestes dans une région rurale jusqu'à sa reconnaissance nationale et internationale. La narration immersive du livre combine des faits vérifiables avec une structure narrative engageante, permettant aux lecteurs de découvrir l'histoire de Rakoto Frah de manière informative et captivante. Le livre examine le parcours musical de Rakoto Frah, sa contribution à la préservation de la musique traditionnelle malgache, ainsi que sa modestie malgré sa notoriété mondiale. Cette biographie met en lumière l'héritage durable de Rakoto Frah et son influence significative sur la scène musicale de Madagascar.</p>	<p>La première version développée lors de la phase 1 et regroupant 49 titres a été retravaillée : le catalogue a été alimenté avec une nouvelle sélection de titres pour atteindre un total de 150 titres, et une rubrique « Livres bilingues » a été ajoutée.</p> <p>Le corpus est organisé en autour des 7 sections suivantes : albums bilingues, contes, bandes dessinées, documentaires, livres d'activités, albums, romans et premières lectures.</p> <p>Pour chacun des 150 ouvrages recensés dans le corpus, la présentation est standardisée et rappelle entre autres le titre, l'auteur, les langues et le public auquel il s'adresse ; ainsi qu'un rapide résumé du contenu.</p>
--	--

Source : Corpus Littérature jeunesse en Afrique Subsaharienne

Le corpus a ensuite été diffusé par plusieurs biais :

- Mise à disposition sur la plateforme Réseau d'experts des ressources éducatives
- Envoi aux partenaires agissant dans le domaine de la médiation (version électronique)
- Présentation et distribution (version papier) lors du Salon International du Livre Jeunesse de Conakry en novembre 2024
- Présentation et distribution (version papier) lors du Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil en novembre 2024⁶⁷

L'IF avait pour ambition de renforcer la diffusion du corpus en généralisant sa promotion lors de l'ensemble des événements en lien avec le livre jeunesse impliquant la présence de RE (SILA 2025 par exemple)⁶⁸.

⁶⁷ Rapport d'exécution 2024

⁶⁸ A ce stade, nous ne disposons pas des éléments relatifs à l'année 2025



E.3.4. Lancement d'une campagne de communication sur les bienfaits de la lecture

En 2024, un marché de service a été lancé par l'IF Paris pour la conception et la mise en œuvre d'une campagne de communication sur les bienfaits de la lecture déployée dans les 13 pays visés par le projet.

L'objectif principal de cette campagne était de promouvoir la lecture, chez les enfants et les jeunes et encourager les parents et enseignants à promouvoir la lecture auprès des enfants et des jeunes⁶⁹. Plus précisément, la campagne avait pour objectif de :

- Donner l'envie de lire
- Communiquer et sensibiliser sur les différents moyens d'accès à la lecture (lieux, outils)
- Convaincre des bienfaits de la lecture pour améliorer les apprentissages scolaires.

Le prestataire Ladili avait initialement été retenu pour la campagne de communication, mais, en raison de difficultés majeures (retards dans la livraison des livrables, faible qualité), le contrat a été résilié. C'est finalement la société ALBG qui a été sélectionnée pour reprendre la réalisation de la campagne.

La campagne de communication est actuellement en cours de mise en œuvre⁷⁰ :

- Celle-ci a été officiellement lancée lors des Rencontres Africaines pour les Ressources Éducatives (RARE), organisées à Lomé en juin 2025, afin d'assurer la couverture de l'évènement.
- Une stratégie média ciblant la radio et la télévision a été mise en place afin de garantir une visibilité suffisante auprès de l'ensemble des publics identifiés.
- Parallèlement, ALBG travaille à la production d'un kit de plaidoyer digital comprenant un livre blanc électronique, destiné à promouvoir l'accès aux ressources de lecture et d'apprentissage.
- Enfin, une stratégie digitale est en cours d'élaboration pour créer des capsules vidéos, des podcasts et réaliser des achats média digital pour valoriser la lecture.

⁶⁹ [CCTP Campagne de communication VF2.docx](#)

⁷⁰ [Ressources Éducatives, Plan de communication: Campagne de sensibilisation sur les bienfaits de la lecture](#)



Annexe F Cadre logique d'intervention rempli

F.1. Méthodologie

Nous présentons dans la partie suivante le cadre logique du projet défini dans la Convention de financement entre l'AFD et l'IF, renseigné avec les indicateurs mis à jour (colonne en **rouge**). L'analyse de l'atteinte des indicateurs du cadre logique s'appuie sur plusieurs sources de données :

- Les rapports d'exécution du programme 2023 et 2024⁷¹
- Les rapports annuels des trois pays locomotives (Bénin, Guinée, Madagascar) pour les années 2023, 2024 et 2025
- Les résultats de l'enquête électronique à destination des bénéficiaires des appels à projets à ce stade. Certaines données, notamment pour l'année 2025 sont manquantes : le rapport d'exécution 2025 n'est pas encore disponible, et certains des bénéficiaires de l'AAP 2025 n'ont pas répondu à l'enquête, leurs résultats ne sont donc pas comptabilisés.
- Les fiches bilan par pays (partie relative à la composante 3)

L'utilisation de ces différentes sources de données présente néanmoins des limites :

- Premièrement, certaines données sont extraites de rapports réalisés par l'Institut français sur la base de ses outils de suivi (rapports d'exécution, rapports annuels des pays locomotives, fiches pays), quand d'autres sont issues de l'enquête électronique à destination des bénéficiaires, et sont donc **uniquement déclaratives**.
- Par ailleurs, **la nomenclature et le niveau de détail des réalisations varie d'une source à l'autre**, ce qui rend difficile l'agrégation finale dans certains cas. Nous avons donc choisi de présenter les résultats à la fois de manière agrégée (valeur de l'indicateur) et désagrégée (détail par pays), afin d'être le plus précis possible.
- A ce stade, certaines données, notamment pour l'année 2025, sont encore manquantes (rapport d'exécution 2025, données de certains bénéficiaires des AAP). Les nombres indiqués dans le tableau suivant n'illustrent donc pas la totalité du projet.

⁷¹ Le rapport d'exécution 2025 n'est pas encore disponible.



F.2. Cadre logique

	Chaine de résultat	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situation de référence (SR) et valeur cible (C)* (*2025 sauf indiqué autrement)	Valeur de Situation à date (VS)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Finalité	Les acquis d'apprentissage des élèves du primaire et du secondaire des pays francophones d'Afrique subsaharienne sont renforcés grâce à l'accès équitable aux ressources éducatives et livres de lecture diversifiées et de qualité	Proportion de pays ciblés par le projet enregistrant une amélioration des acquis scolaires en lecture au primaire (% d'élèves atteignant le niveau minimal de compétences en lecture désagrégé par pays et par sexe)	SR : le % d'élèves à la fin du primaire atteignant un niveau de compétence minimal en langue pour chacun des 16 pays cibles du projet sera présenté lors du premier RETF de l'UNESCO → Pour mémoire sur la base des 11 pays PASEC- 2019 : en moyenne 44% des élèves atteignent le niveau 3 de langue en fin du cycle primaire C : 75% (12 pays sur les 16 bénéficiaires) (2026)	Pas de données disponibles pour répondre à cet indicateur (le PASEC 2024 devrait être disponible début 2026)	Rapport PASEC 2024 http://www.pasec.confemen.org/ et enquêtes régionales ou nationales	- Les pays sont engagés pour le développement et la mise en œuvre de leurs stratégies/politiques en matière d'amélioration de la qualité des processus d'enseignement-apprentissage -Des enquêtes régionales ou nationales standardisées de qualité sur les apprentissages en langue et lecture sont menées au primaire (début et fin) pour mesurer les progrès
		Proportion de pays ciblés par le projet enregistrant une amélioration du taux d'achèvement au primaire (TAP désagrégé par pays et par sexe)	SR : les TAP de l'année de base pour chacun des 16 pays cibles du projet seront présentés lors du premier RETF de l'UNESCO → Pour mémoire, le TAP moyen sur les 16 pays cibles du projet est de 54,98% (2018) C : 75% (12 pays sur les 16 bénéficiaires) (2026)	Pas de données agrégées.	Base de données statistiques Unesco-ISU http://uis.unesco.org/	
Objectif général	L'accès des élèves du primaire et du secondaire en Afrique subsaharienne francophone à un ensemble de ressources éducatives variées et de qualité (matérielles et	Proportion de pays ciblés par le projet disposant d'une plateforme numérique fonctionnelle d'accès aux ressources éducatives	SR : 18,75% (4 pays sur les 16 pays bénéficiaires – Burkina Faso, Mauritanie, Sénégal, Tchad) C : 62,5% (11 pays sur les 16 pays bénéficiaires)	VS : 50% des pays disposent d'une base de données numérique pour les RE. 8 pays sur 16 (Burkina Faso, Mauritanie, Sénégal, Tchad, Djibouti, Madagascar, Togo, Guinée) ⁷²	Rapport annuel de suivi de l'équipe- projet	-Les pays disposent de capacités d'hébergement des plateformes d'éducation numérique -Les pays disposent de ressources humaines internes disposant des prérequis techniques nécessaires au déploiement et au suivi de l'évolution des plateformes numériques d'éducation
		Proportion de pays ciblés par le projet enregistrant une	SR : Les ratios nb élèves/manuel lecture et nb élèves /manuel de maths de l'année de base	Pas de données disponibles pour répondre à cet indicateur (PASEC 2024 à venir)	Base de données statistiques Unesco-ISU	

⁷² Ces données sont celles de l'UNESCO. En effet les activités de mise en place de plateformes numériques ont été mises en place dans le cadre des activités mises en œuvre par l'UNESCO.



	numériques) est renforcé	amélioration des ratios du nombre élèves par manuel en lecture et par manuel de mathématiques au cycle primaire (désagrégé par pays)	pour chacun des 16 pays cibles du projet seront présentés lors du premier RETF de l'UNESCO C : 31,25% (5 pays sur les 16 pays bénéficiaires)		http://uis.unesco.org/ Rapports statistiques Pays et SIGE Pays Rapport de suivi annuel de l'équipe projet	-Les pays s'engagent à prioriser l'acquisition et la distribution de manuels de lecture et de mathématiques pour le cycle primaire jusqu'au dernier kilomètre dans les écoles et les classes
Objectif spécifique	L'environnement lettré en langue française au service de la lecture et du soutien aux apprentissages est renforcé dans les 16 pays bénéficiaires du projet	Pourcentage d'élèves au primaire possédant un livre à la maison (désagrégé par sexe et par pays)	SR : 41,8% des élèves en fin de scolarité (primaire) possèdent des livres à la maison (en 2019, en moyenne sur 11 des 16 pays ciblés par le projet) C : 50,1%	Pas de données disponibles pour répondre à cet indicateur (PASEC 2024 à venir)	- <u>PASEC 2019</u> (11 pays représentés sur les 16 pays cibles) et PASEC 2024 à venir	- Les pouvoirs publics mettent en place des mesures favorables au développement de la littérature de jeunesse et à son accès. - L'accès au livre est facilité (prix, distribution sur le territoire et contenus adaptés au contexte). - Les parents et la communauté sont impliqués - Le pouvoir d'achat des ménages augmente selon les prévisions de croissance.
Réalisations attendues pour satisfaire l'OS3 (R3) - IF	R3.1 – Les politiques publiques évoluent vers une meilleure intégration du livre dans les processus d'apprentissage et une meilleure prise en compte des enjeux liés au	Nombre d'évènements de plaidoyer/capitalisation entrepris visant à renforcer le lien entre l'éducation et le livre	SR : 6 ateliers de plaidoyer nationaux réalisés en phase 1 au Bénin, Burkina Faso, Guinée Madagascar, Mali et Sénégal + 4 rencontres internationales C : 10 ateliers de plaidoyer nationaux et 6 rencontres internationales	VS : 7 évènements de plaidoyer nationaux ont été réalisés en phase 2 (1 en 2023, 5 en 2024, données non consolidées pour 2025, mais existence d'au moins un évènement de plaidoyer en Guinée) 19 rencontres régionales et internationales ont été organisées (14 en 2024 ⁷³ , 5 en 2023 ⁷⁴ et non ne disposons pas de données consolidées pour 2025)	- Rapport annuel de suivi de l'équipe projet et bilans des Instituts français locaux - Textes législatifs (loi, circulaire, décret) ou convention <u>Cartographie des politiques publiques du livre de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (AIEI) : 9 pays/16</u>	- Les ministères de la Culture et de l'Éducation font preuve de volontarisme et s'engagent dans la durée - Les acteurs professionnels de la chaîne du livre font preuve de volontarisme et s'engagent dans la durée - La situation sécuritaire et sanitaire est stable

⁷³ Salon du livre africain de Paris (mars 2024), Salon Livre et Presse Jeunesse de Montreuil (novembre 2024), SILA (mai 2024), Rencontre Internationale du Livre Francophone à Kigali (mars 2024), Salon Livre Jeunesse Libreville (avril 2024), Salon international du Livre jeunesse de Conakry, 72h du livre de Guinée, Bilili pop-up en Guinée, 15^{ème} édition des rencontres littéraires Traversées mauritanides (décembre 2024), 9^{ème} édition du Bilili BD festival (décembre 2024), Salon du livre jeunesse de Lomé (octobre 2024), Salon du livre jeunesse et pour enfants Dakar Livre (novembre 2024), Rencontres internationales de la BD (mars 2024), Salon national du livre au Bénin (novembre 2024)

⁷⁴ Bilili BD festival (décembre 2022), Salon du livre africain de Paris (mars 2023), Rencontres internationales du livre francophone (mars 2023), Salon international du livre jeunesse de Conakry (novembre 2023), Salon international du livre jeunesse et de BD de Yaoundé (décembre 2023)

développement de la chaîne du livre	Nombre de pays ciblés par le projet dotés de cadre de dialogue formalisés	SR : 3 comités de suivi nationaux mis en place dans les pays pilotes (Bénin, Guinée et Madagascar) en phase 1. Dans les autres pays cibles du projet il existe peu ou pas de cadre de dialogue multi-acteurs Culture / Éducation et public / privé C : 9 (soit 6 comités créés en plus des 3)	VS : 7 En plus des 3 comités de suivi nationaux mis en place au Bénin, en Guinée et à Madagascar, la Guinée a mis en place 4 groupes de travail thématiques (production de livres, distribution de livres, livre à l'école et livre en bibliothèques)		
	Nombre pays ciblés du projet qui se sont dotés d'un document de référence définissant une politique du livre de jeunesse à destination des élèves	SR : Il existe peu de politique du livre structurée à l'échelle des 16 pays. Les textes législatifs sont épars, peu accessibles et rarement accompagnés de moyens pour leur mise en œuvre. Des informations sur les politiques du livre sont recensées pour 9 des 16 pays C : 3 pays adoptent des documents nationaux de référence définissant une politique du livre. Des informations sur les politiques du livre sont recensées pour les 16 pays ciblés	VS : 2 pays se sont dotés d'un document de référence en lien avec une politique du livre jeunesse <ul style="list-style-type: none"> • Madagascar : élaboration et adoption d'une charte des professionnels du livre • Guinée : un plan d'action annuel élaboré et validé par le comité de suivi pour accompagner l'élaboration du plan d'action national pour le développement du réseau de bibliothèques scolaires • Bénin : organisation d'un atelier de consolidation de la Stratégie nationale de promotion du livre et de la lecture publique 		
	Nombre de mesures adoptées parmi les 16 pays ciblés par le projet en faveur du livre de jeunesse et de la lecture (lois spécifique, création d'institution publique, création de fonds ...)	SR : 0 C : 10	VS : 3 <ul style="list-style-type: none"> • Charte de bonnes pratiques à Madagascar • Inscription dans les curriculas et dans les PASEC en Guinée • Feuille de route pour booster l'économie du livre au Bénin 		
R3.2 - Les acteurs de la chaîne du livre se structurent grâce à la	Augmentation du nombre de titres de la littérature jeunesse dans les pays cibles du	SR : Le nombre d'éditeurs actifs est limité à l'échelle des 16 pays : environ 85 au total (vs 5000 pour la seule France). Le nombre d'éditeurs jeunesse l'est encore plus. La part de	VS : Plus de 19 000 titres de littérature jeunesse produits ⁷⁵ <ul style="list-style-type: none"> • Bénin : 2 collections BD développées, 11 jeunes auteurs 	- Rapport annuel de suivi de l'équipe projet - Bilans des activités de formation soutenues via le	- Les professionnels du livre, jeunes et expérimentés, se mobilisent via les associations

⁷⁵ La valeur de l'indicateur présentée ici paraît beaucoup trop importante. Cela peut s'expliquer par différentes interprétations de l'indicateur (augmentation du nombre de titres total ou grâce au projet).



professionnalisation et à l'innovation	projet (désagrégation par pays)	l'édition jeunesse représente moins de 1% des revenus de vente du livre (vs 13% en France). Le volume de production est limité : entre 70 titres (RDC) et 150 (Sénégal) publiés chaque année, avec des tirages moyens allant de 200 (RDC) à 750 (Sénégal) (vs 100 000 titres en France avec un tirage moyen de 4500 par titres). C : +100 titres de littérature jeunesse édités.	édités, 1 maison d'édition spécialité BD créée <ul style="list-style-type: none"> Guinée : 8 ouvrages (documentaires et livres jeunesse) soutenus Madagascar : financement de 30 titres jeunesse AAP : 19 347 ouvrages produits dans le cadre des AAP⁷⁶ 	fonds « Lire pour apprendre » - - Bilans annuels des 3 pays locomotives (Bénin, Guinée, et Madagascar)	professionnelles dans une démarche collective - La croissance du marché de littérature de jeunesse reste positive
	Nombre d'acteurs de la filière du livre formés sur la littérature de jeunesse dans les pays cibles du projet (désagrégation par sexe et pays)	SR : Il existe peu ou pas de formation initiale aux métiers de la chaîne du livre. La plupart des acteurs ont été formés sur le terrain et sont vieillissants. C : 560 professionnels du livre formés et/ou accompagnés dans le développement de leur activité (dont 50% de femmes)	VS : 715 acteurs de la filière du livre formés sur la littérature de jeunesse <ul style="list-style-type: none"> Bénin : formations d'environ 60 libraires, éditeurs et auteurs (47% de femmes) Guinée : formation d'environ 150 professionnels du livre Madagascar : formation d'environ 225 professionnels du livre AAP : 280 professionnels du livre formés (dont 41% de femmes) <p>42 mobilités vers des rencontres régionales et internationales ont été financées entre 2023 et 2024. Nous n'avons pas d'information consolidée pour 2025.</p>	- Actualisation des données des principaux sites de référencement des ouvrages (Dilicom et Electre) sur l'évolution de la place de l'édition africaine	
	Amélioration du référencement des ouvrages pour la jeunesse	SR : A définir au démarrage du projet-phase 2 (Statistiques fournies par Dilicom et Electre en début de phase 2) C : +10%	Pas de situation de départ définie qui permettrait de définir un pourcentage d'augmentation. Données disponibles : <ul style="list-style-type: none"> 1 corpus / catalogue de littérature jeunesse en Afrique subsaharienne publié en 2024 Mise à jour de la plateforme RE 	- Rapport annuel de suivi de l'équipe projet - Bilans des projets de formation soutenus via le fonds « Lire pour apprendre » - Bilans annuels des 3 pays locomotives (Bénin, Guinée, et Madagascar)	

⁷⁶ Ce chiffre vient de l'enquête réalisée auprès des porteurs de projets (déclarative) et semblent très élevés.

				<ul style="list-style-type: none"> • Madagascar : généralisation du numéro international normalisé du livre (ISBN) à l'ensemble des ouvrages • Bénin : conception d'un catalogue de références pour les acteurs de la filière livre 		
R3.3 – Les enseignants, bibliothécaires et animateurs culturels sont sensibilisés et formés à la médiation	- Nombre de médiateurs (enseignants, bibliothécaires et/ou animateurs culturels) du livre de jeunesse formés dans les pays cibles du projet (désagrégation par sexe et pays)	SR : Très peu d'enseignants sont formés à la médiation et/ou l'utilisation de livre de jeunesse comme support pédagogique. Les bibliothécaires sont peu ou pas formés à la médiation. C : 1800 médiateurs formés dont 50% de femmes	VS : 5 369 médiateurs du livre jeunesse formés <ul style="list-style-type: none"> • Bénin : 2500 médiateurs formés • Guinée : 29 porteurs de projet-médiation formés (24% de femmes), 398 enseignants • Madagascar : 177 médiateurs formés • AAP : 2265 médiateurs formés⁷⁷ (dont 42% de femmes) 	<ul style="list-style-type: none"> - Bilan annuel des projets soutenus via le fonds « Lire pour apprendre » - Rapport annuel des ministères (Éducation et Culture) - Textes législatifs, circulaires, programmes nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Implication des chefs d'établissements et des autorités éducatives locales dans la mise en place de bibliothèques scolaires et de coins lecture (achat de fonds) - Disponibilité des enseignants, bibliothécaires et animateurs culturels pour des activités de formation - Les ministères de la Culture et de l'Éducation font preuve de volontarisme et s'engagent dans la durée pour promouvoir la lecture - Les différents acteurs du réseau de lecture publique (bibliothèques municipales, réseau des CLAC, Alliances française) collaborent dans une dynamique collective 	
	Nombre d'établissements primaires et secondaires d'enseignement ayant mis en place des activités de médiation	SR : Une minorité d'établissements d'enseignement est équipée en bibliothèques scolaires (20% d'après l'étude sur la médiation conduite par ARED et Archives Afric@ dans la phase 1) C : 10 écoles/pays ciblés par le projet en moyenne (soit 160 écoles sur 16 pays)	Pas de données agrégées permettant de répondre à ces indicateurs. Données disponibles : <ul style="list-style-type: none"> • Bénin : tournée de médiation dans 10 écoles pilotes, animations autour du livre jeunesse dans 60 centres de lecture et 12 CLAC • Guinée : plus de 100 animations de médiation mises en place • Madagascar : 8 micro-projets de promotion de la lecture dans 4 régions du pays⁷⁸ • AAP : 497 actions de médiation organisées dans les écoles et les bibliothèques 			
	Nombres de bibliothèques et/ou centres de lecture ayant mis en place des activités de médiation	SR : une minorité de communes dispose d'une bibliothèque municipale mettant en place des activités de médiation C : 3 bibliothèques/centres de lecture par pays ciblés par le projet (48 bibliothèques sur 16 pays)				

⁷⁷ Le nombre d'enseignants formés dans le cadre du programme a été intégré à cette donnée.

⁷⁸ On compte ici les micro-projets comme 1 médiation.



		Nombre de pays ciblés par le projet adoptant dans les curricula / programmes scolaires des références à la littérature de jeunesse et / ou à la lecture plaisir	SR : à définir au démarrage du projet-phase 2 C : 4 pays supplémentaires	VS : 1 pays a adopté des références à la littérature jeunesse dans son programme scolaire Guinée : 16 fiches pédagogiques, 1 manuel d'exploitation des bibliomalles (supports pédagogiques élaborés), 1 guide d'utilisation des fiches		
R3.4 - Les jeunes du primaire et du secondaire des pays cibles ont un accès facilité à la lecture de jeunesse et sont sensibilisés aux bienfaits de la lecture dans les apprentissages		Nombre d'initiatives à haute visibilité appuyées dans les pays ciblés par année (salons du livre, prix pour l'auteur du livre de jeunesse ou autre événement d'envergure nationale autour de la lecture du type « caravane du livre », etc.)	SR : 12 initiatives soutenues en phase 1 C : 45 initiatives soutenues en phase 2	VS : 45 initiatives à haute visibilité appuyées en phase 2 <ul style="list-style-type: none"> • Bénin : organisation des Rencontres Internationales de la BD, aménagement d'un espace livre de jeunesse au SNL, exposition internationale sur la BD en Afrique francophone • Guinée : 13 événements appuyés (Salon International du Livre Jeunesse 2022 et 2023, Festival International du Livre et des Auteurs de N'Zérékoré 2022 et 2023, 72h du livre, Concours Les champions de la lecture, Bilili Pop Up Conakry, Concours inter écoles) • Madagascar : 9 rencontres régionales organisées, 5 missions régionales et 1 mission internationale • AAP : 20 initiatives⁷⁹ à haute visibilité appuyées dans le cadre des AAP 	- Bilan annuel des projets soutenus via le fonds « Lire pour apprendre »	- Les rassemblements et les mobilités ne sont pas entravés par la situation sanitaire et sécuritaire - La croissance économique et le pouvoir d'achat des ménages restent sur une dynamique positive - Les partenaires soutenus sont fiables pour la mise en place des activités
		Nombre d'élèves du primaire touchés par ces initiatives par année (désagrégation par sexe et par pays)	SR : 25 000 élèves touchés en phase 1 C : 80 000 élèves en phase 2 dont 50% de filles	VS : Plus de 100 000 élèves du primaire touchés par ces initiatives <ul style="list-style-type: none"> • Bénin : environ 10 000 élèves touchés • Guinée : environ 11 000 jeunes touchés (au travers des 13 événements) 	Bilan annuel des projets soutenus via le fonds « Lire pour apprendre »	

⁷⁹ Donnée basée sur les événements renseignés par les bénéficiaires dans l'enquête en gardant uniquement ceux estimés comme à « haute visibilité ». Une liste est disponible en Annexe H.



				<ul style="list-style-type: none">• Madagascar : plus de 45 000 enfants touchés• AAP : 35 483 enfants touchés (dont 51% de filles)		
		Nombre d'individus (parents et élèves du primaire et du secondaire) sensibilisés aux bienfaits de la lecture pour la réussite scolaire (désagrégation par sexe et par pays)	SR : Les parents et communautés sont éloignés du livre pour des raisons économiques et de formation (analphabétisme) C : 250 000 individus (dont 50% de files/femmes) sur au moins 5 pays parmi les 16 pays bénéficiaires	VS : 5 588 065 individus touchés par la campagne de communication via les réseaux sociaux ⁸⁰ <ul style="list-style-type: none">• Facebook : 7.8 millions d'impressions et 11 000 interactions• LinkedIn : 100 959 impressions• Instagram : 400 abonnés et 929 542 impressions	Étude d'impact sur la campagne de communication sur les bienfaits de la lecture.	

Légende : en **vert**, les indicateurs dont les cibles ont été atteintes ; en **orange** les indicateurs atteints en partie ; en **rouge**, les indicateurs dont les cibles n'ont pas du tout été atteintes ; en **gris** les indicateurs pour lesquels nous ne disposons pas des données suffisantes pour émettre de jugement sur leur niveau d'atteinte.

⁸⁰ Rapport final ALBG. Sont ici considérées comme « touchées » sont les personnes exposées aux posts sur les différents réseaux sociaux.



Annexe G Liste des projets soutenus dans le cadre des AAP

Intitulé	Porteur	Pays	Année	Budget alloué
Création d'un écosystème de production de livres jeunesse à Bobo-Dioulasso	Association le Goût du Livre	Burkina Faso	2023	20 000€
Contribution à la promotion de la lecture en milieux scolaires et en famille	Alliance Française Gitega	Burundi	2023	10 000€
Un bibliobus pour démocratiser la lecture aux Comores	Association Toimaya Ya Maoudou	Comores	2023	25 000€
Organisation de la Foire du livre de Brazzaville	Direction générale du livre et de la lecture publique	Congo	2023	15 000€
Festival Scolaire "Les 12 goûts du Livre"	Media Freelance	Congo	2023	8 000€
Maduta Edition	Association BILILI	Congo	2023	23 000€
Proxy livre : le livre proche de chez vous	Établissement Graphik'noir	Congo	2023	15 000€
Production et promotion du livre de jeunesse	Association Maison d'éditions Les Editions le Francolin	Djibouti	2023	10 000€
Création de l'ouvrage Contes du Niger	Centre Culturel Franco-Nigérien Jean Rouch	Niger	2023	6 000€
Caravane du livre et de la lecture et session de formation sur les logiciels libres	Société LIBRAIRIE LA FARANDOLE DES LIVRES	Niger	2023	6 000€
Lire pour apprendre - RAFIKI	Institut Français de Lubumbashi	RD Congo	2023	15 000€
FESTHI	SCAC Sénégal et en Gambie	Sénégal	2023	20 000€
Festival International de Littérature de Dakar - FILID	Association Festival International de Littérature de Dakar - FILID	Sénégal	2023	10 000€
ForMeL : Formation à la Médiation autour du Livre jeunesse	Ecole de Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes (EBAD)	Sénégal	2023	15 000€
Mise en Réseau des espaces de lecture dans le Département de Bignona (Casamance)	Centre d'Education de Documentation et d'Actions Culturelles (CEDAC)	Sénégal	2023	8 000€
Lire pour réussir au Sénégal	Association Synergie pour l'Éducation au	Sénégal	2023	5 000€



	Numérique et aux Médias - SENUM			
Titimé pour apprendre	Association Imp'Acte	Tchad	2023	10 000€
Salon du livre de jeunesse de Lomé (SALIJEL)	Association FORADDA (Forum de réflexions et d'actions pour le développement durable en Afrique)	Togo	2023	10 000€
Rencontres des contes et légendes (RENCOLE)	Association ACRTD	Togo	2023	4 000€
Promotion de la lecture par un accès au livre à l'école et en familles	Alliance française Gitega	Burundi	2024	10 000€
Contribution à la promotion de la lecture en milieux scolaires	ASBL Librairie Saint-Paul	Burundi	2024	12 000€
Rencontres des contes et légendes (RENCOLE) 2024	Association Culturelle de Radio Tchaoudjo pour le Développement ACRTD	Togo	2024	7 000€
Festival Scolaire "Les 12 goûts du Livre"	Association MEDIA FREELANCE	Congo	2024	15 000€
Lire pour réussir au Sénégal	Association Synergie pour l'Éducation au Numérique et aux Médias - SENUM	Sénégal	2024	7 000€
Plongée dans le monde des albums - Gowssoun vi Alemi kutubi Al ghissass	Direction régionale de l'éducation nationale de Nouakchott nord	Mauritanie	2024	25 000€
BIBLIOVELO/ Bibliothèque Itinérante	Éditions Aminata Sow FALL	Sénégal	2024	7 000€
Fabrique Dikoukou : incubateurs ICC pour la structuration du secteur du livre et de l'illustration	Fabrique Dikoukou	Congo	2024	15 000€
Yeumbeul livre : Un voyage littéraire pour l'égalité et l'inclusion	GROUPE 30 AFRIQUE	Sénégal	2024	15 000€
AAR SUNU MBATIIT	Le Régal Culturel	Sénégal	2024	15 000€
« Texte à Lire au Jeu » (phase 1 de la plateforme de création théâtrale jeune public des AmArou au Togo)	Les AmArou !	Togo	2024	5 000€
Salon du Livre Jeunesse de Lomé	LIRE AU TOGO	Togo	2024	15 000€
Voyageons à travers la lecture*	Maison d'Assistance aux Victimes des Violences Intimes (MAVI)	Congo	2024	10 000€



MWANA Magazine Éditions 2024	MWANA	Togo	2024	10 000€
Ateliers de lecture-spectacle dans les CLAC du Togo	Réseau Francophone pour la Promotion des Arts et de la Culture (RFPAC)			12 000€
Festival de theatre interscolaire (FESTHI) avec diffusion de 5000 livres jeunesse	SCAC Sénégal et en Gambie	Sénégal	2024	22 000€
LEMAME - Contribuer à l'apprentissage du numérique et de la langue française en proposant un outil de lecture innovant (liseuse)	SENEDITION	Sénégal	2024	25 000€
Promotion de la lecture en milieu scolaires ruraux	ASBL Librairie Saint-Paul de Bujumbura	Burundi	2025	8 000€
Héros et Héroïnes des Comores : Les femmes d'Ikoni	Pomme d'Humour Editions	Comores	2025	12 000€
ON SCIENCE "science en culture"	Récréation mulimédia	Congo	2025	8 000€
Les 12 Goûts du Livre – Festival Scolaire International de lecture plaisir et du webphotojournalisme	Media Freelance	Congo	2025	20 000€
Salon du livre du Kongo Central	JMG Asbl	RDC	2025	15 000€
Partir en Livre	Livre en Liberté in Africa	Sénégal	2025	14 000€
ForMeL 2 : Formation à la Médiation autour du Livre jeunesse	EBAD - Ecole de Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes	Sénégal	2025	15 000€
Ateliers d'écriture et de lecture	REPROF/EFFA - Réseau des professeurs de français pour l'éducation des filles et la formation des femmes en Afrique	Sénégal	2025	9 900€
Synergie autour du livre pour le plaisir de lire	SENUM - Synergie pour l'Éducation au Numérique et aux Médias	Sénégal	2025	7 000€
Accès à la Bibliothèque numérique scolaire et promotion de la lecture numérique dans des écoles du secondaire	NENA - Nouvelles Editions Numériques Africaines	Sénégal	2025	15 000€
Les Rencontres Professionnelles pour la Bande Dessinée et le Webtoon	Kanarimagik	Sénégal	2025	10 000€
DAKAR LIVRES	Baobab Développement	Sénégal	2025	5 000€



PHILO Z'ENFANTS	École Aimé Césaire (réseau SCAC)	Sénégal	2025	8 000€
Caravane de la lecture dans les bibliothèques et espaces lecture des villes et villages	CEDAC - Centre de Documentation d'Education et d'Actions Culturelles	Sénégal	2025	5 000€
LA LITTÉRATURE PAR LA VOIX : Projet de coédition audio	FCBYUS SAS - FCAudioEdit	Togo	2025	15 000€
Ateliers de lecture-spectacle dans les CLAC du Togo	Réseau francophone pour la promotion des arts et la culture (RFPAC)	Togo	2025	12 000€
"Texte à Lire au Jeu" (Résidence des écritures théâtrales jeunesse)	Les Amarou	Togo	2025	10 000€
Salon du livre jeunesse de Lomé (SALIJEL)	Lire au Togo	Togo	2025	15 000€



Annexe H Liste des initiatives à haute visibilité

Nom de l'évènement	Organisateur	Année
Festival Scolaire "Les 12 goûts du Livre"	Media Freelance	2023
Festhi - Gambie	SCAC de l'Ambassade de France au Sénégal et en Gambie	2023
Festhi - Sénégal	SCAC de l'Ambassade de France au Sénégal et en Gambie	2023
Caravanes du livre Gitega	Alliance Française	2023
Rencontres des contes et légendes (RENCOLE)	Association ACRTD	2023
Festival International de Littérature de Dakar	Association FILID	2023
Caravanes du livre et concours de lecture	ASBL Librairie Saint-Paul	2024
Rencontres des contes et légendes (RENCOLE)	Association ACRTD	2024
Festival Scolaire "Les 12 goûts du Livre"	Media Freelance	2024
Salon du Livre Jeunesse de Lomé	Lire au Togo	2024
Salon des 9 ^{ème} et 10 ^{ème} arts	Fabrique Dikoukou	2024
Campagne de sensibilisation sur la désinformation	MWANA	2024
Restitution des ateliers de lecture-spectacle dans les CLAC	Réseau francophone pour la promotion des arts et la culture (RFPAC)	2024
Plongée dans le monde des albums	Direction régionale de l'éducation nationale de Nouakchott nord	2024



Caravane de la lecture	Bibliothèque Nouvelle Bignona / CEDAC	2025
Salon du Livre Jeunesse de Lomé	Lire au Togo	2025
Caravanes du livre et concours de lecture	ASBL Librairie Saint-Paul	2025
Auditions du Championnat National des Clubs Nsakamots	Media Freelance	2025
Restitution des ateliers de lecture-spectacle dans les CLAC	Réseau francophone pour la promotion des arts et la culture (RFPAC)	2025
Pépinière Texte à Lire au Jeu	LES AMAROU	2025



www.ressources-educatives.org

CONTACT INSTITUT FRANCAIS

ressourceseducatives@institutfrancais.com
40 Rue de la Folie-Regnault, 75011 Paris

CONTACT TECHNOPSIS GROUP

www.technopolis-group.com



En partenariat
avec

